

# la gueule ouverte

le journal qui annonce la fin du monde

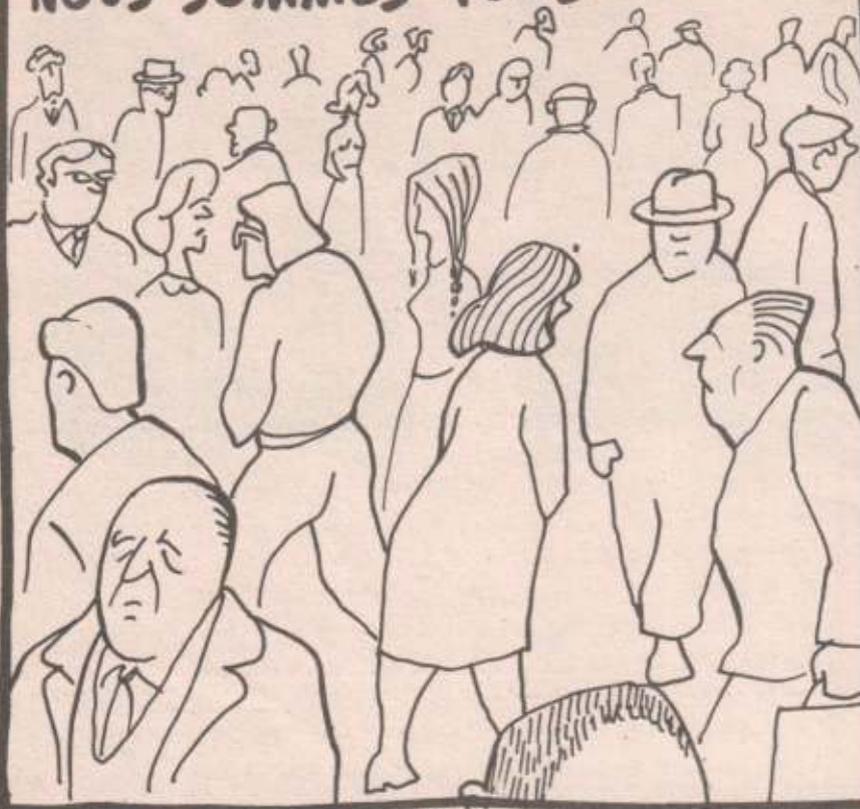
“QUELLE TERRE LAISSERONS-NOUS À NOS ENFANTS?”



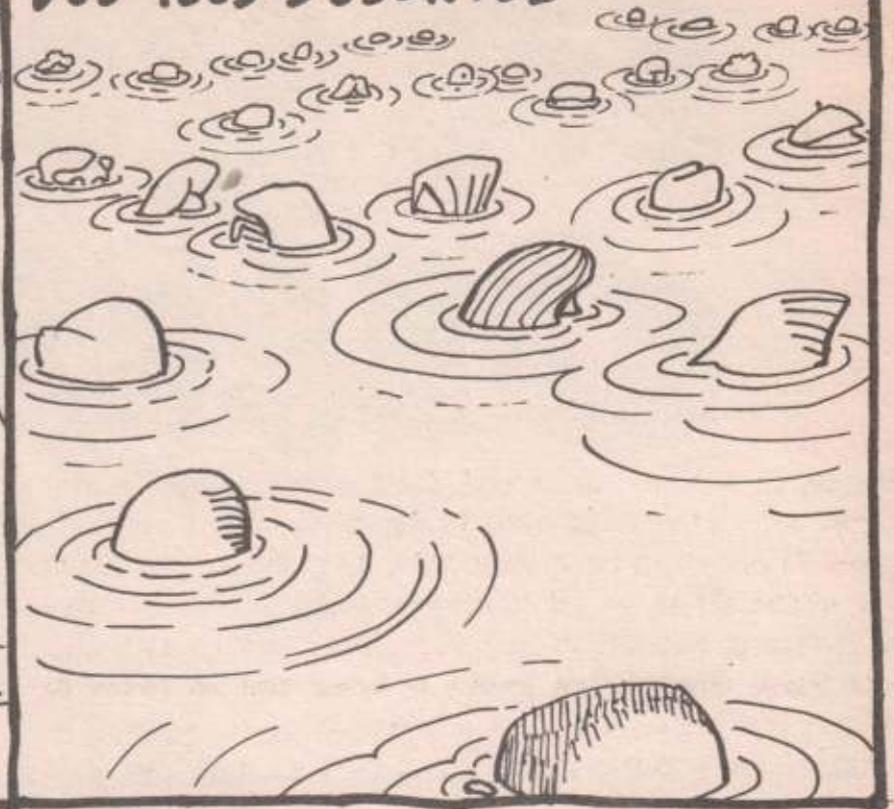
ALORS, LES  
PETITS ENFANTS,  
ÇA VA  
ÇA VA  
ÇA VA?

Cabre

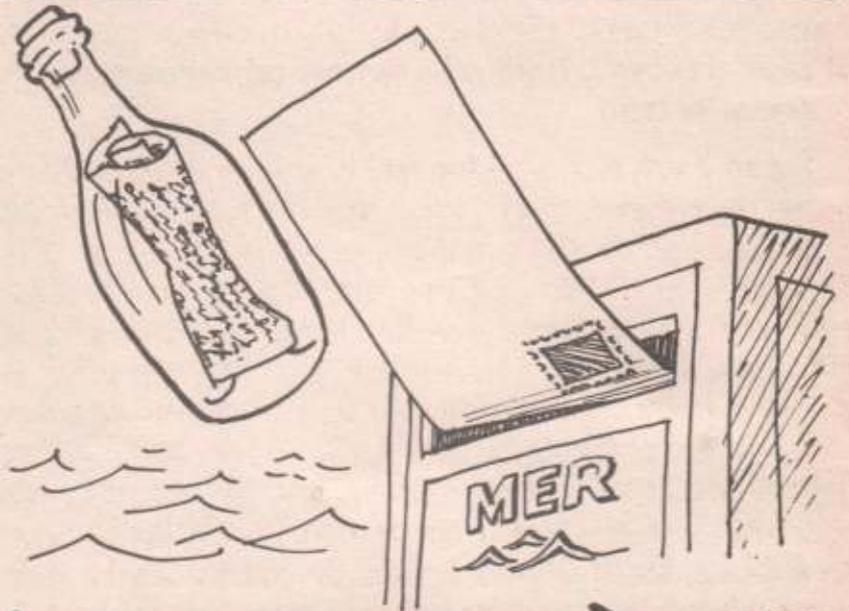
**NOUS SOMMES TOUS**



**DES ÎLES DÉSERTES**



**A LA FOIS ÎLES ET NAUFRAGÉS**



**JETONS DES BOUTEILLES À LA MER**

DES BOUTEILLES DE PAPIER,  
 AVEC UN TIMBRE.  
 ADRESSÉES À QUI ?  
 À N'IMPORTE QUI  
 SON NOM ET SON ADRESSE SONT DANS LE BOTTIN, OU  
 SUR UNE BOÎTE À LETTRES D'IMMEUBLE DANS UNE VILLE  
 OÙ L'ON PASSE.

À N'IMPORTE QUI ON PEUT ÉCRIRE N'IMPORTE QUOI, CE QU'ON  
 NE CONFIERAIT À PERSONNE, CE QUI VA BIEN, CE QUI COÏNCE, CE  
 QU'ON A DÉCOUVERT OU REDÉCOUVERT, L'ANGOISSE, L'ESPOIR,  
 L'ENVIE, UN POÈME, UNE CHANSON, UN DESSIN.  
 IMAGINEZ N'IMPORTE QUI OUVRANT LA LETTRE, DIRECTE  
 MENT BRANCHÉ SUR DES CONFIDENCES, DES RÉFLEXIONS, UNE  
 VOIX LIBÉRÉE DES CONVENTIONS LIVRESQUES OU JOURNALISTIQUES  
 IMAGINEZ LES REGARDS COMPLICES DES GENS DANS LES  
 RUES, SE SOUPÇONNANT MUTUELLEMENT D'ÊTRE L'AUTEUR  
 D'UNE LETTRE REÇUE.

IMAGINEZ TOUTES LES RESSOURCES DU PROCÉDÉ ET LES  
 RAPPORTS NOUVEAUX QU'IL PEUT FAIRE NAÎTRE.  
 LA COMMUNICATION "UNDERGROUND", ELLE EST PEUT-ÊTRE LÀ.

MOI, JE NE REÇOIS JAMAIS  
 DE LETTRES

JETEZ VOTRE  
 ADRESSE, ON VOUS  
 ÉCRIRA



# la gueule ouverte

Le journal qui annonce la fin du monde

Données du problème : en ce mois d'août, comme en tous les mois d'août, sous l'influence du soleil, facteur de désintérêt populaire, le papier, le pain — en même temps que d'autres denrées et la plupart des services publics — ont sensiblement augmenté. Question : dans ce contexte et quasiment au cœur d'un dilemme, comment rentabiliser « La Gueule Ouverte » sans prendre le lecteur pour un cochon de payant ? Réponses possibles : petit a, augmenter le prix de vente, au risque de voir le lecteur préférer l'achat d'une miche de pain plutôt que de saucer son assiette avec les dessins de Gavignet. Petit b, garder l'ancien prix de vente, mais réduire les frais en diminuant la quantité de papier et de travail. Et débrouillez-vous avec ça, dans une demi-heure je ramasse les copies.

... Ben on a opté pour la solution petit b, et on se sent capables de justifier le raisonnement au tableau noir. Les pages qui manquent dans « La Gueule Ouverte », ce sont celles que vous n'avez pas faites. Nous autres, on a choisi (avec nos possibilités, nos personnalités et nos envies) notre forme de militantisme : fournir un instrument d'information et d'échange. On a fabriqué l'outil, on l'entretient, on fait en sorte qu'il demeure « opérationnel », et on le met à votre disposition, comme la moissonneuse-batteuse municipale. On trouverait dommage que vous laissiez pourrir le blé en champ, quoi, zut ! Non, mais, vous vous rendez compte ! Pendant que le capitalisme destructeur étend ses tentacules, laissant de moins en moins de domaines de notre vie au hasard, à la fantaisie et au simple bonheur, nous en sommes réduits à interviewer un La Bollardière, nous négligeons de centraliser et d'organiser la résistance. Nous laisserons passer nos dernières chances et, demain, il sera trop tard.

Ce journal, on l'a fait pour se faire plaisir, oui, bien sûr, mais on l'a surtout fait parce qu'on y croyait, parce qu'on avait un petit espoir de voir s'engouffrer par la porte, piaffants, méchants, avides, tous les lutteurs, tous les déviants, les réfractaires. Ecrivez, savants fous, mangeurs de soleil, mouches de fumier, écrivez, cyclotouristes et patineurs à roulettes, écrivez, communards béats et routards fatigués, écrivez, théâtraux de rues et peintres de muraille, écrivez, malades et fiers de l'être... Ecrivez, vous avez des choses à dire, et d'autres à apprendre, de vos semblables. Nous, on en a marre des théories et du blabla, on ne veut plus en faire. Et on ne va pas non plus, pour justifier une publication, se mettre à jouer les revues d'art, ce qui serait une troisième solution : mon écologue chez les bons sauvages, avec photos grand angle. Y aurait une clientèle pour ça, y en a pour tout. Mais nous avons nos formes d'honnêteté : nous ne réépaissirons le brouet que quand il y aura du sensationnel, de l'utile, du vrai, à mettre dans la sauce. Alors, voilà, seize pages toutes blanches sont à votre disposition, on vous les garde au frais.

Isabelle.

## SOMMAIRE

NOUS SOMMES TOUS DES ILES DESERTES (Gébé) .....	p. 2
DOSSIER : LA GASTRONOMIE BEARNAISE (auteur inconnu). A Lacq, le capitalisme tue .....	p. 4
LE MOINDRE GESTE PEUT FAIRE SIGNE (F. Deligny), suite de la chronique d'une vie, dans les Cévennes, auprès d'enfants psycho- tiques .....	p. 9
CHRONIQUE DE LA MORT RADIEUSE quand les biologistes déci- dent de l'ouvrir toute grande .....	p. 10
TRUCHEMENT CULTUREL (L. Samuel) et RENTREE A BOULIAC (P. Bernard). Les désordres de l'ordre dans le Sud-Ouest .....	p. 13
CHRONIQUE DE L'ENERGIE SOLAIRE et de ses annexes (Reiser)	p. 14
REFLEXIONS EN MARGE D'UN DOSSIER (H. Gougoud). Faut-il lais- ser la science servir la guerre .....	p. 16
LE POUVOIR EST-IL AU BOUT DU FUSIL ? (Arthur et Mabelle) Entretien avec un paradoxe vivant : de la Bollardière .....	p. 17
LA MOUCHE (Soulas) .....	p. 20
ANNONCES .....	p. 21
COQUEFREDOUILLE (Danielle). Comment ne pas se laisser exploi- ter par les marchands d'eau dite minérale .....	p. 22
VIVE LA SIESTE INFERNALE (Arthur). Pour le droit à la paresse ..	p. 24
ELLES CAUSENT, LES FEMMES DU M.L.F. pour contester le travail	p. 26
LES PETITS ECHOS DE LA MERDE .....	p. 28
BALAYONS DEVANT NOTRE PORTE (Mollo-Mollo) .....	p. 30
LA ROUTE (Soulas) .....	p. 31
POEMES PALESTINIENS mis en scène par Gavignet .....	p. 32
DESSINS : Olivier (p. 4-6-8) - Gavignet (p. 17-18-19) - Kamer (p. 3 et 23)	



# gastronomie béarnaise

## A LACQ LE CAPITALISME TUE !

dessins : OLIVIER.

### Introduction

La grève de Péchiney-Noguères rappelle, s'il en était besoin, que le miracle du gaz de Lacq n'a pas eu lieu. Après dix années d'euphorie, le temps de la crise, du chômage en France. Les Pyrénées-Atlantiques sont aux premiers rangs pour le chômage en France. Les béarnais les plus modérés commencent à méditer sur la colonisation de ce coin d'Aquitaine. Comment donc ? Des usines qui, il y a quinze ans, étaient les plus modernes du monde, qui ont coûté en 1957-58 ce qu'est en train de coûter Concorde aujourd'hui, des trusts parmi les plus stables ne peuvent-ils pas maintenir les 8.000 emplois créés sur place ? Et puis d'abord, comment vivent les gens à Lacq, à Mourenx, à Noguères ? Sont-ils des privilégiés comme voudraient encore le faire croire le pouvoir central et ses technocrates, les sociétés privées et les manuels de géographie ? Et si le seul miracle n'avait été que celui du pillage réussi de la S.N.P.A. (Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine) exportant tous ses bénéfices et ne laissant sur place que le chômage et une pollution colossale : le record par jour toutes catégories du rejet de l'anhydride sulfureux : 500 t/jour dans l'atmosphère ?



### Le meilleur des mondes

Ça pue, c'est sûr ! Mais, quoi ? On y vit. Ça fait 14 ans (1959) que l'usine S.N.P.A. exploite le gisement. L'usine a créé 4 000 emplois : des gars du coin qui ont abandonné la terre et sont devenus ouvriers, des techniciens et des cadres venus de loin. On appelle ça, la colonisation. Ce fut un brassage de gens souvent déracinés, mais qui participaient tous à cette grande première : l'arrivée d'une grosse industrie en Béarn. Les gars prenaient une conscience de pionniers.

Vaste dédale de tuyaux, l'usine S.N.P.A. est construite au bord du Gave de Pau ; là où on n'avait jamais construit à cause des inondations. Tous les villages se trouvent 50 à 80 mètres plus haut sur la terrasse : c'est le cas de Lacq et de Lagor, juste à hauteur de la sortie des cheminées ! Mais les villages étaient trop petits. Quelle chance ! On construisit du neuf, ce fut Mourenx, aujourd'hui 12 000 habitants.

C'est là que vivent les ouvriers de la S.N.P.A., de Péchiney et d'ailleurs. Les cadres préfèrent habiter Orthez (15 km) ou Pau (25 km). Mourenx a été construit un peu à l'écart (6 km) dans une forêt de chênes et sur la hauteur. Beaucoup vous disent : « Ici, c'est la campagne. » Traduisez que l'on sent le soufre un peu moins qu'à l'usine. Mourenx, c'est la bonne conscience technocratique de la France de 1958 qui se parachute en Béarn.

Et le brave urbaniste a fait ça au mieux. Une place carrée au centre, puis des bandes de H.L.M. C'est fonctionnel et sans imagination, mais humain, on a laissé des chênes et des pelouses. On a tout calculé, avec de bonnes

normes, avec un humanisme bienveillant : celui de la règle à calculer. Mourenx, c'est les vues petites-bourgeoises qui s'organisent leur espace. En bas, les H.L.M. des ouvriers, au milieu la tour des célibataires (studio) particulièrement invivable ; à la périphérie, dans un style américain, les pavillons des techniciens ; en dessus de la ville, le quartier résidentiel des cadres : le Paloumé. Qu'une ville bourgeoise se crée en un siècle ou en un an, elle se bâtira toujours pareil !

Tout ce bien-être programmé est un peu triste. Pas de vraies rues où l'on marche à pied. La « ville » a toujours l'air un peu vide, car un tiers des travailleurs est toujours en poste aux 3 x 8. Ça manque d'ambiance, disent les jeunes qui sont très nombreux : 49 % de la population a moins de 21 ans. Leur avenir est ailleurs : il faudrait que le complexe crée plus de 180 emplois par an. Il n'en crée plus aucun. Dès qu'ils le peuvent, les jeunes font du stop vers Pau.

Dans cette ville où tout a été prévu, rien ne se passe. Le plus efficace, c'est l'ignorance des Béarnais quant aux dangers de la pollution. Seule une douzaine d'experts est au courant. Leurs rapports sont secrets. Certains réagissent : on déménage beaucoup. Beaucoup mangent « Bio » pour essayer de compenser la pollution. D'autres élèvent des lapins, construisent des garages à la sortie. Un bidonville pour bagnoles. Mais l'animation est à peu près nulle. Rien de palpitant : Père Noël et mère Poule, la S.N.P.A. a façonné dans son moule des milliers de travailleurs dont elle gère la vie quotidienne. Les gens vivent dans le circuit S.N.P.A. qui les ramène en car au pied de leur maison, les nourrit, les loge, les soigne au secours minier, les distrait par sa discothèque, leur procure des loisirs : location de tentes, de caméras, de bun-

galows à la mer, à la montagne. Le Comité d'Entreprise a un budget de 7 millions. L'intégration est réussie, si bien que le seul problème, c'est « pourvu que ça dure ».

Or, ça ne durera pas, le gisement s'épuisant progressivement à partir de 1982 pour s'éteindre vers 2010. Avant même que le citron ne soit pressé complètement, la S.N.P.A. colonise d'autres régions, à l'étranger, et déjà on propose ou on impose aux employés de partir en Nouvelle-Calédonie, puisque c'est le nickel qui pour l'heure est le plus payant.

Si la S.N.P.A. paie bien, c'est parce qu'elle est une société mixte, mi-privée, mi-Etat, et que les ouvriers ont depuis 1945 le fameux statut minier. Pour ne plus avoir à dispenser de tels avantages qui en fait sont des miettes par rapport aux bénéfices, la S.N.P.A. se saborde. Cent filiales se sont déjà partagés les bénéfices de la maison-mère : elles sont ailleurs, souvent à l'étranger et ne donnent pas le statut minier. Quant à la société-mère (S.N.P.A.), elle est absorbée par le groupe ELF.

Les gars se révoltent, des grèves assez longues se répètent chaque année, pour maintenir l'emploi et multiplier les industries (pétrochimie, c'est-à-dire une pollution énorme). Redisons-le : leur seul problème, c'est que ça dure.

La S.N.P.A. constitue un modèle réduit de notre société : chaque partie est indispensable au tout. Pour le mettre en question, c'est l'ensemble qu'il faut rejeter, c'est la mentalité d'assisté. Mais c'est pratiquement impossible quand on vit du tout, quand on le fait tourner. Un écologiste palois me dit : « Les gars sont achetés par les hauts salaires. » Et de fait, à la S.N.P.A. on gagne relativement bien sa vie, la promotion a fonctionné et la majorité des employés sont des techniciens et non des O.S. comme à Péchiney. Comparant la S.N.P.A. aux autres usines du complexe, un syndicaliste m'a dit : « Ils ont créé une bourgeoisie ouvrière. Restent les conditions de travail à l'usine qui n'ont rien de très bourgeois. »

## L'usine S.N.P.A. :

### Un travail merdique !

Eh oui ! c'est l'expression employée par les ouvriers eux-mêmes.

Le gaz naturel a été découvert en 1951 à 3 500 mètres de profondeur. Manque de chance, il contient 15 % d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) et 10 % d'anhydride carbonique, ce qui le rend corrosif pour les métaux et mortel à des doses infimes. On mit deux mois à maîtriser le premier jaillissement qui menaçait d'asphyxier toute la région. On distribua les masques à gaz partout à la ronde. On faillit abandonner le gisement. Puis, en 1957, au bout de six ans, grâce à des aciers spéciaux, l'usine fut montée (110 milliards de l'époque) (1).

On a donc créé la plus vaste usine de désulfuration du monde. Mais cette opération de désulfuration par oxydation à 500°C n'est pas totale. Le rendement n'est que de 80 à 90 % (loi thermodynamique), ce qui fait 20 à 10 % de gaz résiduels. Les gaz résiduels (contenant de l'H<sub>2</sub>S) sont incinérés et donc transformés en SO<sub>2</sub> pour être rejetés par cinq cheminées de 100 m de haut. Au départ, comme l'expliquait un ingénieur, la pollution ne semblait pas un problème. Du moment qu'ici on n'en crevait pas... On rejetait ainsi 700 tonnes par jour de SO<sub>2</sub>. La population protesta en masse. On chercha alors à récupérer les gaz résiduels, qui ne sont concentrés qu'à 2 %. D'habitude, pour récupérer de l'acide sulfurique on traite ces fumées pour les condenser à 7 %. Mais là, on s'entêta, on acheta un procédé fabriquant de l'acide sulfurique directement, à partir des gaz à 2 %. Ce fut le procédé Topsoe, qui coûta 20 millions NF, plus 20 autres pour le mettre au point. Et il ne fut jamais au point. On vient

de l'abandonner cette année. Un échec complet. Le Topsoe ne marchant pas, la S.N.P.A. achetait de l'acide à l'extérieur pour fournir ses clients ! Et le Topsoe polluait, fabriquant de l'acide... dans l'atmosphère. Il lâchait dans l'atmosphère de l'anhydride sulfurique (SO<sub>2</sub>) qui, avec l'humidité, retombait sous forme d'acide pur !

A côté du TOPSOE, on mit au point une seconde unité dépolluante, d'un autre type : le LURGI — coût 20 millions. Une autre unité LURGI vient d'être lancée cette année pour remplacer le TOPSOE abandonné.

**BILAN :** Les unités de dépollution ne sont arrivées que dix ans après le lancement de l'usine. Les procédés ont été mal choisis. La S.N.P.A. n'a équipé que 2 unités sur 5 en système antipollution. Cela a permis de réduire la pollution de quand même 30 %. On est passé de 700 à 500 tonnes de SO<sub>2</sub> rejeté. La S.N.P.A. en a fait grand tapage. En fait, vu son chiffre d'affaires de 1 750 millions et ses bénéfices, elle pourrait payer trois autres unités antipollution. Mais elle ne le fera que contrainte et forcée. Les populations ne protestent plus, elles préfèrent les indemnités, l'obole : 1 million par an.

### Pour gagner de l'argent

Pour gagner plus d'argent et plus vite, on fait passer dans l'usine 33 millions de m<sup>3</sup> de gaz par jour, alors qu'elle est prévue pour 23 millions. On tourne à 120 %, les unités sont bourrées à bloc. Il y a des goulots d'étranglement : pannes, fuites. On met des « rustines ». Les rendements tombent. On fait tourner les compresseurs jusqu'à ce qu'ils grippent. Le compresseur grippé, on arrête l'unité et on largue tout dans l'atmosphère avec une torchère. Ainsi, un compresseur K I de 3000 cv vient de « péter » pour la troisième fois, envoyant deux brûlés graves à l'hôpital. Chacun sait qu'il eût mieux valu des compresseurs plus petits, mais faut amortir : jusqu'à ce que les frais d'hôpital coûtent plus cher.

Partout, on trouve le « travail merdique ». Certains travaux sont très dangereux : unité de benzène, purge des colonnes de goudron cancérigènes. Quant à la recherche, le malaise est tout aussi grand. Les cadres, très intégrés, ressentent le malaise, mais sont incapables de l'analyser ou de s'en sortir. Leurs travaux ont peu servi. Du coup on rentabilise la recherche : on ne paie plus ni matériel, ni ateliers « pilotes » pour faire les expériences et l'application. Les chercheurs sont souvent payés à s'ennuyer.

### Ça pue, ça pollue

Ça pue, en tout premier lieu dans l'usine, malgré les cheminées. La S.N.P.A. crache chaque jour 500 tonnes de gaz SO<sub>2</sub> dans l'air (2). Les cheminées crachent 150 000 m<sup>3</sup> de fumées à l'heure. Les fumées contiennent (3) 600 ppm de SO<sub>2</sub>. Il y a aussi la poussière de soufre pour ceux qui travaillent à charger les 3 000 tonnes quotidiennes sur les wagons, à l'aide de pelleteuses. Pour ne pas avoir à payer des maladies professionnelles, la S.N.P.A. confie ça à des négriers (Agence de Travail Temporaire).

Dans les autres usines, c'est pas mieux. A ATO-Plastique, le travail de lactom (nylon) est dangereux. On déplace parfois un ouvrier pour éviter une maladie professionnelle.

L'usine Péchiney rejette chaque jour 600 kg de fluor dans l'air (fluor particulaire et composés fluorés) (4).

La pollution comme le reste, ça s'organise, ça se gère, ça rapporte. La S.N.P.A. a créé un

(1) Par de multiples opérations (détente, séparation, désulfuration et dégazolinage), le gaz est épuré et on fabrique de multiples produits (éthane, propane, butane, essence) et sous-produits (benzène, éthylène, styrène, cyclo-héxane et acide sulfurique), produits de base des plastiques, engrais, pesticides, etc. Chaque année 7,5 milliards de mètres cubes de gaz épurés, 1,7 millions de tonnes de soufre sont produits.

service qui étudie la pollution. C'est le Centre d'Information et de Recherche de Nuisances, le C.I.R.N. ; le directeur en est M. Bapsès, expert au ministère Poulade pour la pollution soufrée en France. Nul doute qu'il s'y connaît. Mais il est scandaleux que ce soit un cadre de la S.N.P.A. qui conseille le ministre pour les normes à prendre en France contre le soufre et donc contre la S.N.P.A. De toutes façons, les technocrates ne pourront jamais être autre chose que juge et partie. Le C.I.R.N. chapeaute trois sections : météo, agriculture, médecine. Ces trois sections sont financées partie S.N.P.A., partie Etat, partie département. Les rapports d'activité sont remis au préfet, qui les garde secrets « pour des raisons psychologiques ». Mais pour la GO il n'y a pas de secret, nous en publions quelques extraits plus loin.

Le service météo utilise un ordinateur pour décoder des « situations-types » de pollution (5). Mais la météo ne peut pas grand-chose car pour réduire la production de l'usine de 40 % (et donc la pollution) il faut au moins 8 heures. La météo ne prévoit pas suffisamment à l'avance. En fait, pour ne pas avoir de récoltes grillées, il faudrait réduire la production de 70 % d'avril à octobre ! Les coupures d'usine se font trop tard mais se font : pour apaiser les populations. Au total, la S.N.P.A. est très fière de son effort antipollution qui lui coûte 10 millions (Unité LURGI, manque à gagner des coupures de l'usine, C.I.R.N., service dédommagement du contentieux). En fait, une goutte d'eau sur les 1 750 millions du chiffre d'affaire et les 336 millions de bénéfices avoués.

### Paysans à Lacq

C'est de plus en plus une contradiction, mais ça existe. Chaque année 3 000 paysans demandent le remboursement des dégâts causés par la pollution. Une grande partie est remboursée à « l'amiable » par la S.N.P.A. et Péchiney. Un Comité d'Union, qui à l'origine les défendait, joue l'intermédiaire. Beaucoup de paysans touchent 1 000 F d'indemnité par an. Si l'on s'estime lésé, on porte l'affaire devant le tribunal (6). C'est ce qu'ont fait des maraîchers de Sarpourenx et d'Orthez, intentant un procès contre les sociétés du complexe. Par jugement de 1971, le tribunal de Pau condamne les industriels pour cause de pollution atmosphérique, mais refuse d'ordonner les indemnités. L'affaire est en appel. Belle justice. Un autre groupe de maraîchers, avec un piston et un culot incroyables, ont obtenu en douce, trois millions de l'Etat content d'étouffer l'affaire en les recasant à Perpignan (« Carnard Enchaîné », févr. 71).

Officiellement, pour la S.N.P.A., il n'y a pas de pollution permanente, mais seulement des

(2) Une raffinerie classique en largue 300 tonnes. Une centrale thermique au charbon 200 tonnes. Fos vient de battre la S.N.P.A. en crachant 600 tonnes/jour. A Fos, le service des Mines interdit de dépasser les 800 tonnes qui seront vite dépassées, car la moitié des usines n'est pas installée. Et le Mistral ne souffle qu'un jour sur trois ! Le charbon contient 2 % de soufre, le fuel et l'essence 0,7 à 0,5 %. Chaque année dans le monde, les industries apportent 150 millions de tonnes de soufre dans l'air, l'eau, le sol. Ceci s'ajoute au cycle naturel du soufre : 350 millions de tonnes. Lire « La Recherche » octobre 1972.

(3) ppm ça veut dire « part pour un million ». C'est une proportion. En milieu liquide 1 ppm = 1 mg par litre. En milieu gazeux comme ici, 1 ppm = 1 ml/m<sup>3</sup>. Dans les ateliers il y a parfois plusieurs ppm de SO<sub>2</sub>. On le sent à partir de 0,2 ppm à 1 ppm. A 2 ppm on tousse. Les cultures sont grillées à partir de 0,8 ppm. Du fait des chaudières au charbon surtout, il y avait 0,1 ppm de SO<sub>2</sub> à Londres en hiver. Aujourd'hui, 0,01. A Paris, le SO<sub>2</sub> augmente : 0,05 ppm en hiver.

(4) En Savoie, Péchiney rejette chaque jour 1,2 tonne de fluor (Saint-Jean-de-Maurienne, La Saussaz, La Praz). Les populations geulant, les forêts crevant, Péchiney accepta l'idée d'installer des filtres réduisant de moitié la pollution. Mais Péchiney est pauvre, car il n'exploite personne. Aussi il demande que l'Etat paie la moitié des 60 millions. Péchiney demande aussi « l'assurance morale » du gouvernement « qu'aucune exigence nouvelle ne serait formulée pendant la durée des investissements ». Et le P.D.G. Pierre Jouven lui-même menace : « Si nous devions être entraînés au-delà de ces efforts pour des stades supplémentaires de réduction, c'est une autre politique qui pourrait être envisagée, mais basée, non plus sur une rénovation mais sur une réduction de la production. » Autrement dit : si le gouvernement — le contribuable — ne veut pas payer, on ferme l'usine. Les chantages de Péchiney sur le gouvernement ou les travailleurs existe. C'est le langage du Fric, tout simplement.

pollutions « accidentelles », 30 jours par an au plus. Ceci permet à la S.N.P.A. de ne rembourser que les « brûlures » accidentelles, et non la baisse généralisée des rendements. Les lignes qui suivent ont pour but de montrer que la baisse de rendement existe bien et donc aussi la baisse de qualité. Les paysans systématiquement sous-informés devraient se défendre !

La section agriculture du C.I.R.N. est dirigée par M. de Cormis, ingénieur de l'I.N.R.A. (7), qui publie des rapports annuels. Le laboratoire situé à Lagor, au-dessus de Lacq, a dû se déplacer à Pau (8). Le SO<sub>2</sub> provoque des « brûlures », des névroses internervales qui sont définitives. Le fluor agit différemment, de façon cumulative : ainsi telle plante voit sa production baisser un peu plus d'année en année, jusqu'à la mort. A 10 km à la ronde, il n'y a pas un abricotier, plus un noyer, plus de vigne, plus de champignon. A 40 km à la ronde (Pau, Orthez), l'odeur de Lacq arrive chaque semaine. Des arbres fruitiers meurent en 2 jours lors des « accidents ». Les prés sont très touchés (9). Les vaches (10) sont malades et en crèvent parfois. La S.N.P.A. en a remboursé plus d'une. La norme des 40 ppm de fluor pour le foin et les salades, est dépassée à Besingrand et à Lagor. On retrouve le fluor jusqu'à Gan et Jurançon, aux portes de Pau, dans l'air (11), dans les eaux de pluie et dans la végétation. Le bétail frise souvent la fluorose (12).

A Maslacq, à 8 km de Pêchiney, on trouvait 7 ppm de fluor dans le vin : 7 fois la dose nocive ! Le maïs n'est sensible qu'au fluor (13). Les tomates ont une fonction chlorophyllienne aberrante : elles absorbent du SO<sub>2</sub> et rejettent du H<sub>2</sub>S. Après un sinistre, on a trouvé que le soufre représentait jusqu'à 20 % des feuilles de tomates séchées et 1 à 5 % des autres plantes.

Beaucoup de paysans commencent à comprendre pourquoi les rendements baissent, malgré l'augmentation des engrais, qui combattent la pollution des usines d'engrais, de Lacq ! Pendant la grève de Pêchiney, la végétation n'a pas été atteinte comme d'habitude. L'I.N.R.A. cherche toujours à nier la pollution permanente causée par des doses infimes. En fait, de loin en loin (14), elle reconnaît la toxicité de ces fameuses doses « sub-nécrotiques » (non brûlantes) qui provoquent dégénérescence et baisse. A cela s'ajoute le problème des mélanges (synergie), véritables cocktails (15) : (l'action d'une association de composés est très supérieure à la somme arithmétique des actions de chacun pris séparément).

Le rôle de l'I.N.R.A. peut paraître courageux. Il n'en est rien. « Mon rôle est de rechercher les plantes qui résistent le mieux. » Ineffable propension des technocrates à « aménager » la pollution plutôt qu'à la combattre à la source (16).

## Pathologie particulière

En 1972, le docteur Brun, pneumologue à l'Hôpital de Pau et médecin traitant des employés S.N.P.A., déclarait devant 400 personnes : « Il y a une pathologie particulière à Lacq. » Les ouvriers travaillent souvent avec 2 ou 3 ppm de SO<sub>2</sub>. Résultats : Maux de tête, nervosité. Des populations entières subissent plusieurs jours par an de 0,4 à 2,5 ppm (17). Un médecin d'Orthez témoigna auprès d'un tribunal des « maladies » dues à la pollution atmosphérique : troubles hépatiques (nausées), intestinaux, pulmonaires, et constatées à maintes reprises. L'asthme et les allergies se multiplient (18). La situation autour de Pêchiney est peu réjouissante. A la S.N.P.A., les employés sont médicalement très bien suivis, « pour éviter de payer les maladies professionnelles », dit l'un d'eux.

A Lagor, en 1967-68, années particulièrement

mauvaises pour la pollution (19), il y eut 5 leucémies pour 1500 habitants. 50 fois la moyenne nationale. C'est peut-être un hasard, car il n'y en a pas eu avant ni après. Sur les 5, trois hommes travaillaient dans l'industrie. La mort de l'un d'eux fut reconnue maladie professionnelle. La veuve toucha des millions... Pour savoir où l'on va, la population, médecins en tête, a demandé une enquête épidémiologique. La préfecture refuse. L'enquête se fait dans 5 villes de France, mais pas à Lacq : « raisons psychologiques ». A Lacq, on préfère rembourser les leucémies.

## Epilogue

A 12 km à la ronde, le complexe est une calamité qui rend l'agriculture presque impossible. D'abord il y eut les expropriations. Il est impossible de cultiver : fruitier, vignes, légumes. Toutes les autres cultures ont des baisses de rendement souvent catastrophiques (foin). Les industries sont incompatibles avec l'agriculture. La pollution n'est pas un petit élément de plus, mais bien une perturbation profonde et généralisée de tous les équilibres chimiques et biologiques existants. En vérité personne ne sait jusqu'où vont les effets de synergie. Le décret ministériel du 17 septembre 63 prévoyant des « zones de protection à créer autour des installations dangereuses » n'est pas appliqué. En fait, il s'agirait de tout abandonner à la ronde. L'industrie crée le désert.

— S.N.P.A., Pêchiney et autres polluent énormément et pourraient beaucoup moins polluer. Des solutions techniques semblent possibles.



— La S.N.P.A. joue sans vergogne de sa position de force : chantage à l'emploi. Certains membres du P.C.F. redoutent de faire partir les industries si les employés gueulent contre la pollution.

— Le miracle du Gaz de Lacq n'a pas eu lieu. Lacq est le type même de faux espoir pour une région en définitive colonisée.

— Les émissions massives de SO<sub>2</sub> et de fluor sont nocives pour l'homme, comme elles le sont pour les plantes et les animaux.

— Les habitants préfèrent trop souvent l'argent à la santé.

— Un technicien du complexe disait, à Pâques 1973 « Les gens vivent du complexe, vivent de cette pourriture. Aucun syndicat n'a jamais mené une lutte sérieuse et suivie sur le plan de la pollution. Il y aura donc réaction de la population à cet article : Bonne conscience à tous niveaux. La population fait confiance aux scientifiques qui d'ailleurs vivent sur place avec leur famille. L'ouvrier tient à sa place et s'écrase, ne se permet pas de juger. Le technicien est directement sous la coupe de ses chefs, espère une promotion. L'intérêt des techniciens est de s'écraser. Les ingénieurs, c'est plus grave que les autres, ils sortent des Ecoles Supérieures. Le système s'est chargé de leur bourrer la cervelle du caractère ano-

din de la pollution par rapport à ce qu'ils gagnent, ou par rapport à l'usine voisine. Ce sont des individus préfabriqués, façonnés dans le monde des études et coupés de la réalité. Les grands chefs, c'est les maquereaux, les financiers. Là c'est inquiétant : s'en foutent, leur orgueil est au-dessus de tout. La population ne bougera jamais, même en cliquant d'une pollution. Elle estime que c'est en haut lieu que tout doit se décider.

Mais la population a bougé. Elle a bougé pour Pêchiney, et l'auteur de cette tirade aussi. Pêchiney-Noguères a montré que les gens n'étaient pas résignés. La lutte contre l'empoisonnement peut reprendre : abandon du « comité d'union », entente paysans-ouvriers, entente entre organisations, études sérieuses. Il faut exiger que les experts ne dépendent plus de l'industrie, que l'enquête épidémiologique soit faite. L'information doit être mul-

(5) La pollution grave, c'est-à-dire la stagnation des fumées au ras du sol, se fait par beau temps : vent d'Est faible, brouillard matinal et inversion de température : couche d'air froid stagnant au sol et couche plus chaude 200 m au-dessus.  
(6) C'est ce qu'ont fait des maraichers de Sarpourenx et d'Orthez. Un ou deux paysans ont aussi le courage de faire un procès aujourd'hui aux sociétés. Les pressions sont grandes. Il y a toujours un cousin employé au complexe. En année électorale, on indemnise plus largement. En 1967, pour éviter un procès, une commission interministérielle a obtenu 3 millions de l'Etat pour recaser en douce un autre groupe de serristes à Perpiignan.

(7) I.N.R.A. : Institut national de la recherche agronomique 78-Versailles. Grands défenseurs de l'agriculture chimique et promoteurs du veau aux hormones.

(8) « Tout essai ou expérimentation en plein champ ou même en serre est rendu pratiquement irréalisable à Lagor pour nos travaux de laboratoire du fait de la pollution. » En 1967 et encore : « La variété William est particulièrement sensible au SO<sub>2</sub> : elle a subi trois défoliations à Lagor en 1967, défoliation allant de 80 à 90 % selon les cas. »

(9) « Toutes les légumineuses et graminées ou presque sont sensibles au SO<sub>2</sub>. Les fourrages représentent 60 % des indemnités. »

(10) Refus de brouter l'herbe couverte de soufre. Diarrhée, perte de lactation, nervosité. En 1966, on a trouvé des teneurs en soufre de 2 à 4,5 g par kg de matière séchée à Lagor et 1,9 à Jurançon (Pau). Mais on donne aux vaches les acides aminés de synthèse de la S.N.P.A. ! Merci S.N.P.A.-SANDERS !  
(11) Par dm<sup>2</sup> de papier filtre et par jour, on trouve en milligramme de gramme (g) : 0,19 à Gan, 3,35 à Lagor, 5,98 à Besingrand (1967).

(12) La dose bénéfique est très proche de la dose nuisible : le fluor empêche les caries, mais provoque des maladies osseuses. En Maurienne, Pêchiney a remboursé 342 bovins et caprins atteints de fluorose en 1970. A Noguères, les abeilles sont mortes. A Pierrefitte (65), on trouve jusqu'à 17 000 ppm de fluor dans les os de vaches.

(13) A côté de Noguères, on a cultivé du maïs. Résultat : 18 qx/ha au bord de l'usine avec 2 800 ppm de fluor dans les feuilles. A 100 m, les chiffres sont de 35 qx et 100 ppm.

(14) « Le fluor étant un toxique cumulé, les quantités dans l'ordre de 0,1 à 2 microgramme/m<sup>3</sup> que l'on rencontre dans l'atmosphère et qui sont très faibles en elles-mêmes, suffisent à expliquer une action phytotoxique. » (De Cormis, mars 1967.)  
« Parfois on enregistre des nécroses foliaires à des concentrations très faibles : 0,05 ppm de SO<sub>2</sub>. » (De Cormis, mai 1971.)  
« La Recherche » dit : « A partir de 0,05 ppm, dommages chroniques. » (Octobre 1972.) C'est l'éternelle querelle des prétendus seuils.

(15) « En effet, il existe des possibilités de synergie : vapeurs nitreuses aldéhydes, hydrocarbures imbrûlés, polluants non identifiés de l'air de décharge du noir d'acétylène d'Aquitaine Chimie, composés éthyléniques, possibilité de donner des ozonides très toxiques sans parler de l'incidence sur la santé humaine. » 1967 et 1971.

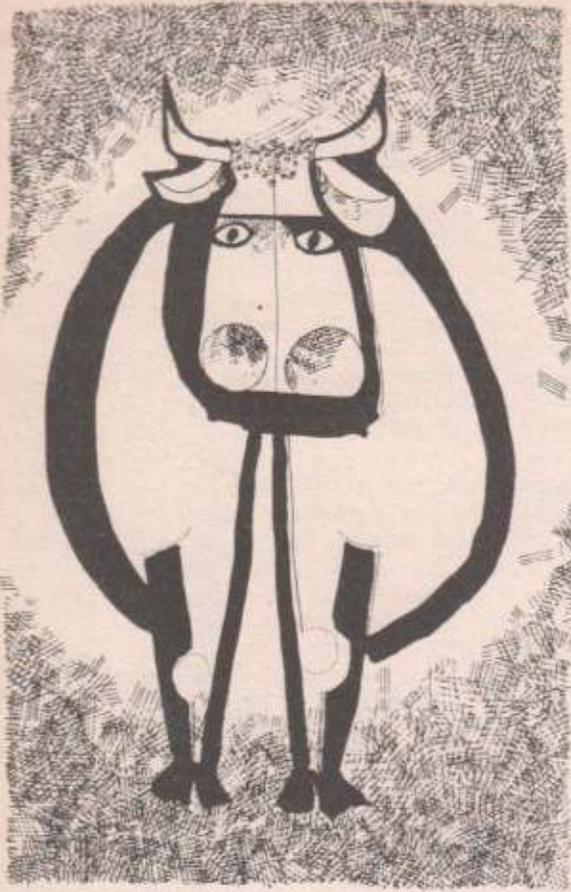
(16) Dans le procès des maraichers de Sarpourenx contre la S.N.P.A., De Cormis se déclara « incompetent » puis en même temps « refuse d'envisager la pollution comme cause ». Puis il écrit à la S.N.P.A. pour l'aider à plaider avec « ses réponses » qui « doivent être utilisées pour la défense commune des industries du complexe de Lacq ». A ce niveau, c'est un choix politique. On choisit les industriels et sa carrière plutôt que les paysans. M. De Cormis remplacera bientôt Viel à l'I.N.R.A. pour fixer votre dose quotidienne d'arsenic et parathion : chef du département « phytopharmacie ». En pleine contradiction ou double jeu, De Cormis a protesté, toujours en 1970, contre « l'implantation anarchique des industries ».

De Cormis mentionne vingt-huit sinistres pour 1970, trente-cinq pour 1971, trente et un pour 1972. A chaque sinistre il y a des centaines de paysans touchés. Chaque année plus de trente communes sont atteintes. « Pour replacer le problème de 1972 par rapport à ceux des années antérieures, les principaux sinistres de cette année sont parfaitement dans la moyenne des années antérieures. » Exemple-type d'un style se voulant rassurant pour cacher le scandale toujours là.

(17) « Les conditions rassemblées à Lacq à certains moments de 1967 sont comparables à celles de la Vallée de la Meuse, de Londres ou de Belgique. Mais les périodes de pollution à Lacq furent de courte durée. » Rap. Préfecture 1967 : A Londres, trois cents morts en décembre 1952. Soixante-trois morts pour la Meuse alors que le seul dit « mortel » n'était pas atteint ! Et de loin, puisqu'à Londres, il y avait une atmosphère assez fréquente sur le complexe : 1,339 ppm. « Des risques de nocivités à long terme, beaucoup plus insidieux peuvent résulter de l'exposition longtemps répétée à un air pollué même faiblement par SO<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub>. » (Truhaut 1964)

(18) Cas de Mme G., à Castetner. La S.N.P.A. reconnut la chose et lui procura une autre propriété. Un expert nous dit : « Si on rembourse, c'est pour qu'on n'en parle pas, alors je vous en prie... » Voir le nombre des handicapés, voir les cas de fluorose chez les ouvriers de la Maurienne et de décalcifications et déficiences chez les riverains. Thèse Dr Mazel : Fluoroses industrielles.

(19) « De tels taux de pollution, s'ils devaient se reproduire fréquemment, paraissent incompatibles avec les conditions minimales d'hygiène et ne pourraient plus être considérés comme sans action sur la santé » et « nous faisons les plus extrêmes réserves sur l'avenir de l'agriculture dans la zone proche du complexe industriel » Bourbon et De Cormis.



VACHE, LA NUIT ...  
... EN PLEINE DIGESTION DE FLUOR!

# Quand reverrai-je, hélas, de Péchiney fumer la cheminée ?

tiplée. Et il est regrettable qu'un seul paysan ose attaquer en justice. Pour la pollution comme à Noguères, la lutte et la victoire sont possibles.

Le 15 octobre, les délégués de Péchiney discuteront à Paris l'application des revendications obtenues après 54 jours de grève. Une grève très dure et d'un type nouveau : non-respect du tabou outil de travail, révolte des O.S., solidarité d'une région entière.

Août 1973 : 40<sup>e</sup> jour de grève. Devant les grilles, sur le parking, les ouvriers se relaient au piquet de grève, 80 personnes, jour et nuit. Aucune fumée ne s'échappe plus des trois immenses usines de 800 mètres de long chacune, contenant les cuves à électrolyse.

Un ouvrier cuviste : « Nous sommes là de nuit, mais ça, on a l'habitude. Ce qu'il faut que vous disiez, c'est que c'est pas une grève comme les autres. C'est une grève parce qu'on en a ras-le-bol. On a fait grève en 1964, en 1968, on n'a rien obtenu. Depuis, on se disait qu'on ne s'y laisserait plus prendre. En juin, quand on a voulu négocier, les patrons ont refusé. Nous ne voulions pas reprendre le travail sans avoir négocié. L'aluminium s'est figé dans les cuves.

« Après douze ans, je suis toujours au plus bas rang de la classification : 1800 F par mois, c'est rien du tout. On a fait les 3 x 8, même le dimanche, avec seulement 20 jours de vacances. A 40 ans, notre santé est ruinée, 20 % d'entre nous sont invalides. Matériellement, c'est dégoûtant, ça on l'avait accepté. On travaille à côté des cuves à 1000° sur des machines trépidantes. Il fait 50°. C'est plein de poussières et de gaz toxiques, on n'y voit pas à 20 mètres, souvent on met le masque. En plus, il y a le champ magnétique créé par les câbles à haute tension ; on en ressort tout noirs. Mais le pire, c'est les contremaîtres : des petits chefs, ils font sur chacun de nous des rapports dans leurs cahiers, des fiches sur ce qu'on fait syndicalement ou même en dehors de l'usine. Vous les voyez, ces grilles : quand on les a franchies, quand on est chez Péchiney, c'est fini, on en reprend pour dix ans sans rien pouvoir dire. Les cadres, les

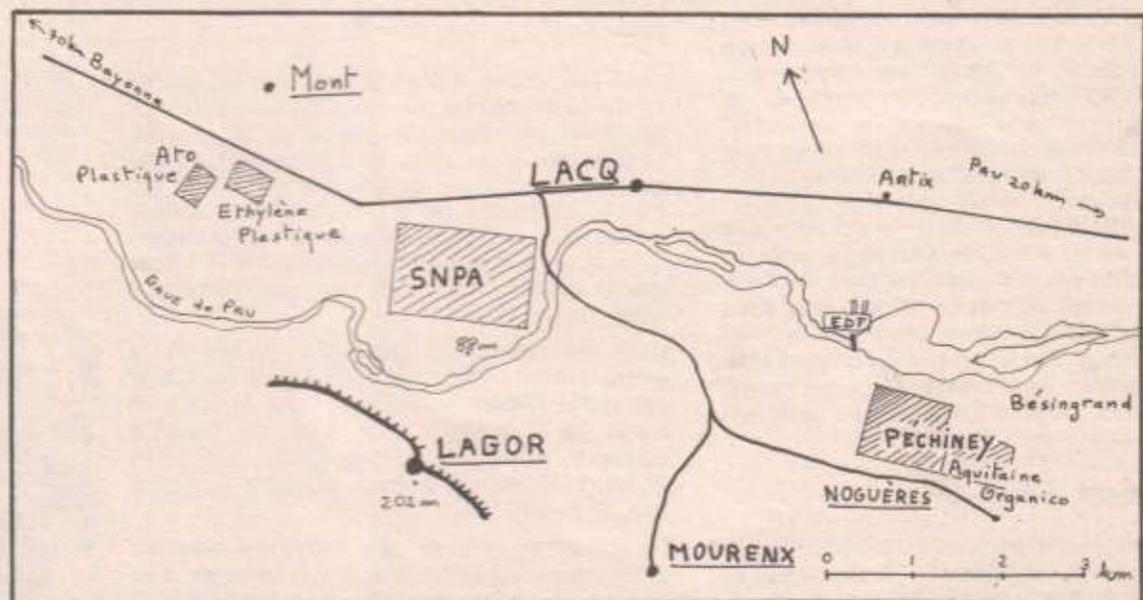
gars des bureaux, ils s'en foutent. Ce qu'il faut dire, c'est que cette grève, c'est celle des gars qui en ont marre, des cuvistes. »

## Logique implacable

Pendant les grèves précédentes, les 400 ouvriers avaient montré qu'ils pouvaient faire marcher l'usine sans les patrons. En 68, l'usine occupée avait produit deux fois plus sans les patrons ; le métal était saboté mais vite récupérable. Cette fois le patron espérait que l'usine serait occupée. L'Assemblée Générale de l'usine a préféré se retirer de l'usine, malgré l'avis des syndicats. Et les patrons ont montré qu'ils étaient incapables de faire tourner « leur » usine. Et pourtant, c'est eux qui ont posé leurs conditions et prétendu imposer leur chantage : « Reprenez le travail, après on négociera. » Péchiney, en 25 ans, n'avait jamais cédé. Jouven, le P.D.G., déclara en juin au ministère du Travail : il ne faut en aucun cas que la grève de Noguères soit un succès pour les ouvriers. »

Laparra, le directeur, a dit : « Péchiney doit assurer sa rentabilité. Je ne céderai pas ! » Pour le système, si on augmente les salaires, il n'est pas question de le faire au détriment des actionnaires, qui touchent 1 million AF par an sur le dos de chaque ouvrier. Plutôt que d'accorder une augmentation, les patrons ont préféré gaspiller 438 cuves : L'équivalent de 6 ans de salaire pour les 400 ouvriers. C'est cher à l'échelle de Noguères, mais peu à l'échelle du holding Péchiney-Ugine-Kulmann (P.U.K.). Ça s'inscrit dans une stratégie globale dans l'espace et dans le temps. Les patrons voulaient montrer à tout prix aux 100 000 employés du holding que les grèves étaient inutiles.

Le conflit capital-travail n'avait jamais été ici aussi évident : « On est 400 gars à produire 115 000 tonnes d'aluminium, le tiers de la production française. On n'en retire rien. On se crève pour d'autres qui gagnent 25 000 F par mois. » L'enjeu devint énorme : Ne pas céder. La C.F.D.T., majoritaire, n'a pas reculé. Son délégué, Yves Dréau, déclarait dès le départ :



« C'est la base qui décide. Moi, je suis partisan d'aller jusqu'au bout. Péchiney peut payer. Nous ne rentrerons qu'à des conditions précises : Nouvelle classification, moins de gaz toxiques, de poussières de brai. » A une situation nouvelle, la C.F.D.T. a répondu par des moyens nouveaux : la base seule décide et accepte l'aide de tous.

La C.G.T. a trouvé la grève irréaliste dès le début, et a tout fait pour que le travail soit repris sans conditions préalables. Elle a, de plus, critiqué l'auto-gestion de la grève par les assemblées de base. Pour la C.G.T., la foule est anonyme et irresponsable, il faut faire confiance aux responsables syndicaux qui sont l'avant-garde éclairée. Il faut éviter les grèves sauvages et ne pas faire peur aux bourgeois en rappelant que la propriété des machines, c'est le vol, ne pas montrer que les ouvriers sont capables d'autogérer une usine. Surtout, il faut aplanir les difficultés, pour gagner les législatives par des sacrifices inouïs « L'Humanité » du 14 août parlait d'« un conflit qui prive notre pays, depuis le 4 juillet, du tiers de sa production d'aluminium ».

## Grève autogérée

### Un pays que vol viure

« La grève a été exemplaire dans sa forme comme dans ses résultats ; elle a permis aux gens de se connaître, de se révéler, de parler, de prendre leur vie en main », dit Yves Dréau.

Au départ, il y a eu quelques réticences vis-à-vis du Comité de Solidarité (gauchiste) et des paysans qu'on n'attendait pas ! Puis on s'est expliqué : Les paysans vendent (20) leur lait 60 centimes, l'industriel 1,10 F. Pourquoi ? Péchiney est aussi le patron des paysans (engrais-pesticides). Les gars du Comité, présents jours et nuit et respectueux de l'assemblée, firent bien vite partie de la grève. Peu à peu, c'est une population qui organise sa légitime défense. Chaque matin, du lait, des patates, des tomates arrivent sur le parking, provenant de Nay, de Tardets, de St-Jean-Pied-de-Port. Les paysans de Tardets prennent 25 enfants de Noguères en vacances chez eux (21). Chaque jour, de la France entière, de l'argent arrive : 410 000 F en tout, donc 1 015 F par ouvrier pour les 54 jours de grève. La rupture étant faite avec le travail de robot, les initiatives se multiplient : tracts, affiches et surtout les fêtes de solidarité à Pau, Oloron, Orthez, Bayonne, Toulouse. Des chansons sont composées pour la première fois, les chants et les danses basques ou béarnaises exécutés par de très nombreux groupes n'exprimaient plus un folklore passéiste, mais les forces vives d'une région. La solidarité avec les grévistes de Lip, avec les paysans du Larzac s'établit très vite avec des échanges, des navettes. Bien sûr, l'argent manquait dans les ménages, et l'O.R.T.F. s'en régalait. En juillet, les assemblées furent parfois houleuses : la grève était risquée et faillit être abandonnée. Mais ce que le petit bourgeois ne pouvait pas comprendre, c'est qu'il s'agissait, pour l'ouvrier, de sa dignité. Et si, dans cette chienne de vie, on ne voit pas la Révolution, au moins on ne se sera pas laissé bernier au premier tournant.

Les résultats de la grève sont une réussite : pour la première fois, Péchiney a été contraint à négocier, et ce à Pau, en Occitanie, près de la base. Tout n'est pas gagné puisque les classifications seront revues le 15 octobre, dans des commissions paritaires. Les sanctions, les licenciements et l'accusation d'avoir brisé l'outil de production sont levées. Mais les conditions de travail restent les mêmes : aussi pénibles.

### C'est pas l'an 01

Les gars ont repris le travail ; dans quelques mois, les cuves produiront à nouveau. Et pourtant, tout s'est passé comme si, incon-

sciemment, ils ne croyaient déjà plus à la mystique productiviste, à l'utilité de produire de l'aluminium, au sacro-saint outil de production. Reconstruire la France à la Libération, édifier le Socialisme, ça pouvait avoir un sens. Mais là ? En fait, il y a eu grève, il y a eu rupture, parce que le sens et les justifications que donne le Pouvoir à cette société ne sont plus crédibles. Il y a eu rupture entre les richesses produites (1/3 de l'alu français) et les salaires. Il y a eu rupture entre l'idyllique Nouvelle Société et la « vie » des O.S., qui ont refusé d'être sacrifiés sur l'autel de la société de consommation ; rupture entre l'idéologie technocratique autoritaire et l'initiative réprimée de la base ; entre une prétendue République française, gouvernée par la droite alors que la gauche a obtenu 2 millions de voix de plus en mars 73. Le fossé s'est creusé aussi entre le trust multi-national anonyme et les forces vives de la région ; d'un côté, un système financier complexe, abstrait et rigide, de l'autre « un pays que vol viure ».

## Conclusions

Cette grève nous rappelle que la société de consommation, c'est pas gratuit et ça ne libère pas. Pour produire ce gaspillage, il faut chaque jour davantage d'O.S. Cette grève nous oblige à mieux voir le vrai visage de notre société : aliénation capitaliste et absurdité technicienne.

Les révoltes des O.S., les grèves sauvages se multiplient en Italie, en France, en Allemagne. Contrairement aux préjugés distillés par l'idéologie dominante, le nombre des O.S. s'accroît. L'automation n'est pas pour demain. Une récente enquête de l'INSEE le reconnaît : 46 % des travailleurs sont ouvriers, 7,7 millions, dont 4 millions d'O.S. Il faut ajouter 4 millions de travailleurs dont l'emploi vaut presque celui de l'O.S. La sur-industrialisation, la consommation, le gaspillage ne libèrent pas, mais créent de nouvelles aliénations.

Cette grève, c'est celle de demain, c'est la révolte de l'Homme contre le système rationnel, froid et inhumain. L'opposition qui a éclaté,

Et si l'outil de travail donné à juste titre comme instrument d'exploitation (salaires) et d'aliénation (chantage du début) n'avait aucune utilité pour les travailleurs ? Quelle est l'utilité de faire des Mirage, des Concorde, des Tours de la Défense en aluminium ? Et si toute la machine ne tournait qu'à son propre profit, créant à tout prix des besoins fictifs et une pénurie réelle, pour se faire passer pour indispensable ? Le vaste projet de notre société, c'est la création d'un milieu technicisé entièrement artificiel où s'exercera à plein le chantage à la survie : hors du Trust, point de salut. Pas d'air, pas d'eau, pas de ville, pas d'aliment, pas d'espace, car tout sera synthétique. Enfin, le monde de la marchandise sera non seulement généralisé, comme en 1973, mais total.

Toutes ces analyses n'ont pas été faites par les grévistes et ne sont pas encore partagées ! La grève a été une révolte. Comme le montrait Marx, l'action, la découverte de nouvelles pratiques viennent toujours avant la prise de conscience. Cependant la prise de conscience peut se radicaliser pour deux raisons : poussée du courant autogestionnaire et surtout contact à la base paysan-ouvrier. Les gars qui sont aujourd'hui pour l'autogestion ne sont pas prêts à fabriquer n'importe quoi !

Un paysan de Nay m'a dit : « Notre ennemi, c'est le même : marchands d'engrais, structures bureaucratiques para-agricoles, industries laitières parasitaires. »

Déjà, le lien a été fait à la base, rompant le cloisonnement : la prise de conscience suivra peu à peu dans d'autres actions : barbarie capitaliste ou socialisme autogestionnaire. Est-ce qu'il s'agit d'autogérer son aliénation ou de produire autre chose, d'être autrement ?

En attendant, Noguères, ce fut une giflette au capitalisme. Les gars ont trouvé leur vérité dans la lutte qu'ils ont vécue pleinement, renforçant leur conscience de classe, créant, imaginant, se libérant. Ils ont repris le travail, le 16 août, en chantant l'Internationale. Un gars m'a dit : « On se regardait, on se disait entre camarades : Tu n'as plus la même tête tu n'es plus le même. Les patrons avaient peur. »

GUGUS.

Société	S.M.P.A. LACQ	Aquitaine Chimie Filiale O.M.I.A. Péchiney	Asoloaq	ATO Plastique	F. D. F. Centrale du Gaz	PECHINEY Noguères	Ethylene Plastique
Production par an	10 milliard m <sup>3</sup> gaz 7 millions T soufre	Engrais	200.000 T engrais	50.000 T polystyrène	2 milliard m <sup>3</sup> gaz	115.000 T aluminium	50.000 T polyéthylène
Employés	4.000			460	40	500	254
P	500 T/jour gaz SO <sub>2</sub> soit 7000 m <sup>3</sup> /jour	360 T/jour gaz SO <sub>2</sub>	Oxyde d'azote 1 T	1 T Ethylène/ mois	Oxyde d'azote très grande quantité	500 kg/jour composés fluorés	Ethylène
O		70 kg oxyde d'azote	Acide nitrique				
L	0,4 T gaz H <sub>2</sub> S	75 T oxyéthylène 350.000 m <sup>3</sup> dont					
L							
U							
T		500 m <sup>3</sup> épurés					
I	22.000 m <sup>3</sup> effluents liquides chargés			9 T acis dont 100 kg phosphates			
O	d'hydrocarbures :			450 kg matières solides (surtout polystyrène)			
N	1 kg hydrocarbure/ heure.						
T = Tonne							

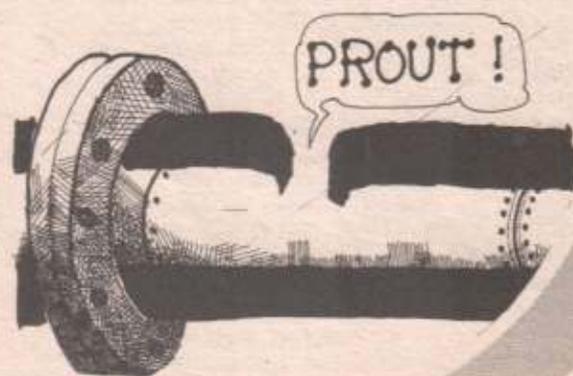
c'est celle entre, d'une part une société où les relations humaines sont organisées, scientifiquement, techniquement, de plus en plus rigoureuses et sociales, et d'autre part, l'homme qui a toujours la volonté de créer lui-même, d'inventer sa vie. Et le défaut majeur du système, n'est pas seulement son injustice, mais aussi son **absurdité**. La faille est là : Pour que le système tourne, il faut que l'homme y croie un minimum.

Dans ces conditions, l'explosion de vie de la grève préfigure un peu l'An 01. Il ne s'agit pas d'une course au Pouvoir, vers le Haut. Il s'agit de s'organiser à la base, de manière solidaire, égalitaire, toutes choses qui nient et court-circuitent l'énorme machine Economique, Etatique, voire Syndicale.

La grève a montré que l'énorme machine n'était pas indispensable, qu'on pouvait s'en passer. Et si en plus elle était parasitaire ?

(20) Les paysans ont vendu le lait 70 centimes en calculant eux-mêmes le prix de revient sur la base du S.M.I.G.

(21) Tout ceci s'est développé en dehors des organisations syndicales agricoles (C.D.J.A., F.D.S.E.A.) et même contre elles.



# LE MOINDRE GESTE PEUT FAIRE SIGNE

« Inquiets. Envoyer d'urgence vos deux pages prévues pour le n° 12 ».

La Gueule Ouverte.

Il est vrai que la suite du journal de J. Lin n'a pas été envoyée ce mois-ci.

J'avais demandé à celui qui a entrepris de faire un film à partir de cette tentative de s'y mettre, à raconter.

Il a renoncé. Les images, il les voit, mais dire, écrire...

Un autre est passé hier, avec un ami qui cherche plusieurs centaines d'hectares pour que des chevaux puissent y vivre. Il avait dû s'en tirer, de la Camargue, juments à moitié mortes d'en avoir bu de l'eau de ce lieu qui fait mirage. Une ânesse et deux chiens, toujours vivaces, sont hébergés par Albert S. dans une maison qu'il répare une semaine après l'autre, un mois après l'autre. Il arrive qu'un gamin autiste vienne y vivre un petit bout de temps, imperméable à l'ordre, sensible au signe.

Encore faut-il le trouver, ce qui fait signe.

Dans la pièce où j'écris, une poutre énorme, sciée en tronçons, attend que J. Lin en fasse des chariots pour qui en voudra, petits chariots de bois, jouets, en souvenir des temps où il y en avait encore, des chariots, cheval devant.

En attendant, on s'y assoit, sur les tronçons de la grosse poutre. En attendant quoi ? Qu'il revienne, le temps des chariots, des cahots sur les pierres, des grosses croupes luisantes de sueur où glissent des reflets mouvants ?

En réponse au télégramme de « La Gueule Ouverte », deux réponses possibles :

— A y vivre proches de ces enfants qui vivent à l'écart de la parole, nous en sommes arrivés à la fermer, notre gueule, tranquillément.

La ferme. Méfiants. Dans l'air du temps, il y en a, il y en a, des missionnaires. Mille et une religions tournoient comme les mouches, par soir d'orage, tout autour de la croupe luisante de la jument des anciens temps. A chacun la sienne, de religion ou de jument.

— J'envoie, pris de court, quelques pages qui en feront deux dans la Gueule Ouverte, morceaux choisis dans le cours de ce livre à écrire qui n'en finit pas de commencer.

1967 - Dans la nuit du 13 au 14 juillet — quel mot n'est pas d'histoire — nous sommes partis des alentours de ce château en Sologne où nous vivions proches de malades mentaux.

La fête y avait lieu, et il s'agissait de nous en tirer, des artifices, qu'ils soient de feu ou de parodie.

De villes en villages, les nuages reflétaient en plages de lueurs les guirlandes d'ampoules accrochées aux quatre coins des bals de convenance.

Ces lueurs-là, je les reconnais : villes et villages brûlaient. C'était la guerre.

C'était la fête, l'une n'allant pas sans l'autre.

Nous étions en voiture. Derrière moi un gamin de douze ans, le corps en arche, n'y était pas, à la fête, petit psychopathe grave. Nous l'emmenions pour un détour dont je me doutais bien que nous n'en reviendrions pas, ni les uns, ni cet autre là, de si tôt.

Les Cévennes sont proches. J'y arrive. Deux dents de rochers. Une demeure bâtie sur des voûtes dont la clef a été encastrée, paraît-il, au XIII<sup>e</sup> siècle.

Janmari, extirpé, fait deux pas hors de la voiture et s'aplatit sur le chemin. A croire qu'il ne respire plus, ou alors à peine.

Ils sont là quelques-uns à jouer aux boules. La guerre est loin, là-bas, vers la Chine. Le vent n'y est pour rien dans ces vagues de rocaïlle recouvertes de chênes-verts. Les galères n'y sont que par l'histoire. C'est par ici qu'étaient pris le bois pour les faire et les hommes pour y rammer. Du même bois sont faites les poutres des maisons dont les pierres viennent d'une vaste encoche creusée en pleine pente.

Il s'en faut de rien que nous soyons dehors, ce Janmari là qui respire à peine ; dénué de l'usage de la parole dont je me sers pour que nous ayons lieu.

Lieux précaires, à vrai dire. L'univers est cadastré.

Et puis Janmari s'est mis à tourner sur lui-même, comme on dit, une main tenant l'autre dans son dos, à pas d'ancre.

C'était à six ans d'ici. Un an après, c'était dans un vaste mouvement de balancier qu'il était pris, jambes écartées, un incessant grincement rauque à la gorge.

Nous étions cinq ou six qui en avions vu d'autres, dont moi de beaucoup le plus vieux. J'y ai vécu, à l'asile, l'hôpital à fous de derrière les grilles. Le pain a son odeur, l'asile aussi, odeur où le chaud persiste et tourne à l'âcre. L'école maternelle s'est appelée l'asile.

Au flanc de cette ville frontière de par là-haut, dans le Nord, elle

est immense, cette asile qui se les garde, les fous. ILS n'en sortiront pas, de la mère-asile.

Et nous, est-ce que nous nous en sortons ? On ne s'en sort pas. De quel « en » s'agit-il ? Sortir. Se tramer un sort. Mais qui trame ? Et si « se » n'y était quasiment pour rien, mot de passe et rien d'autre ?

Imaginer une chose : la parole. Peut-on dire qu'elle est vivante ? Elle est parole. Elle n'a corps que par le nôtre, à chacun, où elle prend son cours. Mais la source, où est-elle ?

A l'orée de cette espèce-ci, qui est nôtre, sans foi ni loi, quelque chose fait signe qui prélude à ce que la parole advenue fera de nous.

Heureusement que nous l'avons, elle qui nous a, ne serait-ce que pour nous en tirer.

« En », c'est quoi ?

L'état sauvage, le bistrot du coin, la bestialité, la philosophie, la guerre, la peine qu'elle nous fait, la situation où nous sommes, ce gagne-vie où notre vie se perd ?

L'odeur du pain, l'odeur des cirques. Dans une cage accrochée, dehors, un singe. Il n'en est pas, de la représentation.

Les Cévennes sont vastes, parcourues d'une résille de routes et de chemins, vaste filet. Jeanmari y est, dehors, en cage.

Quoi fait cage, ou qui, pour ce gamin-là ?

Grille, d'y vivre hors l'usage de cette parole en nous invétéré. Un réseau l'entoure, ce gamin-là redevenu vivace. Il ne se tire pas. Il touche le mur de ses doigts en faisceau, là, et là encore, le même là, d'un moment à l'autre, d'un jour à l'autre, d'une semaine à l'autre, au même là réitéré. Il ne gratte pas. Il effleure. Le pan de mur ne sera pas évidé. Il ne s'évadera pas. Et pour cause : pas de « s » à la clef.

Notre ère.

Notre erre.

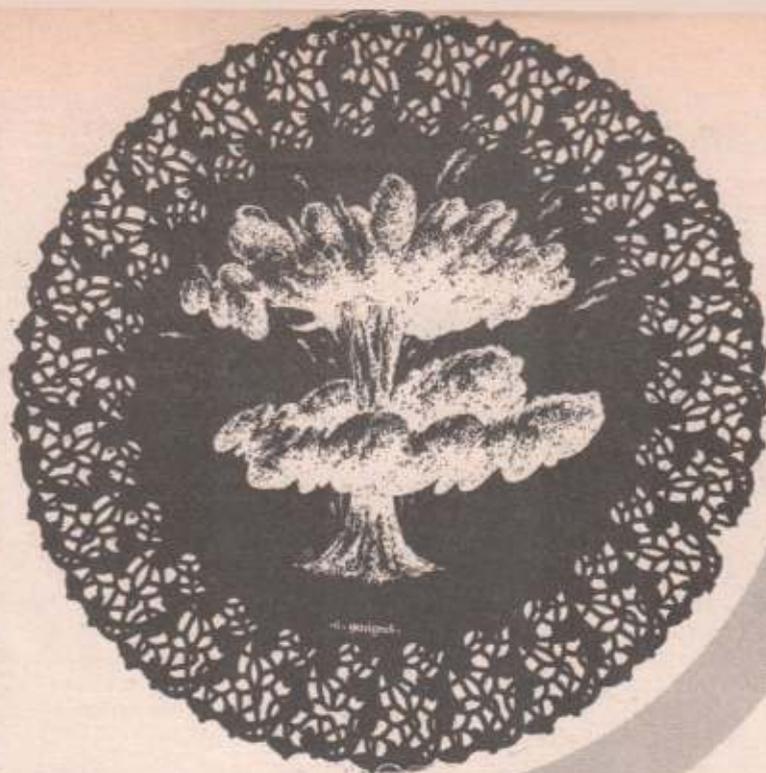
Quelles traces de cet animal doué, comme on dit, de mille et une bonnes raisons que ce langage qui lui est advenu important, quelles traces persistent à préluder, encore et malgré tout, aux fibres des gestes les plus humbles qui peuvent lui échapper, à tout un chacun.

Et la trace, à elle seule, ne veut rien dire.

Deligny.

# QUAND DES BIOLOGISTES DECIDENT DE L'OUVRIR TOUTE GRANDE (II)

Nous poursuivons la publication du texte élaboré par les docteurs P. Weish et E. Gruber, biologistes autrichiens, dont la première partie figure dans le n° 11 de la G.O. Pour des raisons de composition du journal, et pour n'avoir pas voulu supprimer certains développements ou explications détaillées, notamment sur les risques génétiques des radiations, nous donnerons la troisième et dernière partie de cette étude dans notre n° 13.



## CHRONIQUE DE LA

### LA CRISE DE L'ENVIRONNEMENT NE SE TROUVE PAS RESOLUE PAR LA TECHNOLOGIE NUCLEAIRE, MAIS BIEN AU CONTRAIRE AGGRAVEE

La construction de chaque nouveau réacteur constitue un pas de plus vers la pollution radioactive du globe. La production industrielle de chaleur par la fission du noyau de l'atome est tributaire d'un vaste complexe d'installations diverses qui traitent le combustible, c'est-à-dire l'uranium naturel. On le combine au FLUOR par voie chimique, puis on le concentre en isotope 235 dans une usine de séparation isotopique ; enfin on fabrique les éléments combustibles en collaboration avec les usines de retraitement.

L'extraction du minerai d'uranium ne fournit pas seulement l'élément de base nécessaire, mais libère aussi des profondeurs des gisements les produits de filiation de la famille radioactive naturelle. La technique consiste à concasser, broyer et attaquer le minerai, puis à isoler l'uranium. Les autres radionuclides, et parmi eux le radium 226, sous-produits gênants, sont évacués par les effluents aqueux de l'usine, ou restent dans les déchets de minerais.

Pour l'enrichir en uranium 235, on transforme l'uranium naturel en hexafluore d'uranium. Lors des différents processus, on amène la teneur en isotope fissile, initialement d'environ 0,7 %, à un pourcentage allant de 2 % environ jusqu'au-delà de 90 %, en fonction des exigences techniques du type de réacteur auquel la matière fis-

sile est destinée. Il reste alors un uranium appauvri, un uranium déchet, qui contient encore, à côté de l'uranium 238 inutilisable (dans les réacteurs thermiques), environ 0,3 % d'uranium 235, de sorte qu'il faut éliminer, avec l'uranium appauvri, 35 à 40 % de l'isotope fissile initial. Leurs produits de filiation s'accumulent avec le temps, mais sans être fixés ni retenus dorénavant dans une masse insoluble.

Dans les usines de retraitement (1), on procède à l'ablation des gaines des éléments combustibles irradiés, qui étaient restées étanches jusque-là dans la majorité des cas. On dégage mécaniquement ou chimiquement par dissolution dans l'acide fluorhydrique et l'acide nitrique, ou l'un des deux. Puis on sépare les sous-produits de fission radioactifs du plutonium et de l'uranium appauvri. Les sous-produits de fission restent en solution acide après leur séparation, avec leur énorme radioactivité, leur toxicité, leurs propriétés corrosives et la chaleur qu'ils développent.

Même pour les centrales nucléaires en marche normale, on peut constater sur de grandes distances la pollution radioactive so-disant « insignifiante » des cours d'eau. C'est ainsi qu'on a décelé en Yougoslavie, dans le Danube, un des principaux collecteurs d'Europe, la présence de radionuclides en provenance de la centrale nucléaire de Grundremmingen, en Bavière.

En outre, chaque réacteur nucléaire contribue à augmenter la pollution habituelle de l'environnement. Les biocénoses (faunes et flores équilibrées) dans les eaux courantes

sont conditionnées par l'environnement. La température et la teneur en oxygène sont les principaux facteurs qui conditionnent la vie d'un milieu en équilibre. Seules les biocénoses aquatiques salubres sont en mesure de décomposer les éléments organiques des éléments aqueux. Une élévation de la température d'une eau courante réduit la solubilité des gaz, diminuant ainsi la concentration en oxygène. Simultanément, les échanges métaboliques des organismes vivants augmentent avec l'élévation de température, c'est-à-dire que la consommation d'oxygène s'accroît. La consommation accrue d'oxygène, qui n'est pas compensée par une augmentation équivalente de la production d'oxygène, perturbe ainsi un écosystème très équilibré à l'origine. Cette consommation accrue d'oxygène détruit d'abord les espèces les plus vulnérables. La capacité d'autoépuration des cours d'eau se trouve presque neutralisée ou abolie par la disparition de certains microorganismes.

La moindre intervention provoque une rupture de l'équilibre (déjà à la limite de l'instabilité) des eaux fortement souillées au préalable. Les putréfactions anaérobies prédominantes sont la conséquence logique de la disparition des microorganismes, phénomène déjà observé dans certains cours d'eau européens. Ceci est très inquiétant en ce qui concerne l'alimentation en eau potable puisée dans les rivières.

Alors qu'une partie importante de la chaleur perdue est éliminée par la cheminée des centrales thermiques classiques, les centrales nu-

cléaires « classiques » cèdent par contre toute la chaleur résiduelle aux eaux courantes. Des considérations économiques exigent, en ce qui concerne les centrales nucléaires, la mise en place de très grandes unités de production. Il en résulte une surcharge thermique très limitée localement, mais dont les effets vont se faire sentir sur de longues distances à cause des courants laminaires et de la réduction du brassage qui en résulte. Le fleuve Hudson, aux USA, en fournit déjà des preuves irréfutables. Le procureur général de l'Etat de New York a réclamé plus de cinq millions de dollars de dommages-intérêts à la Compagnie Consolidated Edison pour avoir perturbé le système écologique du fleuve Hudson et s'est opposé à l'autorisation définitive du permis d'exploitation pour la centrale nucléaire d'Indian Point. Il a invoqué les deux incidents survenus durant l'hiver 1969-70, qui ont entraîné une destruction massive des poissons.

De telles expériences et la pénurie en eau de refroidissement ont motivé en Suisse le refus d'autorisation de puiser l'eau de refroidissement dans le Rhin pour deux centrales nucléaires et l'on a exigé dans ces deux cas la mise en place de circuits fermés de refroidissement.

Comme les échanges gazeux dans les eaux stagnantes ou dans les eaux de faible courant s'effectuent encore plus lentement, les conséquences du réchauffement de ces eaux sont encore bien plus importantes. D'après la législation fluviale autrichienne, le réchauffement des eaux équivaut à une pollution,

(1) Voir étude publiée dans G.O. n° 3.

et ce pour des raisons écologiques.

Contrairement à la production classique d'énergie, les combustibles nucléaires réclament pour leur préparation beaucoup d'énergie et un nouvel usinage au cours du cycle de combustion. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, 5 % de la production totale de courant électrique furent consommés par l'industrie nucléaire en 1962, alors que, selon les estimations les plus optimistes, la production de courant électrique par les centrales nucléaires n'atteindrait ce pourcentage qu'en 1892 !

L'efficacité de la production d'électricité d'origine nucléaire s'en trouve d'autant plus limitée, et la pollution thermique de l'environnement proportionnellement augmentée.

Isoler les réacteurs nucléaires de leur contexte amène non seulement à sous-estimer grossièrement les dangers de l'irradiation des humains, provenant de l'industrie nucléaire, mais aussi à négliger les

235 (une tonne d'U 235 correspond aux « besoins » annuels d'un réacteur de 1000 MW).

### LE PROBLEME DU STOCKAGE DES DECHETS RADIOACTIFS N'EST PAS RESOLU

La gestion des déchets de haute activité exige une quantité supplémentaire de produits chimiques. Les quantités d'effluents aqueux de moyenne et faible activité produits au cours de ces opérations requièrent une nouvelle décontamination chimique de grande envergure.

Au problème que posent les déchets de haut niveau, s'ajoute la nécessité de décontaminer les effluents aqueux de basse et de moyenne activité. On n'obtient l'abaissement du taux de radioactivité de ces déchets qu'en surchargeant ces eaux de sels neutres d'une façon anormale, ce qui entraîne les effets connus sur l'environnement. Les producteurs de produits chimiques nécessités par

haut, problèmes conditionnés par l'industrie nucléaire, il se manifeste des séquelles à long terme de la radioactivité sur la biosphère, et en particulier sur l'homme.

En principe, on envisage et on pratique deux méthodes de traitement des déchets : les déchets « chauds » (de haute activité), on les concentre le plus possible pour éviter une augmentation exagérée des frais élevés de retraitement ultérieur et de stockage ; quant aux grandes quantités de résidus de basse activité, après les avoir décontaminés à un degré plus ou moins important, on les dilue au-dessous du seuil de radioactivité admissible, puis on les évacue. Alors que la dilution se trouve favorisée par l'entropie conformément à la 2<sup>e</sup> loi de la thermodynamique, cette même loi traduit la nécessité d'un certain travail non seulement pour la réalisation même de la concentration (processus s'opposant au maintien de l'équilibre thermodynamique), mais aussi pour maintenir ce gradient de con-

centration par rapport à l'environnement.

pe de cinétique de premier ordre, la vitesse de désintégration étant déterminée par des lois naturelles, les isotopes actifs subissent une transmutation nucléaire et aboutissent de cette façon, soit directement, soit par l'intermédiaire de produits de filiation radioactifs à un nucléide stable. Les produits de fission comprennent des radionucléides dont la période va d'une fraction de seconde à plusieurs millions d'années. Comme la radioactivité naturelle, elle aussi a des effets biologiques, et comme un accroissement de la contamination radioactive est lié à des nuisances plus grandes, les produits de fission ne devraient pas pénétrer dans des zones de vie biologique.

On peut en déduire que le rejet, ne serait-ce que de petites quantités de radioactivité et leur dilution dans l'air inspiré ou dans l'eau, non seulement n'apportent pas de solutions satisfaisantes, mais au contraire appellent des réserves. Une expression anglaise le dit très justement : « Dilution is not solu-

# MORT RADIEUSE

atteintes classiques de l'environnement dues à cette technologie. Au cours du cycle nucléaire de combustion, il faut de nouveau rendre soluble le combustible et le séparer des sous-produits de fission, avant de pouvoir l'enrichir une nouvelle fois. Ce processus exige de grandes quantités d'acides minéraux, car en plus de l'acide fluorhydrique il faut avant tout de l'acide nitrique, environ 1 300 tonnes d'acide par tonne d'uranium

l'industrie nucléaire accélèrent de leur côté de façon importante la pollution « conventionnelle » de l'environnement avec leurs effluents aqueux et gazeux. L'action des ultra-violets sur les oxydes d'azote (par exemple lors de la fabrication d'acide nitrique) dans l'atmosphère favorise beaucoup la formation du smog.

En plus des problèmes de l'industrie chimique classique traités plus

centration par rapport à l'environnement.

**On produit des quantités inimaginables de déchets radioactifs.**

Malgré son actuelle (et à plus longue échéance) contribution réduite à la production d'énergie, l'industrie nucléaire accroît de façon décisive la crise de l'environnement sous forme de pollution radioactive. En supposant que la production d'énergie nucléaire se développe de façon continue, on prévoit pour l'an 2000 une production journalière de trois tonnes de sous-produits de fission (soit une activité de deux milliards et demi de curies après cent jours), ce qui équivaldrait en d'autres termes à une production annuelle d'environ mille milliards de curies de sous-produits de fission.

Pour se représenter un tel chiffre, on peut supposer une répartition égale dans tous les océans de la radioactivité produite pendant la seule année 2000 ; il se produirait alors dans chaque mètre cube d'eau environ un million et demi de désintégrations radioactives par minute, ce qui triplerait dans cette seule année l'actuelle radioactivité naturelle des océans.

Il ne faut surtout pas perdre de vue la relation de cause à effet existant entre réacteur et usine de retraitement. Ainsi, même une centrale absolument « propre » libérerait de façon différée dans la biosphère une partie des radionucléides qu'elle crée, et ce, par le biais des usines de retraitement. **Il n'est pas possible d'éliminer les déchets radioactifs.**

La nature même de la radioactivité veut qu'en application d'un princi-

**L'immersion des déchets radioactifs est sans danger pour les pêcheurs** conclut un rapport du Bureau britannique pour la protection contre les radiations. Seuls les déchets faiblement radioactifs sont immergés et ceci hors des zones de pêche et des trajets des câbles sous-marins. La couche d'eau très salée et relativement chaude qui se trouve entre 600 et 1 200 mètres de profondeur empêche la remontée de la radioactivité et des autres substances toxiques à la surface. Enfin les taux autorisés par l'Agence pour l'Energie nucléaire (20 000 curies an pour les déchets européens) sont très au-dessous des seuils dangereux. (Financial Times 2.8.73).

Sciences et Avenir. Sept. 73.

tion for pollution ». Comme, d'autre part, les ordures radioactives ne peuvent être éliminées, et ceci dans toute l'acception du terme, de notre univers, on a renoncé à l'idée saugrenue de les envoyer au moyen de fusées dans l'espace. Devant l'impossibilité de les détruire, le stockage à long terme sous contrôle permanent est la seule solution possible.

Ces dernières années, on a tenté d'enfermer ces solutions hautement actives dans des conteneurs en acier inoxydable entourés d'un caisson de béton, mais ces conteneurs sont attaqués malgré les conditions spéciales de stockage. L'absorption des rayons bêta surtout par les solutions aqueuses entraîne un réchauffement du liquide, et lorsque la capacité du réservoir est de quelques centaines de litres, le contenu se met à bouillir.

## Nouveau coup d'arrêt pour l'énergie atomique aux Etats-Unis

**L'**ENERGIE atomique a décidément de plus en plus de mal à résister aux attaques des défenseurs de l'environnement. Ces derniers trouvent dans la loi des arguments très efficaces et dans les juges des arbitres très attentifs. C'est ainsi qu'après avoir donné un très sérieux coup de frein au développement des centrales nucléaires classiques, ils viennent de bloquer à son tour le programme des centrales surgénératrices. Par décision de la cour d'appel fédérale, la centrale surgénératrice qui devait être installée au fameux centre d'Oak Ridge dans le Tennessee ne pourra être construite tant que l'Atomic Energy Commission n'aura pas présenté une étude complète des conséquences de cette réalisation sur l'environnement.

Pour tout le programme nucléaire, le frein c'est un coup dur.

exploitables ne dureraient pas bien longtemps si l'on devait s'en tenir à cette technique. Heureusement, il y a les surgénératrices (ou surrégénératrices, comme disent justement mais inélegamment les spécialistes). Dans ces machines on ne se contente pas d'utiliser les 0,7 % d'uranium 235 contenu dans l'uranium naturel dont la fission fournit l'énergie nucléaire. On transmute, par ailleurs, l'uranium 238, non fissile, en plutonium fissile. La totalité de l'uranium devrait donc finir par fissionner en libérant de l'énergie, soit que l'uranium 235 fissionne directement, soit que l'uranium 238 fissionne indirectement en passant par le stade du plutonium. Ainsi, en passant d'une technique à l'autre, on multiplie par 100 les réserves disponibles de combustible nucléaire, et on obtient un combustible à mesure.

Sciences et Avenir. Sept. 73.

● Aux U.S.A., on a construit des containers d'une capacité nettement supérieure, mais ils demandent à être refroidis constamment; en plus, en insufflant de l'air comprimé pour empêcher la formation de dépôts de corps solides, on évite qu'une surchauffe en certains endroits du container entraîne une évaporation de type explosif du contenu.

Pour tenter de réduire les frais de stockage, on a mis au point un système en cuves ouvertes (« Hope Project »). Ces cuves ont un diamètre de 110 mètres. Du bitume ou des plaques en matière synthétique les rendent tant soit peu étanches par rapport à la nappe phréatique. La profondeur totale des cuves est de 10 m, l'eau y atteint une hauteur de 4 à 5 m. L'auto-échauffement des déchets liquides produit une ébullition lente et

constante. Pour éviter la déshydratation, on aspergeait constamment la surface. Mais le bitume ne résiste pas suffisamment aux radiations, de sorte que ce mode de stockage ne convient qu'à des déchets liquides ayant déjà séjourné ailleurs pendant 3 à 10 ans. Lorsque la radioactivité est réduite au point de ne plus produire de chaleur notable, et que l'auto-échauffement n'entraîne plus d'ébullition, on peut songer à fermer ces cuves par le haut, et diminuer ainsi les dangers de contamination radioactive du sol en cas d'inondation. De telles méthodes se passent de commentaires!

Un autre procédé qu'on invoque, à l'occasion, ces derniers temps, consiste à vitrifier les déchets radioactifs. Par rapport au stockage en containers, les frais en atteindraient le double. Ce nouveau pro-

cédié pourtant paraît intéressant à cause de son faible coefficient de corrosion. Il faut pour cela dénitrifier et neutraliser les solutions aqueuses radioactives avant l'adjonction d'autres éléments nécessaires. Lors du chauffage (allant de 200° à 1300°) pour la dessiccation et la vitrification, un certain nombre de radionuclides, à l'état gazeux, de périodes souvent longues, s'échappent de la masse vitreuse. Ainsi, il s'échappe environ 1/5 des isotopes de césium et la presque totalité du ruthénium (sous forme d'O<sub>2</sub>, Ru volatile).

A elle seule, la libération de césium réduit la valeur de ce procédé. L'effet biologique nocif du césium est connu de longue date. Les faibles possibilités de réduire les volumes des déchets représentent un autre inconvénient du pro-

cédié. L'effet biologique nocif du stockage d'une rare ampleur.

D'autres procédés, comme la fixation dans un milieu réfractaire, l'incorporation dans le ciment, la dilution des radionuclides dans le bitume, ou la réduction de volume de matériaux pouvant être brûlés dans des fours spéciaux ne sont que des solutions provisoires et problématiques... En raison de la longue période des produits de fission et de leur efficacité biologique, il faut assurer un contrôle à long terme des stocks durant un laps de temps pouvant aller de 600 à 1000 ans. Ce qui signifie en clair: si l'industrie nucléaire s'était développée dans le haut Moyen-Age, nous aurions encore aujourd'hui à nous occuper des déchets radioactifs produits à cette époque-là!

## QUE BOIRE ? QUI CROIRE ?

En janvier de cette année, une affaire de pollution — une parmi combien d'autres — fit pendant plusieurs jours quelque bruit du côté de Visé, en Belgique. Notre ami et collaborateur, Jean Pignero, président de l'A.P.R.I., en liaison étroite avec des associations locales, et surtout avec un habitant de Visé, qui joua un grand rôle dans cette affaire. M. André fit une minutieuse enquête. Si nous n'en parlons qu'aujourd'hui, c'est parce qu'il nous a paru inutile (sinon dangereux) de gueuler, une fois de plus, sans garantie qu'une action serait entreprise. A quoi bon se donner bonne conscience...

Mais voici que nous avons l'assurance qu'une campagne va être déclenchée, pour exiger que des réponses soient données aux nombreuses questions que cette affaire soulève, et surtout pour alerter tous les riverains des fleuves-poubelles nucléaires sur l'impéritie et l'irresponsabilité des instances chargées de surveiller la salubrité de leur eau potable.

**LES FAITS.** Au départ, une alerte à la pollution, visible aux milliers de poissons crevés flottant en surface sur la Meuse. Vision désormais banale. Cyanure ? Cecl, le 9 janvier 73. Dès ce moment, Maurice André, habitant Visé, petite ville belge en aval de Liège, cherche à alerter les pouvoirs publics. Il ne rencontre qu'irresponsabilité et invitations à s'adresser plus « haut », et par écrit : faites un rapport.

Le 11 janvier, M. André lit dans le journal « Binnenland » du 10 que le ministre néerlandais de la Santé publique dénonce une pollution radioactive de la Meuse, provenant pour partie des effluents liquides de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz.

Donc : 1. Pollution chimique, révélée par la mort des poissons. 2. Pollution radioactive, dénoncée par le ministre d'un pays voisin (Hollande).

M. André, breveté, à titre militaire, N.B.C. (nucléaire, bactériologique,

chimique), décide de se lancer dans une enquête serrée. En quelques jours, cependant que la presse locale orchestre successivement l'affolement, puis la récupération, il arrive à la conclusion certaine que l'eau de la Meuse a été fortement contaminée radioactivement. Cette eau, de par le système d'adduction de la région, est bue par des milliers de personnes.

En chemin, à travers ses contacts avec les autorités publiques et scientifiques chargées de la protection sanitaire, il apprend que l'eau de consommation n'est jamais analysée au point de vue radioactif. C'est pas prévu.

Sur le plan public, suite à des dé-

clarations officielles contradictoires (soi-disant provoquées par des analyses... aussi contradictoires), l'eau de Visé fut déclarée dangereuse (et ses habitants ravitaillés par citernes), puis, 48 heures plus tard, redéclarée propre à la consommation!

Admirez, entre autres choses, en cette affaire, sa soi-disant « chute ». Mais qui donc a bien pu polluer la Meuse ? Connaissez-vous l'histoire de Guillot qui criait au loup ? Le pollueur, et si c'était finalement celui qui la dénonça, puis la prouva ?

Le 16 janvier, « La Dernière Heure » écrivait : Pas d'eau radioactive à Visé, mais il reste à déterminer comment on en est arrivé à

jeudi, une série de poissons crevés flottant — ventre en l'air — à la surface de l'eau. M. André aurait prélevé de l'eau alentour, l'aurait analysée en laboratoire à l'Université de Liège, et de ses recherches, il serait ressorti que l'eau en question contenait dix fois plus de radioactivité qu'à l'accoutumée! Ce qui signifiait qu'elle était dangereuse pour la population! M. André en a informé la gendarmerie qui tout de go fit rapport au bourgmestre, et c'est sous les ordres de ce dernier, par simple mesure de prévention, que la population fut avertie.

Mais la commune de Visé ne s'en tint pas à ce seul acte de prévention. Dans la soirée de vendredi, de l'eau a été prélevée au réservoir municipal (qui accueille de l'eau en provenance de la Meuse, de Bombaye et d'Eupen).

A 20 heures donc, il s'avérait que cette eau n'était en rien radioactive.

A 21 heures, les autorités poussaient leurs recherches plus loin : chacune des sources du réservoir était minutieusement examinée afin de déterminer laquelle était polluée. Les recherches devaient se poursuivre durant la nuit.

Notons que les assertions de M. André semblent très sérieuses puisqu'il a présenté un rapport — photographies à l'appui — rapport particulièrement détaillé qui tendrait à prouver que cette radioactivité ne serait que sporadique, soit qu'elle n'apparaîtrait qu'au bout d'un certain nombre d'heures, voire de jours.

L'affaire en est là. Vendredi, à 23 heures, nombreux encore étaient les Visétois qui n'étaient pas encore informés de la menace. Tout au plus certains avaient-ils entendu

presque oïstrement un bruit de sirène qu'ils ont confondu avec celui d'une ambulance alors que, précisément, il s'agissait de la voiture-radio de la police...

J.-A. L.

## DERNIERES NOUVELLES

### Visé : dix fois trop de radioactivité dans l'eau ?

#### Europe philatélie

A l'occasion de la première session du Conseil des communautés européennes après l'élargissement, un cachet spécial sera émis par un bureau de poste ouvert le lundi 15 janvier de 10 h. à 18 h. place du Petit Sablon, 7 à Bruxelles (alle gauche du palais d'Égmont).

#### Un nouveau billet luxembourgeois

Le grand-duché de Luxembourg émet un nouveau billet de cinquante francs.

déclencher cette alerte... Si les Viséens peuvent être rassurés sur leur sort et sur la qualité de l'eau qu'ils ont absorbée, il reste un problème à résoudre : ce qui, dans l'entourage de M. André, a contaminé l'eau qu'il a soumise aux analyses...

**C'est gros, non ? Mais plus c'est gros...**

Que buvez-vous ? Avec quoi faites-vous la cuisine ? D'où vient cette eau ? Renseignez-vous, la G.O. ne peut pas tout faire. Et si vous habitez près d'un cours d'eau poubelle-nucléaire, posez-vous quelques questions, et donnez-vous les moyens d'en trouver les réponses Amen.

# truchement culturel

Truchement : n. m. Interprète (Vx).  
Fig. Intermédiaire (réf. : Larousse).

« Je veux me donner totalement aux Aquitains ». C'est la profession de foi de Jean-Louis Barrault, animateur principal du Festival « octobre à Bordeaux », « Bordeaux sera la capitale d'une région ouverte sur le monde entier », avec, notamment, la participation de nombreuses troupes étrangères et la création de « Harold et Maude » par la compagnie Renaud-Barrault.

Aucun rapport, en apparence, entre cette opération de « décentralisation culturelle » et l'aménagement de la côte aquitaine.

Mais il faut toujours se méfier des apparences. Le compte rendu (confidentiel bien sûr) de la réunion du 4 avril 1973 de la mission interministérielle pour l'aménagement de la côte aquitaine, sous la présidence de M. Biasini, est fort instructif à cet égard. Dans la partie de son intervention consacrée aux « crédits d'animation » et au « développement des actions de prospection destinées à faire connaître la côte aquitaine et à étendre la saison de pratique touristique par des manifestations spectaculaires (2, 1 millions en 1973) et à intéresser les investisseurs potentiels », Biasini tient des propos révélateurs. Jugez vous-même :

« [Cette action de promotion] doit donner lieu à une publicité internationale intensive et marquer le premier pas de la campagne grâce à laquelle le pari commercial sur lequel repose l'aménagement touristique de l'Aquitaine sera gagné : exploiter la région (sic) sur au moins quatre mois de l'année et si possible cinq, car octobre est le mois d'or de l'Aquitaine. Déjà, l'an passé, la vingtaine d'entrepreneurs de tourisme internationaux qui y ont été invités ont rencontré des conditions climatiques idéales et enthousiasmantes. L'effort engagé cette année grâce à un truchement culturel de qualité internationale à partir duquel la visite systématique de la Côte et de la Région sera organisée, doit permettre le passage de l'aménagement touristique de son plan théorique à son plan véritablement commercial ».

C'est clair : le Festival n'est qu'une arme publicitaire pour la vente de l'Aquitaine aux promoteurs français et étrangers ; Jean-Louis Barrault et ses amis ne sont qu'un « truchement culturel » (sic) au service des aménageurs.

Maintenant qu'ils sont au courant de la véritable nature de cette opération — qui leur avait très probablement été cachée par les organisateurs —, peuvent-ils maintenir leur participation sans se déjuger vis-à-vis de leurs opinions « de gauche » ?

En tout cas, Jean-Louis Barrault

veut profiter du festival pour « instaurer un dialogue riche, vivant » et invite « tous ceux que cela intéresse à venir chaque soir, dès le 24 septembre, et jusqu'à la fin du festival, de 18 heures à 19 heures, discuter avec nous à l'Entrepôt Lainé ». Les discussions risquent fort d'être animées...

Biasini peut se répandre en déclarations humanistes, comme récemment à Soustous : « Notre objectif est l'épanouissement personnel et collectif de l'homme », ce ne sont là que miroirs aux alouettes. L'aménagement de Capbreton-Hossegor, au sud de la Côte landaise peu avant Bayonne, est un exemple frappant des réalités qui se cachent derrière les discours officiels : la rénovation du port, apparemment nécessaire (désensablage, prolongement des digues...) est surtout le prétexte à une vaste opération immobilière :

— Les « Marinas » de la Pêcherie (1.500 lits), qui vont entraîner la disparition d'un espace vert boisé et le départ de 2.500 campeurs d'un site à proximité d'une plage — au profit de riches particuliers.

— Le complexe immobilier de la dune de la Vierge (3.500 lits) qui se traduit par la privatisation d'un vaste domaine public en bordure de mer et la construction d'immeubles de luxe allant jusqu'à cinq étages. « Rien ne sera construit sur la dune », avait pourtant promis M. Aubert, architecte en chef de l'U.P.A. 9 (unité principale d'aménagement).

Choix du développement d'un tourisme de luxe. Destruction systématique du milieu naturel. Faible création d'emplois qui seront saisonniers, sous-payés et abrutissants. Mépris de la population locale, jamais véritablement consultée, et de sa culture, réduite à l'état de folklore...

A l'initiative de militants écologiques, occitans et P.S.U. s'est récemment créée un comité de défense de la Côte Aquitaine (pour tous contacts : 11, rue Dupaty, 33000 Bordeaux - Comité local c/ J.-P. Dargelos, 83, rue du Maréchal-de-Lattre, 40150 Capbreton-Plage). La Côte d'Aquitaine n'est pas à vendre », proclame ce comité qui voudrait imposer dans l'immédiat un **moratoire**, c'est-à-dire une suspension provisoire de toutes les opérations présentant, comme celle du port de Capbreton-Hossegor, un caractère irréversible. Pour le reste, « les travailleurs et la population doivent définir et imposer le type de développement et le rythme d'évolution qu'ils jugent souhaitables en toute connaissance de cause ».

Conclusion : la culture n'est pas neutre. Sa « décentralisation », même faite avec les meilleures

intentions du monde par des gens pleins d'imagination et de talent, ne peut être que l'instrument de la destruction de la culture locale — ou du peu qu'il en reste... La culture au secours des promoteurs ? Ce n'est, peut-être, une contradic-

tion qu'en apparence. Barrault dit : « C'est à eux (les Aquitains) de nous souffler un peu ce qu'ils désirent ». Les Aquitains désirent-ils le futur qu'on a choisi pour eux ?

Laurent Samuel

## Rentrée dans l'ordre à Bouliac MERCI AUX GARDIENS DE LA PAIX

8 km au sud-est de Bordeaux, sur la rive droite de la Garonne, premier coteau dominant la vallée et la ville. Commune de 5.000 habitants environ : les Bouliacais et Bouliacaises.

Jusque là, un village comme tant d'autres.

Avant « la guerre », une équipe de foot qui écumaient la région, durant 1939-1944, la D.C.A. allemande défendait Bordeaux et son port, depuis les hauteurs du château Balguerrie.

En 1950, le « Bikini », restaurant-guinguette.

Entre 1960 et 1970, installation de relais télévision Bordeaux-Aquitaine.

Voilà les quelques repères de ce milieu du siècle pour une commune jusque là rurale.

Mais la grande ville se développe, la banlieue s'agrandit et Bouliac s'organise, « s'urbanifie »...

Au pied de la côte, en bout du chemin de « Vimeneys », un ex-joli vallon se transforme en cité-gendarmes.

284 logements destinés à la gendarmerie mobile sont déjà habités. Tout cela est banal si l'on songe que nous manquons de policiers, etc., mais où ça devient intéressant, c'est que le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Education nationale sont ici communément « chapeautés »...

L'école communale du pays, qui alors était en haut du bourg, avec l'église, le monument aux morts, le centre du pays, est déplacée en totalité dans la cité-gendarmes.

Elle a été financée, programmée dans l'ensemble, et de nouveaux enseignants sont détachés pour y renforcer les deux instituteurs de « l'ancienne » école.

On crée ainsi 2 maternelles, 2 primaires.

Les raisons à cela :

Soit que l'on veut que les enfants du pays soient mieux surveillés et alors « **MERCi MONSIEUR L'AGENT** ».

Soit que les flics pondent plus et les mamans flics surveillent mieux leur progéniture...

Tout cela n'a pourtant pas été du goût de tout le monde : le maire s'est opposé au projet. Sa femme, institutrice, a démissionné de l'Education nationale, des pétitions ont circulé, mais rien ne peut changer la « nouvelle société »...

Quand on connaît l'importance de l'école pour nos jeunes enfants, que peut-il se passer à Bouliac et dans d'autres localités où le problème doit être identique ?

Et bien on jouera dès la maternelle aux gendarmes et aux voleurs. Les gendarmes gagneront car ils sont les bons et les plus nombreux.

On apprendra l'alphabet sur de jolis livres :

A... agent, K... képi.

Les leçons d'arithmétique parleront de 100 km à l'heure pour une grosse voiture, de 100 km pour une petite voiture. Sachant qu'elles vont dans le même sens un 1er août, ça fait ?

Ça fait 5 km de bouchon à Saint-André-de-Cubzac, ... 25 km en frontière fasciste.

Tout ça c'est facile et on pourrait s'amuser longtemps, mais mieux vaut y réfléchir...

Est-ce là l'école ouverte, la formation permanente, la pédagogie nouvelle... Que feront-ils plus tard si pour Noël ils commandent tous des panoplies de policiers ?

« Moi, je veux faire C.R.S. ».

« Moi, je veux faire commissaire, motard, agent de ville, contractuelle, adjudante sociale. »

Au foyer, on dira : « Mon fils, il est monté à Paris pour le maintien de l'ordre... » (voir cars de C.R.S. en 1968, immatriculés 33 - 13 ou 69).

« La petite a réussi, elle est contractuelle et est mariée à un militaire ».

Souhaitons qu'ils soient heureux, mais sans enfant...

Après tout, qui peut se vanter en 1973, en cherchant bien dans sa famille, de ne pas avoir de près ou de loin, un petit cousin C.R.S. ?

L'enseignant de service,  
Pierre Bernard.

# CHRONIQUE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE



LES RAYONS SOLAIRES, C'EST TRÈS BON POUR LES AFFECTIONS GYNÉCOLOGIQUES.



ATTENTION AUX COUPS DE SOLEIL!



SINON TU VAS AVOIR LES GRANDES LÈVRES...



TOUTES PÈLES COMME MES OREILLES



KIIII KIIII



POUFASSE!



MERDE ALORS...



LES CHIENS SONT TIBILLEURS QUE LES HOMMES



ÇA SE CONFIRME TOUS LES JOURS...

ALLEZ FAIRE VOS SALOPERIES AILLEURS!

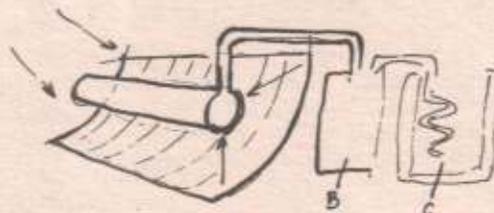


OUAAAA

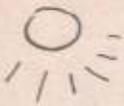


DE L'EAU GLACÉE PAR CETTE CHALEUR OU VA-T-IL LA PRENDRE?

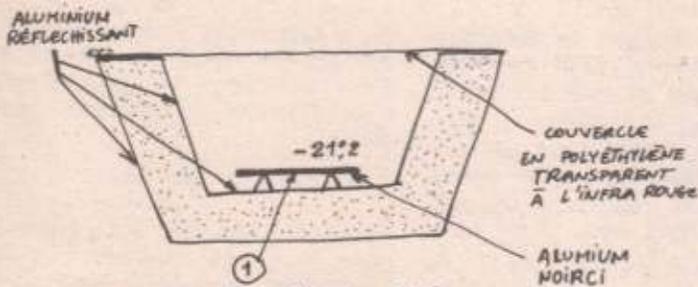
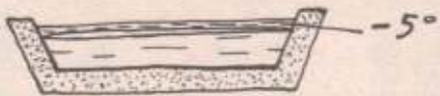
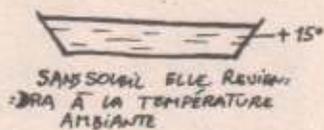
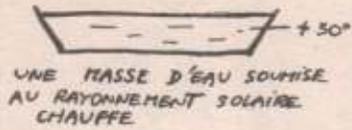
DANS LES RÉGIONS CHAUDES À ATMOSPHÈRE CLAIRE, ON PEUT OBTENIR DE GRANDES QUANTITÉS DE FROID.



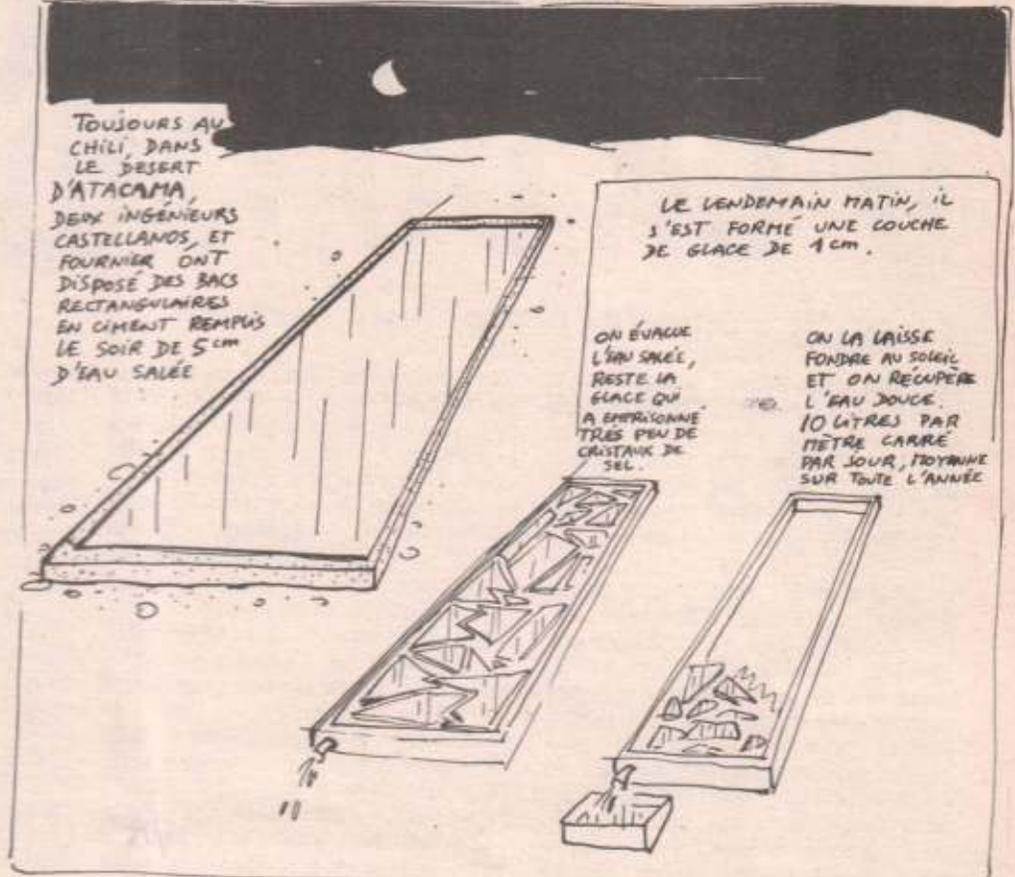
ON PEUT PASSER PAR LE STADE COMPLIQUÉ DU CHAUFFAGE D'UNE SOLUTION AMMONIACALE QUI VA SE CONDENSER EN B PUIS S'ÉVAPORER EN C EN LIBÉRANT DES CALORIES MAIS IL Y A MEUX, PLUS SIMPLE, PLUS GÉNIAL... ET QUI NOUS VIENT DU PAF TROMBE DU CNRS D'ODELLO →



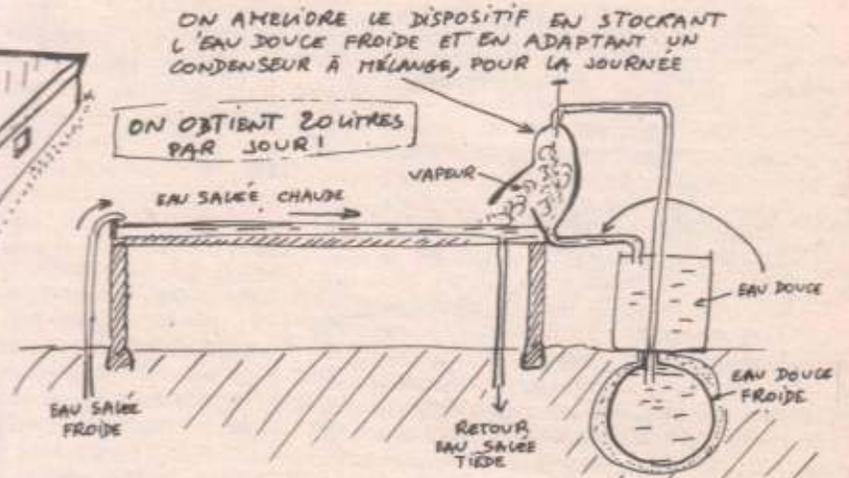
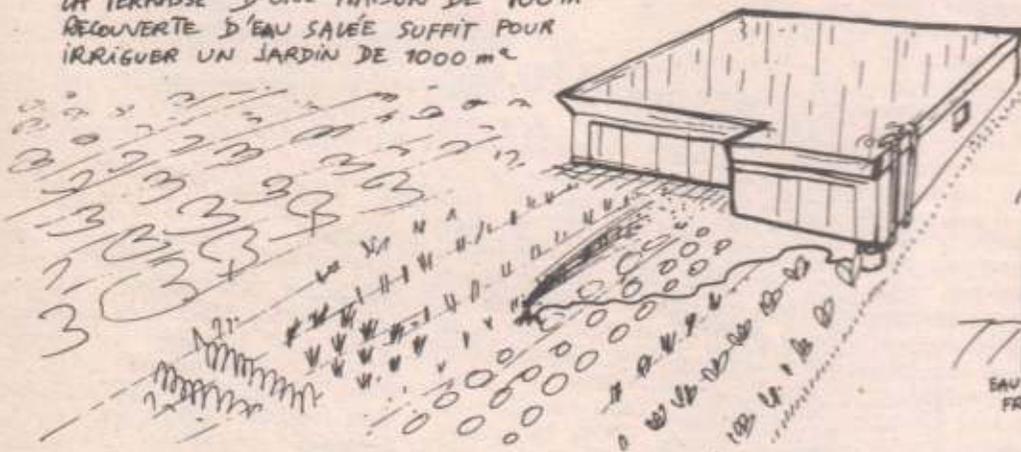
REFROIDISSEMENT D'UN CORPS NOIR IRRADIANT EN DIRECTION DE L'ESPACE.



AVEC UN CALORIFUGE PLUS SOIGNÉ, RECOUVERT EXTÉRIEUREMENT D'ALUMINIUM RÉFLECTISSANT ET DANS UNE RÉGION TRÈS SÈCHE À GEL CLAIR, COMME LE NORD DU CHILI, ON OBTIENT -21,2 (PAR UNE TEMPÉRATURE AMBIANTE DE +18°4) SUR LE CORPS IRRADIANT ①.



LA TERRASSE D'UNE MAISON DE 100 m<sup>2</sup> RECOUVERTE D'EAU SALÉE SUFFIT POUR IRRIGUER UN JARDIN DE 1000 m<sup>2</sup>

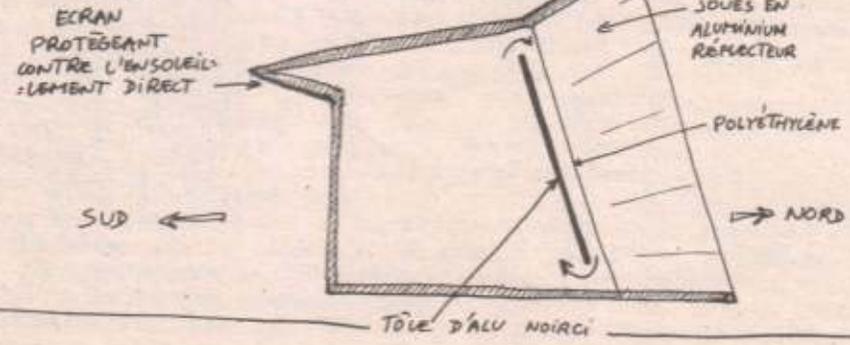


LE FROID PAR RAYONNEMENT, C'EST L'AVENIR!



C'EST EXACTEMENT LE CONTRAIRE! MAIS IL FAUT LES MÊMES CONDITIONS CLIMATIQUES QUE POUR L'ÉNERGIE SOLAIRE POUR QUE ÇA MARCHÉ.

À ODEILLO, ON A CONSTRUIT UNE PETITE MAISON REFROIDIE PAR RAYONNEMENT IL PEUT Y FAIRE 0° PAR UNE TEMPÉRATURE EXTERIEURE DE +20°



CONSTRUITE EN PLUS PETIT, ELLE PEUT DEVENIR UN FRIGO ÉCOLOGIQUE, FROIDS CHER QU'UN FRIGO MORTAL ET SANS ÉLECTRICITÉ!

MAIS AUX BARBUS COMMUNAUTAIRES BRICOLEURS.

# REFLEXIONS EN MARGE D'UN DOSSIER.

## Le petit coin du provo anti-science

La revue « Les Temps Modernes » a publié, en mars 1973, quatre textes importants sur « la science et la guerre ». Il n'est trop tard ni pour en parler ni pour les lire, les problèmes posés n'étant pas de ceux qui s'évaporent en quelques mois.

La science. Le mot, avant toute analyse, n'est pas clairement défini. Conséquence : le dossier, par ailleurs savamment documenté, écrit sec et servi froid, n'est pas inattaquable. N'importe quel rationaliste brut et néanmoins gauchiste peut accuser ses auteurs de confusionnisme, avec quelque apparence de bon sens. Exemple : les plus grands scientifiques américains — Dominique Pignon, Daniel Schiff et Julien Brunn le démontrent amplement — ont mis, tout au long de la guerre du Vietnam leur savoir au service de l'horreur. Bon. Qu'est-ce que cela prouve ?

Que la fine fleur de la science américaine est un bouquet d'ordures. Cela, en apparence, ne saurait mettre en question la méthode scientifique, la Science majuscule qui, selon Cavanna, « consiste à essayer de savoir » (c'est un peu bref) et, selon le Robert, constitue « un ensemble d'études d'une valeur universelle caractérisées par un objet et une méthode déterminés, et fondées sur des relations objectives vérifiables ». Il ne faut pas confondre la science imputrescible et le scientifique pourri — Dieu et son humble serviteur, comme dit Paul VI en latin. Le dossier des Temps Modernes aurait donc dû s'intituler « les scientifiques et la guerre », ou « quelques salauds - par - ailleurs - hommes - de - science - mais - que - voulez - vous - personne - n'est - parfait et la guerre ».

Voilà qui aurait fait plaisir à tout le monde.

Murry Gell-Mann est prix Nobel, connu en particulier pour avoir formulé l'hypothèse des « quarks », constituants ultimes de la matière. Il est aussi l'inventeur des bombes à billes et de ces gadgets électroniques anti-personnels appelés « renifleurs d'hommes ». Un jour, il

est venu parler quarks au Collège de France, et il a été stupéfait d'entendre quelques trublions (« ruffians ») gauchistes (« radicaux ») lui répondre Vietnam. Il n'a pas compris. Il n'est pas le seul. « Récemment, explique Daniel Schiff, cinq membres influents de la division Jaon (1) participaient à un symposium international de physique à Trieste. A des chercheurs français qui lui demandaient d'intervenir et de poser aux physiciens de Jason la question de leur responsabilité politique, Alfred Kastler, prix Nobel de physique français, connu pour son opposition à l'agression américaine en Indochine, répond : « Je n'approuve pas votre initiative (...). Où cela nous conduirait-il si on généralisait une telle attitude ? » Oui, où ? A la mise en question de « l'establishment » scientifique, peut-être ? Voire à la défloration brutale de cette Science divinisée à force de planer, « exacte » et « pure », hors de portée des errements humains ?

La science est une méthode. Or, c'est bien cette méthode que les pouvoirs utilisent, à travers ceux qui en connaissent le maniement, pour asservir les peuples, et au besoin les massacrer. « Une fois bien posé le problème : « soit un peuple qui résiste aux Américains, comment briser cette résistance ? », une fois bien précisées les « conditions aux limites » : pas d'armes nucléaires, il est logique de demander à la méthode scientifique (et non pas seulement à la technologie) la solution optimisée, celle qui tue ou blesse le plus de monde possible le plus vite possible » (Daniel Schiff). La science, en tant que méthode, est une arme utilisable — et utilisée — contre la vie. Voilà une vérité de base. Une évidence. Faut-il alors jeter la déesse aux enfers ? Procès. Accusée : la Science. Accusateur : le Pacifiste-Agricole-Mystique : « une arme, dit-il, à partir du moment où elle est forgée, vous sautera forcément à la gueule, un jour ou l'autre. C'est une loi qui ne connaît guère d'exceptions ». Et d'exhiber des tas

d'exemples. Avocat : le Raisonnable : « la science, dit-il, n'est pas une arme mais un outil dangereux.

Nuance. Avec une hache, tu peux tuer un homme. Ce n'est pas une raison suffisante pour jeter toutes les haches au trou : on a toujours besoin de petit bois chez soi ».

Verdict : l'accusée doit être placée en liberté étroitement surveillée.

Surveillée par qui ? Toute la question (ou presque) est là. Le fait est que la science est déjà, depuis belle lurette, contrôlée de près, utilisée, pratiquée par les militaires, les capitalistes — bref, les pouvoirs, oppressifs par nature. La solution aux problèmes que pose l'utilisation de la méthode scientifique est donc politique.

« Le savant regrette de faire partie des bagages d'une armée ou d'une entreprise d'affaires. Il peut s'en consoler, comme le missionnaire, en pensant que la science n'est pas responsable des erreurs de la conquête, mais qu'elle doit en tirer parti pour le bien de l'humanité (raisonnement très peu sûr, car la science est liée au développement de la volonté de puissance à laquelle nous devons les conquêtes et les destructions) » (Maurice Blanchot). Voilà peut-être atteint le fond du débat. La science participe de la volonté de puissance. On peut, bien sûr, répondre qu'il en est de même de tous les outils forgés par l'homme depuis sa naissance, pour sa survie d'abord, son appropriation du monde ensuite. Au premier homme qui eut l'idée de saisir un gourdin pour assommer un sanglier, il fallut une sacrée dose de science (« savoir-faire que donnent les connaissances expérimentales jointes à l'habileté »). Mais l'évolution, le progrès, (l'escalade ?) impliquent une efficacité croissante de l'outil.

Jusqu'où ? Tout porte à croire qu'il existe une frontière, un seuil à ne pas franchir, sous peine de déconfiture définitive. L'excès de logique conduit à l'absurde — sa négation, et l'excès de puissance à la mort.

Or, la science, la méthode scientifique est une machine intellectuelle d'une puissance inégalée. Excessive ? C'est ce qu'il faudrait déterminer.

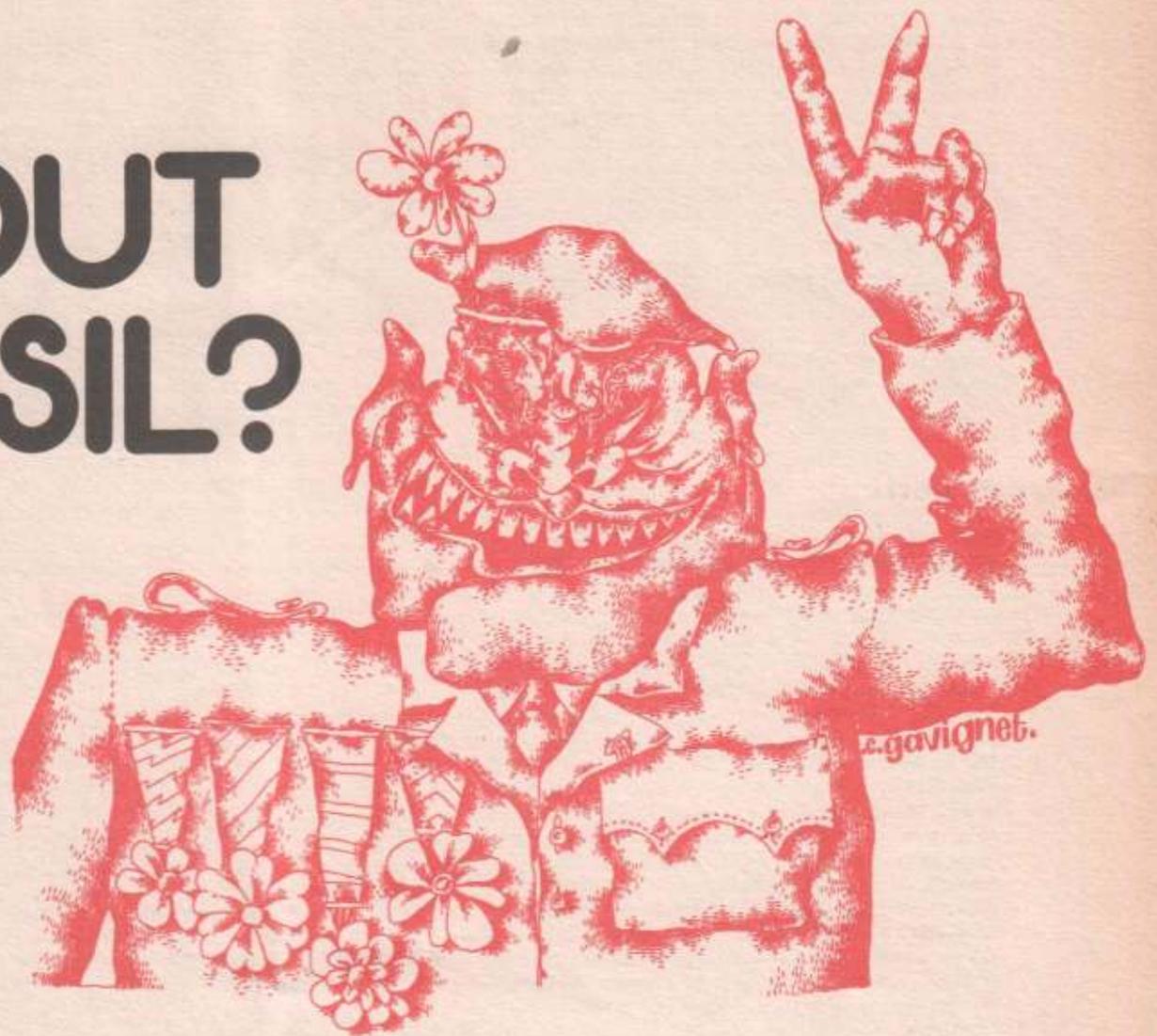
Comment ? Je n'en sais rien. Je pose la question, c'est tout. Je m'interroge avec inquiétude. Mais que l'on ne me traite pas de passéiste réactionnaire si je fais la fine bouche devant les « progrès » de la science. Je n'ai pas la foi, voilà tout. Je doute — attitude éminemment positive, soit dit en passant, si l'on en croit de vieux philosophes. Je subodore que le progrès illimité est un mythe dangereux. Je pense, sans trop oser le dire (c'est hérétique), que les petits enfants des vieux curés sont ceux qui proclament avec une enviable assurance que la science est l'unique et infaillible machine à hisser l'homme hors de tous les pétrins. Autrefois, c'était Dieu. On a changé de flacon, c'est tout.

Précision : ces propos ne sont pas anti-scientistes, malgré l'apparence. Ils sont peut-être un peu provocateurs. Mais c'est juste une manière de suggérer que l'appropriation révolutionnaire de la méthode et des techniques scientifiques devra s'accompagner de quelques inquiétudes nouvelles : approfondir l'étude des mécanismes de la machine-science et la pourvoir de freins à toute épreuve, ne pas confondre progrès et accumulation de puissance, explorer vraiment le cerveau humain, faire vraiment la connaissance de l'homme, parvenir enfin à la sagesse, terme encore trop lourd de relents métaphysiques pour être, aussi sec, accepté mais qu'il faudra précisément définir, afin d'en faire un nouvel outil de survie, demain. Et si nous travaillons bien nous monterons d'une classe.

Henri Gougaud.

(1) Groupe d'hommes de science américains enrôlés par le Pentagone afin « d'étudier les possibilités techniques en rapport avec les activités militaires au Vietnam ».

# LE POUVOIR EST-IL AU BOUT DU FUSIL?



*Un général non violent...  
Élégant paradoxe...  
Espoir d'une révolution  
culturelle...  
... Ou belle image  
publicitaire  
pour endormir  
les curieux ?*

Le Moyen-Age, faudra bien en sortir un jour. Faudra bien que l'homme comprenne l'inutilité des rapports de force, la vanité du mythe « petit héros », la fausseté du dicton : qui veut la paix prépare la guerre. Ça fait vingt siècles qu'on alimente de fabuleux charniers avec ces absurdités, vingt siècles que les fiers à bras finissent par trouver plus forts qu'eux, que les nations dites conquérantes se font rouler un jour dans la farine, que les Napoléon finissent dans les bidets de l'Histoire comme de minables chefs de gang, que les fusils des révolutionnaires vainqueurs se retournent contre leurs maîtres, que la violence comme au judo se révèle être un simple boomerang. Ça fait pourtant vingt siècles que l'homme continue à croire en elle, à déléguer ses pouvoirs à des débilés style Debré, à élever fièrement des lignes Maginot, à jurer « c'est la der des ders » en crachant sur le boche du moment, à partir haut les cœurs crever devant Berlin pour sauver la nation, à revenir pour voir ses mômes se mettre au lit avec l'ennemi héréditaire, et le tout, mesdames et messieurs, sans se sentir le moins du monde cocu. Si tous les anciens combattants du monde se tenaient par les cornes et faisaient tinter leurs breloques la terre ne serait qu'un immense pâturage. Vingt siècles d'obscurantisme, et ça continue : violence capitaliste, violence communiste, violence libéral-commerciale, violence sociale violence familiale, violence écologique. Chacun veut imposer sa loi, son intolérance, sa vision du bonheur collectif. Chaque fois que le poing d'un révolutionnaire se lève, le poing d'un réactionnaire se ferme en silence dans une poche. Et on remet ça : libération, répression, les lendemains chanteront peut-être mais les aujourd'hui sont bien mornes, et les grands

soirs bien obscurs. La seule révolution à laquelle personne ne songe, la seule à faire, c'est une révolution culturelle, la grande vidange dans ta tête. Quand on croit tenir un type qui semble avoir pigé cette évolution-révolution, on le lâche pas. Justement, ces temps-ci, le hit-parade nous en a fourni un. C'est De la Bollardière, général-non-violent, objecteur de force de frappe (1), dont la presse, au mois d'août, a remarquablement déformé la pensée, au point qu'on a eu envie d'aller voir de qui il s'agissait.

Vous connaissez le distingo pacifisme-non-violence. Le pacifique c'est celui qui bêle en tendant la joue gauche et en regardant ailleurs si le paradis arrive. Le non-violent utilise la force de l'agresseur pour le ridiculiser, paralyser son action, le pousser à la réflexion, voire aux remords (2). Cette non-violence-là est active. Bollardière cherche, à sa façon, à être actif. Dans une société noyauté par les médias, il a choisi les médias pour faire connaître son opposition à la folie nucléaire. Et il a réussi en partie. La bombe, on en parle et Pompidou ne pourra pas toujours esquiver lâchement un débat public que toute nation véritablement démocratique devrait connaître. A propos, la non-violence, la désobéissance civile, le bel exemple contagieux d'une « grande puissance » désarmée, quel chapitre exaltant à inclure dans le prochain programme commun de la gauche. Le succès... relatif... du « commando Bollardière » est donc dû à la prise de conscience publique de ce magnifique paradoxe : un général non-violent. Aussi insolite que curieuse. Bravo, pour le courage du revirement sur le tard, mais tout de même, Bollardière, expliquez-nous...

### ...Comment peut-on devenir général ?

— Toute une tradition familiale, un conditionnement social... les militaires sont des hommes de bonne foi, animés d'un idéal, ou de ce qu'on a appelé un idéal : servir la nation. La plupart d'entre eux ne se demandent pas ce que recouvre le concept de nation. L'armée fait des guerres justes en toute bonne conscience. Mais au service d'une cause politique fautive, la sienne se dégrade. Bien peu de militaires s'aperçoivent que l'armée ne fait que défendre les besoins d'une société impérialiste, l'expression d'un dynamisme qui ne saurait être que conquérant. Mon père était avec Lyautey et Gallieni de ces « pacificateurs » remplis de bonnes intentions, persuadés qu'ils servaient les « indigènes » en leur dispensant les bienfaits du colonialisme. Moi j'ai donc fait Saint-Cyr. En 40, la guerre de Lybie. Français contre allemands, en plein désert, pas de civils au milieu, c'était une sorte de sport. Puis les Ardennes en 44. C'était la libération du territoire, le seul combat possible pour toute la génération d'alors. Mais c'est là que j'ai vu l'énervement du décor : la torture des maquisards par les allemands. J'ai découvert de quoi l'homme était capable s'il ne s'accrochait pas au respect de l'homme.

— On vous avait enseigné les armes. Vous y avez cru au nom des « valeurs » occidentales et chrétiennes. Quand avez-vous arrêté de jouer le jeu ?

— Quand j'ai compris qu'on m'avait conditionné à servir des valeurs frelatées. Vous savez, beaucoup d'officiers supérieurs sont des chrétiens que ce conditionnement paralyse, en les amenant à l'incroyable : justifier la torture. En Algérie, je me suis porté volontaire pour limiter la casse, pour poser le problème au sein des rappelés de l'armée de l'air que j'encaidrais. La torture instituée par Massu à Alger m'a convaincu que la seule réponse possible était la rupture avec l'armée (3). Encore que je voulais y demeurer pour tenter de convaincre mes camarades. Je suis rentré en France, on m'a mis en forteresse pour deux mois. J'ai donné ma démission au moment du putsch d'Alger. Ce fut la mise à la retraite anticipée et aujourd'hui, après Mururoa, à la retraite d'office.

— Précisément qu'avez-vous fait en quittant l'armée ?

— En 61 je suis rentré à Lorient, en Bretagne, mon pays, dans une entreprise de construction navale. Là, j'ai compris la violence du capitalisme quotidien, celle des structures d'un système. J'ai réfléchi sur la fonction économique et sociale de la société en participant notamment à la création d'un institut d'éducation populaire. Mais surtout, j'ai été comme illuminé par la découverte de la non-violence en tant que méthode d'action et dynamisme révolutionnaire. Il y a une terrible dégradation de l'état d'esprit occidental. La violence officielle est permanente. Les hommes sont cruels avec leurs femmes, leurs concurrents, au volant de leur voiture. Par contre, quand un gars balance une pierre à un C.R.S., c'est le scandale, la grosse émotion...

Quand un puissant mouvement est en passe de gagner, comme le 13 mai 1968, on fait intervenir la provocation, la terreur, la manipulation et un gouvernement unanimement désavoué une semaine avant s'en revient triomphant...

La violence, même pour une cause juste, dégrade l'homme qui la met en œuvre. Je l'ai assez vu. Quand on cherche à justifier Hiroshima ou les bombardements de Dresde, on est en pleine voie de dégradation et, au bout du raisonnement, on aboutit à Hitler. Considèrerait-on oui ou non la dignité de l'être humain comme intégrée au grand ordinateur, telle est la question.

On ne contrôle pas, on n'aseptise pas la torture. Tout le problème de l'homme est dans sa confrontation avec l'autre. Chaque fois qu'il répond non à l'autre, il empêche la naissance de la conscience en lui...

— Oui, mais la violence des opprimés contre les oppresseurs existe. Le Vietnam ?

— Tout d'abord, il faut bien séparer deux types de violence : celle qui opprime, celle qui résiste.

Je suis contre la violence d'agression. Le problème qui est posé n'est pas celui de la révolte contre l'oppression, c'est une chose évidente. Dans la lutte révolutionnaire, le choix des méthodes est essentiel. Deux exemples : Camillo Torrès et nous. Torrès a choisi la résistance violente. Il est mort, nous n'avons pas le droit de le critiquer. Statistiquement parlant, la mise en œuvre de la violence est inefficace. L'opresseur a pour lui les armes et la lâcheté des hommes.

Le Vietnam est, certes, un exemple stupéfiant de résistance populaire. Mais, au bout de 24 ans, on ne peut dire que leur victoire est absolue. Leurs objectifs, la réunification du Vietnam et la libération nationale, sont-ils atteints ?

Ce n'est pas encore gagné et il existe en plus une terrible menace de guerre civile manipulée par les U.S.A. Et puis, l'addition est lourde : morts, économie effondrée, pourriture du Sud, défoliation, intoxication des terres. Le pays a terriblement souffert pour des résultats incertains.

#### LE PRINTEMPS NON-VIOLENT DE PRAGUE

Extrait d'un article de Michel Tatu,  
« le Monde » du 21-8-73.

« Du 21 au 27 août (1968), date du retour de M. Dubček à Prague après la signature du « protocole » de Moscou, la Tchécoslovaquie connaît ses « six glorieuses », six longues journées pendant lesquelles, loin d'être subjugué par les tanks, le pays tout entier subscrit du côté des libéraux les plus radicaux, et livra à l'occupant une véritable guerre de résistance, non-violente certes, mais qui restera exemplaire. L'usage généralisé des radios clandestines, le recours systématique à la solidarité agissante de la population, la transformation du territoire en labyrinthe par le maquillage de millions de panneaux de signalisation, l'isolement total des « collaborateurs » qui, au lieu de voir leur heure venue, durent se terrer chez eux, tout cela méritera de figurer au rang des classiques de la « non-violence active »... Cette forme de résistance non-violente, adoptée spontanément par la population, aurait pu se prolonger beaucoup plus longtemps et conduire à une situation bien différente, si ses dirigeants n'y avaient mis fin volontairement par une politique de collaboration, synonyme de capitulation... »

Si, au départ de la guerre, lors de la nomination par De Gaulle, en 1947, de l'amiral d'Argenlieu comme gouverneur, les vietnamiens avaient désobéi civilement et massivement, la France aurait sans doute été très gênée et ils auraient eu une bonne chance d'avancer vers la libération. La France était alors très fragile, l'opinion mondiale était très hostile à la guerre et au colonialisme. Ho Chi-minh a alors tout fait pour avancer par voie de négociations. Ce sont les Français qui ont coupé les ponts, se servant du prétexte de la Cochinchine (qui avait seule le statut de colonie parmi ces Etats d'Extrême-Orient sous administration française). Son gouvernement étant plus dur que lui, Ho Chi-minh a dû se résoudre à la résistance violente... En France, on faisait valoir l'anticommunisme, la peur du rouge, pour justifier une répression qui engagea tout le cycle de la guerre. C'est l'histoire du chien à qui on inocule la rage pour le tuer. Je pense, moi, que l'image d'Ho Chi-minh comme homme de paix, patriote, ascète, d'une grande simplicité, est nettement plus juste que celle d'un guerillero.

Même Leclerc avait compris. Il fut alors désavoué et remplacé par un répressif, d'Argenlieu.

— Comment vous situez-vous, à présent, par rapport aux fondements moraux du communisme ou de l'anarchisme ?

— Je suis solidaire de toutes les aspirations au socialisme utopique ou non. Mais on en arrive toujours au choix des moyens. La mise en œuvre concrète du marxisme en U.R.S.S. a amené les gens à oublier de poser le problème de l'homme par rapport à la violence.

La « dictature du prolétariat », ce devrait être la démocratie intégrale. En Russie, ils ont pris le pouvoir POUR le peuple et non PAR le peuple. La seule révolution, c'est « par le peuple ». Quand on prend le pouvoir « pour le peuple » on se pervertit. Ce qui permet aussitôt aux dirigeants occidentaux de brandir l'anti-communisme en amalgamant valeurs vraies et effets réels. Les rapports humains sont faussés à la base, les hommes « autres » étant traités en choses ennemies.

— Bien. Mais lorsqu'une révolution, voulue par l'ensemble du peuple, est en marche, comment en défendre les premiers acquis contre les provocations du pouvoir ? En U.R.S.S., ils durent utiliser les armes pour résister à la contre-attaque des armées blanches...

— Il y a une sorte de désespérance qui fait entrer de suite dans une violence à laquelle nous sommes conditionnés par l'éducation et la culture ambiantes. Ce qu'il faut renverser, c'est le fait « violence ». Et on pense toujours qu'on va être un lâche si on y renonce... En



fait, le monde a besoin de se féminiser, l'Occident s'étant durci dans une fausse virilité, tel que l'acharnement au travail trop rationalisé, etc. Il faut compter sur les filles de maintenant pour remettre en cause tout cela et faire évoluer les mentalités.

— **Que pensez-vous d'une situation actuelle française qui tend vers une militarisation de la vie (répression policière, récentes déclarations de nombreux généraux et amiraux) ?**

— Soyons conscients que le microbe totalitaire est terriblement présent. Dès que les circonstances historiques se durcissent, ce microbe prend de la vigueur. Avec l'Algérie et l'O.A.S., on a failli sombrer dans une folie analogue au nazisme. Ce sont seules les circonstances historiques qui nous ont sauvé. Le barrage de Gaulle a servi. Actuellement, le microbe peut se développer. Il faut donc mettre en place une pédagogie curative ou préventive fondée sur l'éducation permanente et la non-violence.

— **Mais qui va s'en charger et, de plus, à l'intérieur du système existant ?**

— Il est inutile de compter sur l'Etat pour favoriser l'éducation permanente. Il faut donc des initiatives particulières.

Les gens sont anesthésiés par le mode de vie actuel, crevés, abrutis, amers. Ils n'ont plus de relations avec les autres ni de possibilités de recul et de réflexion, ce qui provoque un décrochage dramatique entre adultes et jeunes.

Il faut alors dégager des heures de réflexion pour les gens. Je sais par expérience que des gars qui découvrent l'éducation permanente à 35 ans se transforment à toute vitesse. Des groupes s'organisent spontanément, les gars définissent leurs besoins et c'est seulement alors qu'interviennent les animateurs pour leur fournir les moyens de cette recherche. Grâce à cela, tout le milieu rural danois a évolué d'un seul coup. Les paysans danois sont maintenant terriblement cultivés et l'on peut dire qu'au Danemark, grâce à un système similaire, tous les problèmes agricoles bretons auraient été résolus depuis 50 ans...

— **En qui avez-vous le plus confiance pour faire avancer les choses ?**

— Dans tous les milieux que je connais, ce sont les femmes qui évoluent, les hommes restant ancrés sur une vision de la société bloquée. Et ils deviennent méchants quand on les contre. Ainsi, dans la région, ma femme participe une ou deux fois par mois à des réunions de femmes de paysans qui ont lieu chez les unes et les autres à tour de rôle et où elles débattent entre elles de tous leurs problèmes.

Eh bien, il n'y a pas un seul groupe d'hommes semblable. Et, quand il y a une de ces réunions chez eux, les hommes disent bonjour et s'en vont.

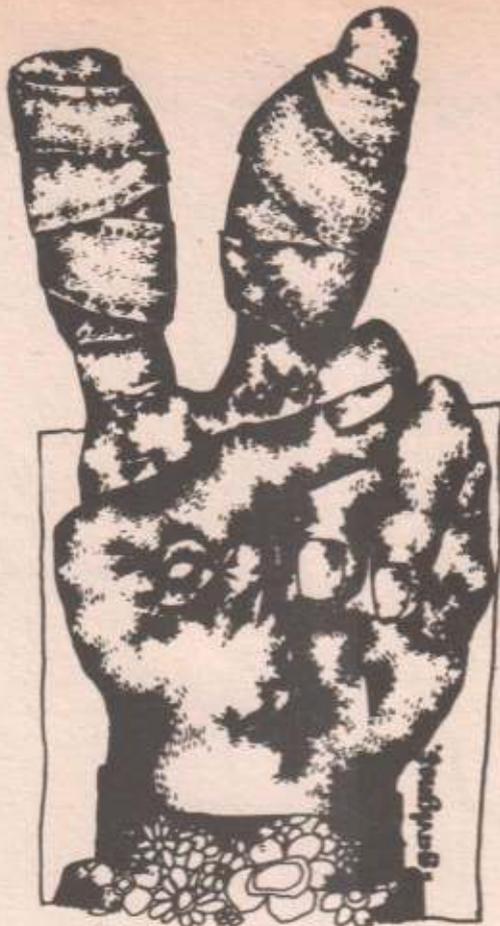
C'est pareil chez les bourgeois de Quimperlé...

— **Croyez-vous sincèrement à l'efficacité d'un tel réformisme ? Vous voulez seulement promouvoir une large méthode d'éducation permanente dans le cadre du système actuel, sans en contester les fondements ?**

— Il faut l'éducation permanente PLUS l'action révolutionnaire, comme à Mururoa et au Larzac. J'essaie aussi d'accélérer la prise de conscience. D'ailleurs, dans la région, ce sont les mêmes types que je retrouve partout. Dans une récente réunion organisée par les paysans et consacrée à la bombe et au Larzac, j'ai retrouvé bien des gars que j'avais vus en éducation permanente...

Tout doit être lié. Je suis aussi engagé dans « La Maïeutique », à Rennes, organisme lancé par un gars à partir de rien, où se pratiquent diverses formes d'expression, audio-visuelle ou corporelle. Beaucoup de gens y viennent, médecins, éducateurs, psychiatres.

Je m'occupe des travailleurs immigrés à Paris et je participe au Mouvement breton dans les



rangs du Bleun Brug (Brin de Bruyère) qui, à partir d'un fondement spirituel, tente de dégager une analyse politique et révolutionnaire...

— **Vous voulez contribuer avec d'autres militants de la non-violence à l'élaboration d'une pédagogie mais aussi d'une stratégie révolutionnaire non violente. Toute stratégie impose une cible précise. Seriez-vous par exemple disposé à engager la lutte contre la fabrication d'armes en France, et comment ?**

— Il faut d'abord définir ce qu'est la Défense nationale. Que voulons-nous défendre ? Est-ce l'hexagone ? les intérêts de Dassault, les rêves de Debré ? Pour moi c'est une communauté naturelle. Ensuite trouvons les moyens de défense les plus appropriés, en supposant que cette communauté est menacée. La défense non basée sur la force armée est possible. C'est même la seule possible aujourd'hui compte tenu du suicide nucléaire (cf la chanson : à tant jongler avec la bombe, un jour faudra bien qu'elle tombe, N.D.L.R.). Il faut donc que l'armée elle-même étudie la défense civile non violente. Moi, je récuse le pacifisme qui voudrait supprimer l'armée d'un trait de plume. Il faut rendre la non-violence crédible à la fois à l'armée et à la population, en partant des exemples concrets que tout le monde connaît : César Chavez, Gandhi, le Larzac, Prague. Il faudrait aussi, je pense, mobiliser l'opinion publique pour la libération de la réflexion des militaires et exiger que les non violents puissent s'exprimer à l'intérieur des centres de formation militaire. Le général Buis, grand défenseur de la force de frappe, dirige un centre de « rénovation de la pensée militaire ». Je vais lui demander qu'un débat sur la défense non violente s'y instaure. Ouvrons les casernes à une réflexion objective sur la non-violence. Elle est bien étudiée par les militaires anglais...

Beaucoup d'officiers, je le sais, se poseraient alors bien des questions. Il faudrait que la nation pollue de bonne manière l'armée. Sinon, l'armée va se refermer sur elle-même et le gouvernement pourra la manœuvrer à sa guise. Et un militaire qui se pose des questions est sur la bonne voie... Il faut donc créer les conditions politiques permettant une action sur un point précis et relativement réaliste. Exiger que les gens soient autorisés à réfléchir... Ça donne le printemps de Prague.

— **Avez-vous, lors de votre carrière militaire, sur les lieux de combat, été directement confronté à une attitude non violente efficace ?**

— Oui, dans le maquis des Ardennes. J'y suis arrivé persuadé de l'usage nécessaire des armes. J'y ai vu des réfractaires au STO. J'ai voulu en faire des soldats pour attaquer les Allemands. J'ai eu du mal. Ils étaient traumatisés par l'image même de l'occupant. C'est pourquoi les actions proprement militaires furent rares et peu efficaces. Mais le symbole du réfractaire, du refus d'obéissance a été de plus loin le plus efficace aux yeux de la population. De plus, il n'y eut, dans ce maquis pas la moindre exaction. Nous avions deux prisonniers allemands qui furent parfaitement traités. Ils auraient très bien pu s'évader. Au lieu de cela, alors que j'avais été blessé à la jambe par des éclats de mortier, ils m'ont porté pendant plusieurs mois, sur un brancard, à travers le maquis...

La vraie résistance, c'est la désobéissance, c'est un dynamisme révolutionnaire à l'intérieur du pays.

Ceux qui, actuellement, sous la bannière de Debré, préconisent la guerre atomique, sont totalement dépassés. Pour moi, la Défense nationale, c'est chaque être qui refuse l'oppression...

— **Il semble pourtant que les gens du haut Etat-major aient senti ce risque pour eux et les récentes déclarations du général Beauvallet visent clairement « l'ennemi intérieur » ?**

— Ce n'est pas tout à fait cela. Beauvallet part d'un dogme absolu. Pour lui, la Défense nationale, c'est la dissuasion plus la bombe. Sa logique fait que tout ce qui empêche la mise en œuvre d'un tel système est considéré comme hostile au pays, c'est l'ennemi. C'est à partir de cela, qu'il préconise une mainmise de l'armée sur le renseignement intérieur... L'atome est une folie. On en tire un postulat et une logique. C'est du domaine de la psychanalyse...

Voilà, en gros, ce que dit Bollardière. On vous le livre en vrac tel quel. Vous êtes assez grands pour faire le tri. Les « réalistes » le traiteront d'utopiste, sans se rendre compte que l'utopie, en la matière, est raisonnable, mieux, rationnelle (4). C'est ça ou crever en masse, avec l'air réjoui de ceux qui, avant de mourir, ont créé des « dommages sérieux à l'ennemi ». Ah, la belle jambe ! Mais, bien entendu, ceux qui, généraux de tout poil, s'amuse à guerroyer avec les évêques de toute confession, savent très bien que la non-violence ne vise pas seulement à supprimer la bombinette mais aussi à mettre aux oubliettes de l'esprit un système oppresseur basé sur la violence, celle du capitalisme en ce qui nous concerne. Bollardière a renvoyé sa Légion d'honneur à Pompidou. Massu n'a pas renvoyé sa baignoire. Elle pourrait encore servir ! Contre les non-violents par exemple. Ces emmerdeurs qui veulent pas seulement changer de chef mais aussi de vie. La vie.

Arthur

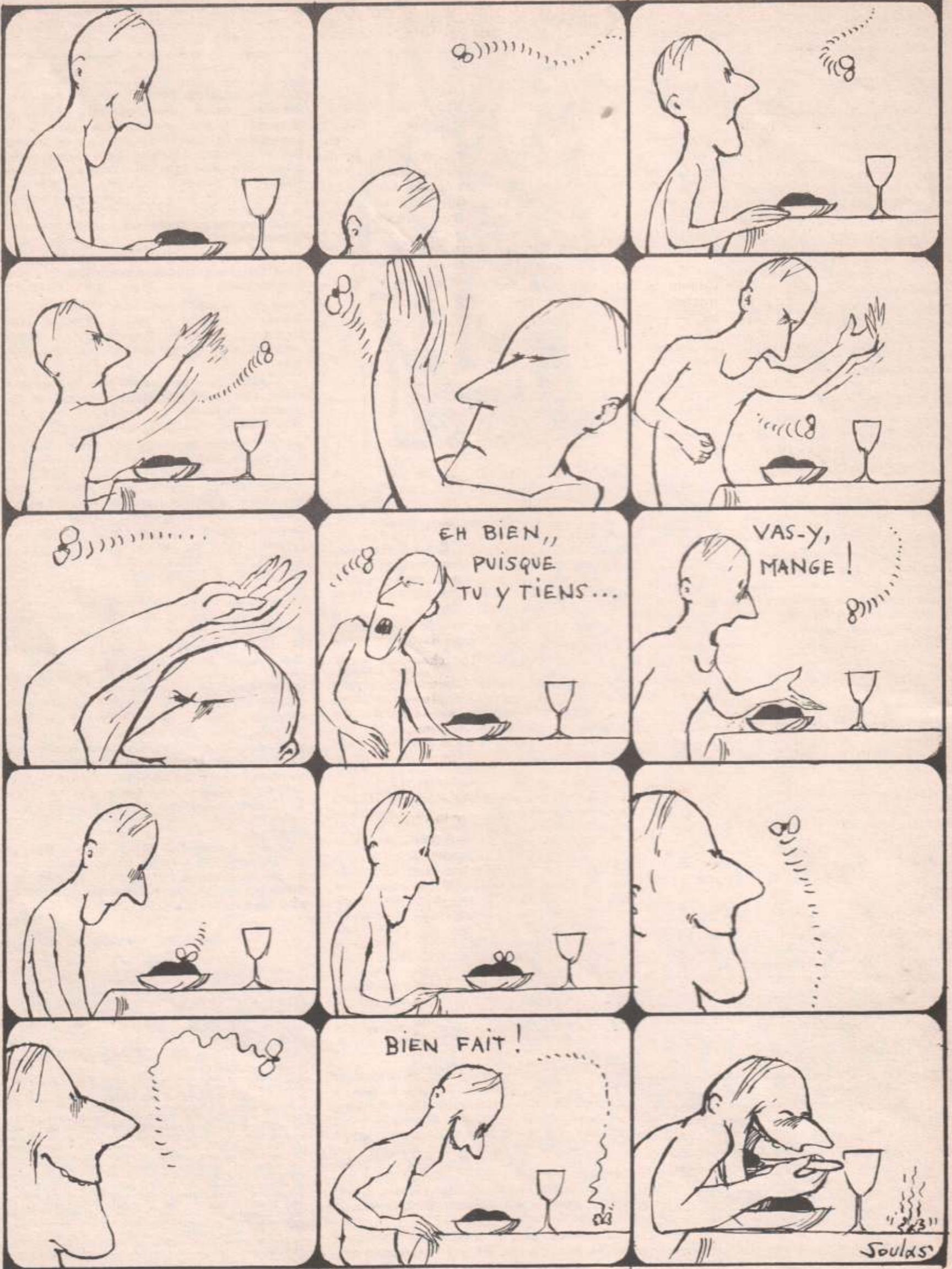
(Interview recueillie par Mabilie)

1) Pour les pas-informés, Bollardière avec l'abbé Touret, l'écrivain J.-M. Muller et Brice Lufonde, dits Amis de la Terre, faisait partie d'un commando chargé de surveiller les essais de la bombe française à Mururoa, en juillet.

2) Voir encadré ci-joint sur le printemps de Prague. Lire aussi « Techniques de la non-violence », par Lanza Del Vasto et les ouvrages de J.M. Muller, Journal de base : « Combat non-violent », Vendanges, 42,500 Neulise.

3) A lire : « Bataille d'Alger, bataille de l'homme », par le général de la Bollardière, chez Desclée de Brouwer, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

4) Utopiste... ou autre chose, Bollardière (et nous aussi qui marchons dans le truo en causant aujourd'hui avec lui et pas avec Jean Rostand, ou ma voisine, ou quelqu'un du M.P.D.L., pour lui demander d'être l'oracle de la non-violence) a la malchance d'avoir eu du succès, d'être devenu vedette. Il faut donc qu'il arrête le cours de sa pensée pour la Wrrer au micro ou au papier. Pourtant, il n'avait pas fini son petit tour de ménages. Il n'est pas encore allé au bout de son analyse, de ses refus, c'est certain. Sa tête de boy-scout bienveillant est encore pleine d'une partie du fatras que ses bons pères y avaient fourré en même temps que le « certain idéal » qui fit de lui un militaire. Il sait certaines choses, il sent certaines autres, mais il croit encore en trop de trucs : en l'homme, en la femme-féminine, en Dieu, en une armée pacifique, en demain plus beau qu'aujourd'hui grâce au Saint-Esprit et au brin de bruyère... Néanmoins, espérons-le, ses gestes, ses paroles, peuvent servir à des non-violents plus radicaux, plus réalistes que lui, ils peuvent aussi constituer l'introduction à un débat, c'est la raison pour laquelle ils figurent dans la « Gueule Ouverte », Isabelle.



# annonces

## 67 - BRUMATH

Les pouvoirs locaux ont décidé, sans consultation préalable de l'opinion publique, le passage de l'Autoroute A 34 Paris-Strasbourg au milieu de la forêt de Brumath. De plus, il a été décidé en haut-lieu de l'implantation d'une aire de stationnement avec motel, boutiques et tout le bazar.

La forêt de Brumath, forêt communale, est la dernière des forêts environnant Strasbourg non encore saccagée. Or elle ne comporte que 450 hectares environ. L'autoroute elle-même en prendra déjà 15 hectares, l'aire de stationnement 17 hectares, ce qui fera environ 7 % de la superficie totale de la forêt.

Le schéma de l'histoire est bien classique : les pouvoirs publics mettent tout le monde devant le fait accompli, au fur et à mesure, et quelques indiscretions réussissent à filtrer.

Contactez M. Christian Huffling, maison forestière, 67170 Brumath. Qui nous précise que la nappe phréatique de la vallée rhénane a baissé depuis deux ans de deux mètres. Or les forêts servent à maintenir l'eau à un certain niveau.

## 77 - MELUN ET PARIS

Rencontre. - Coordination Ecologiques - 20 et 21 octobre. Renseignements : Nature et Vie 77, 3, rue de la Paix, 77690 Montigny-sur-Loing.

Le groupe parisien de Pollution Non recherche un local. S'adresser à J.-P. Xavier, 11, avenue Constant-Coquelin, 75007 Paris.

## ALPES

J'ai un cousin paysan. Il y a cinq ans, il n'avait qu'une jument comme moyen de transport et de traction. Puis il fit un gros héritage. Alors la jument fut vendue et, à sa place, vinrent successivement, un tracteur et une charue, une botteuse, un épen-deur, un endendeur, une 2 CV pour son fils et tout récemment la machine à traire. Dans un hameau comme Brutinel où il y a six exploitations agricoles en « état de marche », on compte cinq tracteurs et une mule. Nous avons notre petite industrie (qui ne pollue pas si l'on en croit les gens du pays : à part le petit torrent avec l'extrait d'eau de Javel et les coquilles d'escargots). Car ce n'est pas une industrie comme les autres. On importe les escargots de Tur-

quie, on les met en boîtes et on les envoie. Elle emploie une trentaine de personnes par période. Il faut dire aussi que les Hautes-Alpes est un des départements de montagne les mieux équipés au point de vue machines agricoles. Enfin, faut pas se plaindre, on consomme pas trop d'engrais chimiques ; on préfère le fumier, c'est moins cher.

Si des gars plutôt « écologistes » veulent cultiver en « bio » sans tracteur et machines agricoles qu'ils m'écrivent. Je peux leur donner des adresses de villages ou hameaux tranquilles sans routes nationales pour les emmerder. Ils peuvent trouver une place ou dans la région du vieux matériel à traction animale. (...).

Philippe Isnard, chez M<sup>me</sup> S. Didier, Brutinel, 05500 Saint-Bonnet-en-Champsaur.

## BORDEAUX : FESTIVAL DE LA PRESSE LIBRE

« Pourquoi ? par nécessité et utilité de ce genre de retrouvailles, besoin de serrer les coudes (les ennuis récents), pour le plaisir, pour les curieux, pour les calories, les gueules ouvertes et les imprévus à venir ».

« Venez vous-mêmes. Envoyez-nous vos journaux. Au choix. Soit vous vous occuperez de votre stand disponible, soit on s'en charge. Des spectacles sûrs chaque soir... »

Je viens de démolir un tract magnifique. Le mieux, c'est de le demander à Christian Levraux : « Pieds Nicklés Superstars », 3, rue Marengo, 33000 Bordeaux. Il vous en donnera d'autres encore plus beaux.

## QUIMPER

Création d'un groupe « Nature et Vie de Cornouaille ». Entre autres choses, coop. produits bio. Joindre Jacky Le Roy, 5, rue A.-Briand, 29000 Quimper.

## COMITE DE DEFENSE DE CAPBRETON-HOSSEGOR ET ENVIRONS

(12, avenue de Verdun, 40130 Capbreton).

Le Comité se propose de défendre les sites ; les habitants et les touristes de Capbreton-Hossegor contre les projets de la Mission Interministérielle d'Aménagement de l'Aquitaine. Ces projets dénatureraient ces

belles stations par l'implantation massive du tourisme industriel, par la transformation d'espaces naturels libres en espaces payants et par la densification d'agglomérations déjà saturées en été. En particulier, d'après le projet de Z.A.C., les derniers espaces libres et gratuits en bordure du port seraient utilisés à des fins spéculatives et l'erreur écologique des constructions sur la dune serait commise une fois de plus.

Le Comité réclame un moratoire, c'est-à-dire la suspension des opérations, en particulier immobilières, dont les effets sont irréversibles, — afin que puissent être menées les études nécessaires sur leurs conséquences économiques, sociales et écologiques. La Côte Aquitaine n'est pas à vendre. Les travailleurs et la population doivent définir et imposer le développement et l'évolution qu'ils jugent souhaitable pour leur région.

Le Comité est affilié au « Comité de Défense de la Côte Aquitaine » présidé par B. Charbonneau.

## BORDEAUX :

### Les chasseurs sont des cons

Manifestation pour que cessent les massacres d'oiseaux migrateurs dans l'Aquitaine. Le 21 octobre 1973, à 10 heures aux Halles de Bordeaux.

## COOP. BOUFFE. BIO.

### sur la région parisienne

Permanences et rencontres, chaque vendredi de 18 heures à 21 heures, au local de la Coopast, 22, rue du Faubourg-du-Temple, 75011 Paris, métro République. Ou tél. 355-66-88 la semaine entre 16 et 19 heures.

## De la pub pour l'agrobio. :

### L'ENCYCLOPEDIE PERMANENTE D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Pour la première fois va sortir un ouvrage de base essentiel sur l'agriculture biologique et ses diverses méthodes mais cette fois-ci sans référence à une firme commerciale quelconque ni aux produits qu'elle vend.

Cette « Encyclopédie » comportera d'abord une présentation scientifique très approfondie des bases de l'agrobiologie, faite par de nombreux chercheurs (agronomes, pédologues, microbiolo-

gistes, zoologistes, écologistes, œnologues, biodynamistes, etc.). Car à la différence de l'autre, l'agriculture « biologique » devra quant à elle être obligatoirement objective et donc reposer sur l'observation scientifique, (on n'y échappe pas !).

Mais le bouquin contiendra surtout l'étude complète des techniques utilisées en agrobiologie et admises par « Nature et Progrès » (engrais, amendements, produits de traitement, façons culturales, outils, assolements, cultures et engrais verts, etc.), les diverses manières de recycler la matière organique, des plans de culture et d'élevage par spécialité, des monographies détaillées de fermes existantes, les procédés de transformation des produits agricoles conservant la qualité biologique, etc.

Enfin les réponses au grand problème qui se pose à l'agriculture « chimique » qui convertit sa propriété ou au citadin qui revient à la terre : Comment faire ? Par où commencer ? D'où les plans de reconversion qui avec un tas d'adresses compléteront cette colossale « somme » de plus de 500 pages.

On pourra même recevoir trois fois par an des mises à jour à incorporer par la suite dans le bouquin (reliure mobile). Tout ça fera un truc assez cher certes mais irremplaçable en agrobio, le truc qu'on garde toute une vie (comme son slip) et d'ailleurs qu'on peut acheter à plusieurs (car c'est pas un bouquin qui doit rester sur les étagères).

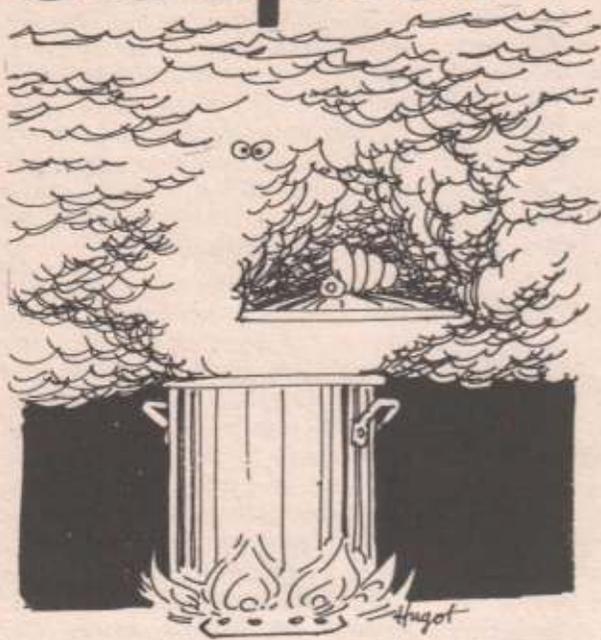
En souscription chez l'éditeur (un amateur qui y croit et qui travaille bien : quadrichromie partout, plein de photos et dessins) au prix de 150 F (au lieu de 180 F à la sortie, 4<sup>e</sup> trimestre 1973). Hâtez-vous de lui écrire : Henri Messerschmitt, 139, rue de Longchamps, 75116 Paris.

## NON - TOX.

## EN DIRECT RADIO-LIP

Pour se décrocher les oreilles, pour fermer les yeux sur l'into tox patronale de la grande presse, on peut écouter le journal sonore diffusé en cassettes par les travailleurs de Lip. Vingt francs au numéro, cent francs pour l'ensemble des cinq premiers, port compris. Ecrire à Lip : Jean Zay, Popularisation-cassettes, 25, Besançon. Rédiger les chèques à l'ordre de : Fonds de solidarité Lip.

# COQUEFREDOUILLE



**COQUEFREDOUILLE s. m.**

(orig. inconnue)

Anc. et provinc., Jocrisse,  
homme qui aime à s'occuper  
des bas soins du ménage

Encyclopédie Universelle  
du XXe siècle

Tome IV

Paris - Librairie Nationale

Illustrée - 1904

P.S. — Jocrisse : Benêt qui se laisse du-  
per (Larousse).

## LES EAUX MINÉRALES SONT-ELLES POTABLES ?

### DU CHAMPAGNE !

Le Bordeaux est curieux, le Beaujolais pléthorique et le Champagne douteux : les cuvées de deux ou trois maisons champenoises sont victimes d'un mal mystérieux, et totalement contaminées par... ? Les laboratoires procèdent aux analyses, mais les résultats ne sont pas communiqués. Traitement des vignes, stockage des bouchons, ou bien autre chose ? En tout cas, il aurait un drôle de goût, ce champagne ! Et serait même impropre à la consommation. Et nos exportations alors ! pas de promotion sociale ou familiale sans champagne, en France comme au Texas. Bof ! vu que pour l'instant, à part un article dans « les Informations » et ces trois lignes dans la « G.O. » — journaux d'aussi grande diffusion l'un que l'autre — personne ne semble être au courant, la vente se porte bien, merci. Doivent avoir des cuves non contaminées en réserve, à Epernay.

### DE L'EAU !

Il nous reste l'eau, mais laquelle ? Les nappes phréatiques sont alimentées par les précipitations atmosphériques s'infiltrant dans un milieu minéral et se concentrant sur des couches géologiques. L'eau sort naturellement du sous-sol par les sources ou les puits artésiens. Comme elle possède un grand pouvoir solvant, elle sort chargée de sels minéraux dissous, quelquefois de gaz ou de matières organiques. On retrouve calcium, magnésium, sodium, potassium, bicarbonate, chlorures, phosphates, nitrates, dans toutes les eaux minérales (on dit aussi salines). Certaines possèdent des traces d'oligo-éléments comme le fluor, le plomb ou l'arsenic. Lorsque la teneur en matières organiques est trop élevée, on traite l'eau,

ou on supprime la cause de cette pollution. Pour les eaux embouteillées, il n'y a pas de tolérance microbienne. Les analyses physico-chimiques et bactériologiques des différentes eaux, permettent de les classer en catégories, suivant la prépondérance de tel ou tel élément : les eaux sulfureuses, chlorurées sodiques, alcalines, calciques et magnésiennes, ferrugineuses ; ou suivant leur minéralisation totale : à moins de 100 mg par litre, il s'agit d'eaux faiblement minéralisées ; au-dessus de 100 mg d'eaux fortement minéralisées. La radioactivité présente dans certaines eaux ne doit pas elle non plus dépasser la norme officielle, (1) pas plus que les traces de fluor (1 mg par litre au maximum).

La dureté totale d'une eau, c'est sa teneur en calcium ou en magnésium. 1° F équivaut à 10,3 mg par litre de carbonate de calcium ou 8,7 mg par litre de carbonate de magnésium. Les eaux très douces vont de 0 à 7° F, les eaux dures de 30 à 40° F.

Voilà en gros ce qu'on doit savoir sur les eaux « minéralisées ».

### QU'IMPORTE LE FLACON POURVU QU'ON AIT L'VRESSE

Maintenant, pourquoi boire Perrier plutôt qu'Evian, Vittel, Vichy, Contrex, Hépar, Badoit, Volvic... ? Ça dépend de la campagne de publicité, des industriels et de votre subconscient — suivant que vous vous voulez play-boy ou pin-up, ou que votre foie vous tracasse plus que vos cellules...

La législation française des eaux minérales est particulière et n'a rien à voir avec celle des autres eaux embouteillées et celle des eaux d'adduction publique.

— La dénomination **eau de source** est réservée aux **eaux potables**, c.a.d. aux eaux bonnes pour l'alimentation humaine introduites à leur lieu d'émergence. Cette exploitation nécessite une autorisation préfectorale.

— La dénomination **eau minérale**, eau minérale naturelle, est réservée aux **eaux douées de propriétés thérapeutiques** (il n'est pas dit : « potables »...). Cette exploitation doit être autorisée par décision ministérielle après l'avoir été par l'Académie de médecine.

La déferrisation et le mélange de ces eaux peuvent être autorisés.

— La dénomination **gazeuse** est réservée aux eaux naturellement gazeuses ou à ces mêmes

eaux regazéifiées avec le gaz provenant de la source.

— La dénomination **eau minérale artificielle** est réservée aux **eaux potables additionnées** de matières premières dont la fabrication ne peut avoir lieu sans l'autorisation du préfet du département.

— Même chose pour les **eaux potables rendues gazeuses**.

Ces dénominations doivent être indiquées sur les bouteilles ainsi que les renseignements sur la source et son exploitation.

Une eau potable, à l'exclusion des eaux minérales, doit satisfaire aux normes suivantes :

— ne pas contenir de germes pathogènes ou fécaux ;

— ne pas présenter d'indices de pollution chimique ou de concentration en substances toxiques comme le plomb, l'arsenic, les cyanures, le cuivre, le chrome hexavalent ;

— ne pas avoir une minéralisation totale supérieure à 2 g par litre ;

— ne pas dépasser une dureté maximum de 30° F, le degré optimum se situant entre 12 et 15° F ;

— ne pas avoir une teneur en sulfate ou en chlorure supérieure à 250 mg par litre, et en magnésium supérieure à 125 mg par litre. Les textes prévoient également les périmètres de protection, les analyses périodiques, le conditionnement des bouteilles. Pour les eaux minérales sont prévus la déferrisation et le transport par canalisation au lieu d'embouteillage.

L'application des différents règlements est souvent aléatoire par suite de la faiblesse des moyens de contrôle officiels face à la puissance des groupes industriels qui exploitent les eaux minérales.

Par exemple, il n'est pas interdit de vendre en bouteilles comme « eau de source » ou « eau de table » de l'eau d'adduction publique si les analyses la reconnaissent POTABLE.

D'autre part, les eaux minérales ne sont pas tenues de répondre aux normes de dureté des eaux d'adduction ni à celles de minéralisation totale.

normes : eau potable	Dureté	Minéralisation
	30° F	2.000 mg/l
Vittel Hépar	175° F	2 836
Perrier	36° F	634
Volvic	5° F	110
Contrex	125° F	3 242
Evian	29° F	502
Badoit	76° F	917
Vichy Etat	27° F	7 106
Vichy Ste-Yorre	13° F	6 871
Vittel Gde Source	65° F	1 131

On voit que devraient être considérées comme « non potables » : Vittel, Hépar, Vittel Grande Source, Perrier, Contrex, Badoit, Vichy Etat, Vichy Saint-Yorre.

Quant aux vertus thérapeutiques des différentes eaux minérales, elles ne varient pas beaucoup d'une étiquette à l'autre, qu'il s'agisse d'une eau bicarbonatée calcique et très peu minéralisée comme Volvic ou d'une eau très minéralisée, sulfatée calcique comme Contrex. Vittel n'indique rien alors que les cures d'eau se font là-bas sous surveillance médicale, et Perrier, elle, se contente de « couper la soif sans couper les jambes ! »

L'organisation mondiale de la santé s'est penchée sur le problème et les conclusions du groupe de travail qui cherchait un projet de norme régionale européenne pour les eaux minérales sont formelles :

— rien ne permet d'attester la véracité des vertus thérapeutiques ni l'avantage pour la santé de l'absorption d'eaux minérales ;

— certaines eaux employées exclusivement peuvent être nocives.

**L'eau minérale est un mythe, et qui rapporte beaucoup !**

A l'origine, l'eau minérale se vendait comme un médicament, en pharmacie ; elle est devenue produit de consommation de masse. On achète du rêve, de la santé, l'eau neuve de nos cellules ! et on dépense mille fois plus pour de l'eau minérale que pour celle du robinet.

Chaque Français consomme en moyenne 45 l d'eau minérale pour 40 m<sup>3</sup> d'eau du robinet. En 1975, l'I.N.S.E.E. prévoit que nous en serons à 63 l. Et après ? L'I.N.S.E.E. ne se prononce pas plus avant... En 1980, il n'y aura peut-être plus du tout d'eau... digne de ce nom. Alors, dépêchez-vous d'en profiter, les exploiters de « sources de vie ! ».

En 1971, il a été vendu 2.400 millions de litres d'eau minérale, soit près de 155 milliards d'A.F. dépensés par les consommateurs.

Trois sociétés contrôlent près de 96 % de la production française :

— Le groupe PERRIER contrôle 50 % de la production nationale. En 1971, son chiffre d'affaires s'est élevé à 57,9 milliards d'A.F.

— La Société des Eaux d'Evian appartient à B.S.N. (pour le contenu... et le contenant). Son chiffre d'affaires était en 1971 de 21,62 milliards d'A.F.

— La Société des Eaux minérales de Vittel, dont le chiffre d'affaires était, à la même époque de 31,17 milliards d'A.F. Eau minérale, source de profit. Alors boycotter l'eau minérale ?

A nous d'exiger que l'eau d'adduction publique, potable, certes, soit également agréable au goût. Certains quartiers de Paris sont desservis par de l'eau de source (notamment l'Elysée, ça doit être par hasard). Et cette eau-là, qu'on achète par ailleurs 70 c le litre comme eau de table sert aussi bien à allonger le pastel qu'à nettoyer la cuvette des chiottes à raison de 9 l d'eau chaque fois qu'on tire la chasse ! oui, ça vous rappelle la bande dessinée de la couverture de la « G.O. » du mois dernier ! Si on était des journalistes stylés, on l'aurait mise à côté de ce papier pour « égayer ».

## A LA SOUPE

C'est le moment de faire les confitures. Avec les baies noires de sureau, on fait de la gelée, de la même façon qu'avec les groseilles. Avec les coings, on peut faire de la gelée et de la pâte de fruit, et avant que les feuilles tombent, préparez donc quelques litres de vin de pêcher.

### GELEE DE COINGS

— Frotter les coings (non traités si possible) pour enlever le duvet plucheux.

— Couper les fruits en quartiers en rassemblant les cœurs dans un petit sac en toile, et mettre le tout dans une bassine, recouverte d'eau fraîche (environ 1 l d'eau par livre de fruits).

— Amener à ébullition et cuire à feu doux 1 heure à 1 heure 30 environ.

— Laisser égoutter le tout, sans presser, pendant une heure, sur un tamis.

— Peser le jus et mettre 800 g à un kg de sucre roux par kg de jus. Bien mélanger et faire cuire rapidement 20 à 25 mn maximum.

Mettre tout de suite en pots et laisser refroidir avant de couvrir.

### PATE DE COINGS

C'est fait avec la pulpe de coing restant après la gelée. Passer la pulpe au moulin à légumes (à grille fine). Peser et ajouter le même poids de sucre. Faire cuire en tournant sans arrêt jusqu'à ce que la pâte se détache de la casserole. Verser dans un moule huilé (couvercle de boîte en fer blanc, genre boîte à gâteaux), et saupoudrer de sucre semoule. Laisser sécher 4 à 5 jours. Découper et conserver dans une boîte en fer.

### VIN DE PECHER

Un litre de vin rosé à 12 degrés, 1 verre d'eau de vie, 200 g de sucre de canne, et 125 feuilles de pêcher. Laisser macérer le tout dans un bocal fermé pendant 40 jours. Filtrer et mettre en bouteilles.

### RECETTE EN VRAC

#### Salade de choux rouge aux pommes

Découper le chou rouge en lanières fines. Mélanger avec des tranches de pommes, des

cerneaux de noix, de l'ail. Assaisonner avec huile d'olive et jus de citron, et un peu d'huile de noix si on en a.

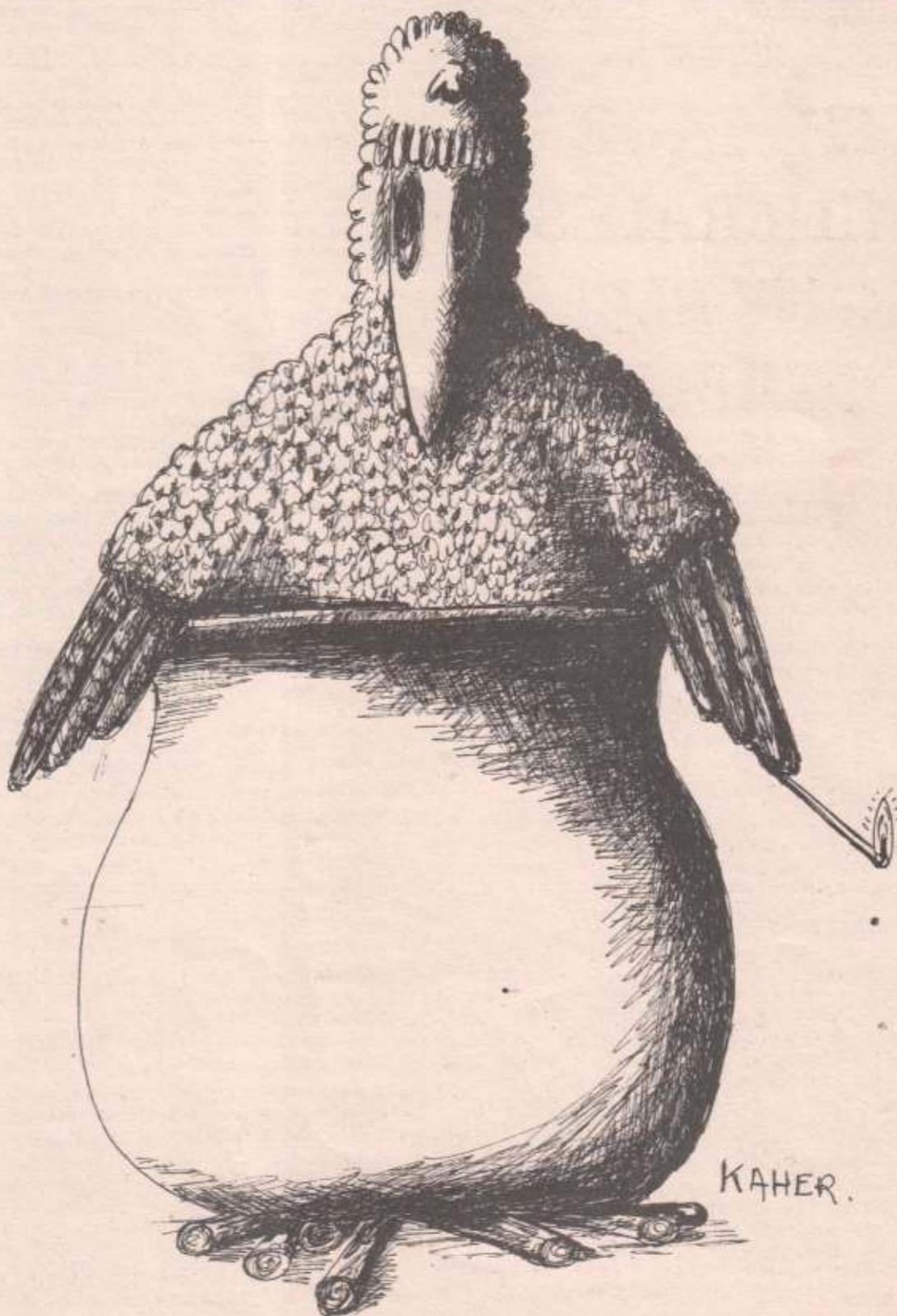
**Caviar d'aubergines :** Couper la queue des aubergines, les mettre au four en les tournant fréquemment pour qu'elles deviennent bien molles. Les retirer, fendre la peau, enlever la chair et la travailler dans une terrine avec du sel gris, un hâché d'ail, d'échalotte et de l'huile d'olive vierge extra versée goutte à goutte. Servir bien froid avec des olives noires.

#### Gnocchis à la Yougoslave :

Il faut environ 1 livre de farine pour un kg de pommes de terre. Faire une purée très épaisse, sans lait ni eau et la mélanger à la farine. Saler légèrement. Etaler cette pâte comme pour une tarte. Dénoyauter des quetches. Enfermer chaque quetche dans un carré de pâte. Bien sonder les bords et faire blanchir à l'eau pendant un quart d'heure environ. Quand les gnocchis remontent à la surface, les égoutter, les mettre dans un plat, arrosés de beurre fondu, de chapelure et de canelle sucrée. Passer au four.

Danielle

(1) Mes sources sont curieusement muettes sur cette norme.



# DU REPOS! DU REPOS!

« Et cependant, en dépit de la surproduction de marchandises, en dépit des falsifications industrielles, les ouvriers encombrant le marché innombrablement, implorant : du travail, du travail. Leur surabondance devrait les obliger à réfréner leur passion. Au contraire, elle la porte au paroxysme ».

Paul Lafargue,  
Le Droit à la paresse  
1881.

Dès la prime enfance, le conditionnement s'impose dans des cervelets encore fragiles : tu dois travailler pour gagner ta vie, avoir une situation. Nous les parents, les éducateurs, on est là pour t'aider à te démerder tout seul dans la jungle sociale. On se tue au boulot pour toi. Tout ce qu'on fait, c'est pour toi, pas pour nous. Le jour où on sera plus là, tu seras bien obligé de bosser comme tout le monde. Tu sais, on te laissera pas de rentes... » Le bambin échappe-t-il à ce bourrage de crâne parental ? L'école se charge de lui apprendre les vertus du travail et l'église de l'effrayer avec le spectre de la paresse, mère de tous les vices. On lui enseigne ce qu'il faut penser de peur qu'il n'apprenne comment penser. L'écolier qui révasse sur sa feuille blanche est plus sévèrement puni que le tâcheron qui rend un devoir appliqué mais obtus où le maître a noté dans la marge : du travail, peut mieux faire. Comme pour empêcher que l'idéologie refroidisse après cuisson, on sermonne le petit à intervalles rapprochés avec le fameux : et plus tard, mon enfant, as-tu pensé à ce que tu voulais faire ?

L'émulation aidant, on suggère, comme ton papa ? Et le papa s'indigne : « ah, non, alors, ce foutu métier, je le pousserai pas dans cette voie ». Si l'enfant, se laissant glisser sur la pente de sa perversité naturelle, précise qu'il ne veut rien foutre, on le console d'une tape condescendante : « c'est normal,

tu es trop jeune pour être fixé exactement ».

Bon, le temps passe, le jeune homme rétif se voit conseiller amicalement mais fermement de chercher du travail. Il est « en âge ». Et puis, mieux vaut ça que traîner pour rien dans une culture-générale-non-en-prise-directe-avec-les-réalités-de-la-vie. On s'occupe de lui, on se met en quête d'une bonne place. On lui fait miroiter les mille balles par mois pour débiter c'est pas rien, avec lesquels il va pouvoir se payer la moto de ses rêves. S'il a le bonheur d'avoir parents fortunés, on le pousse à se farcir la tête d'une logomachie livresque et hautement spécialisée, tout sur la reproduction des protozoaires à déclinaison binaire, supposée ouvrir des débouchés. Avec au bout, toujours, la situation bête, une fameuse dot pour épouses virtuelles, car, n'est-ce pas, le fin du fin c'est le mariage, les mômes, le F4, la valse des objets à crédit, la vie en 24 versements, partez tranquilles vous payerez en rentrant, toute cette glu où le néo-adulte va enliser sa vie. A jamais. Qu'il soit capitaliste consentant, communiste algérien, gauchiste en molotov, le consommé ne remettra plus jamais en cause sérieusement la nécessité du travail rémunéré, du salariat. S'il milite, au mieux, pour changer le système, sa sollicitude n'ira jamais au glandeur patenté que sa paresse isole dans le ghetto des marginaux réacs.

## « O PARESSE MERE DES ARTS... »

Il serait bon qu'un universitaire laborieux fasse un jour une thèse sur cette perversion de l'idée du travail, assimilée aujourd'hui à toute activité sociale. Jadis, chez nos grecs nourriciers, le para-site (qui dine chez) n'était pas considéré comme un parasite mais comme un être de bonne compagnie à qui on ouvrait avec plaisir le frigo. En échange, le parasite distrairait l'assistance, mettait du sel sur l'ordinaire conjugal et gagnait son bifsteack avec quelques saillies ou facéties de bon goût. On était loin des files honteuses de chômeurs alignés devant les bureaux de la main-d'œuvre, la carte pointeuse à la main et l'air du mec pris en flagrant délit de feignandise. Aujourd'hui, les syndicats même les syndicats, supposés défendre les salariés, ne parlent que stabilité de l'emploi, création massive de postes et ponctuent leurs communiqués victorieux du dérisoire : « le travail a repris ». Quel travail ? Armement

comme chez Lip-Janus, godasses pour mémés du 16<sup>e</sup> comme à Jourdan-Romans, aluminium bouffeur de bauxite et cracheur de boues rouges comme à Péchiney-Noguères ?

Et le temps de travail ? Si on en veut aux partis et syndicats dits ouvriers (qu'on préfère aux patrons, ceci dit pour les confusionnistes) c'est pour leur prétention à se dire révolutionnaires, alors qu'ils sont tout juste réformistes timorés, utopistes vétéreux. La semaine de 40 heures, c'est pas sérieux en 1973 alors qu'il y a un siècle, Lafargue, gendre de Marx, proposait la journée de trois heures. Au-delà, aurait pu ajouter Fourier, on se lasse et ce qui était plaisir, jouissance, voire attraction passionnée devient morne obligation. Rezvani, que je verrais bien à la place de Séguéy, dirait : soyez un homme lent (G.O. n° 9). A quand le discours syndical et télévisé suivant : « Débrayez, freinez, jouissez. On ne met pas la jeunesse, pas plus que la vie sous séquestre. Refusez d'apprendre un métier, de vous scléroser en vous spécialisant, d'équarrir votre cerveau pour qu'il s'emboîte dans la case qu'on lui a réservée. Vive la philosophie du poil dans la main. Si on vous dit : où tu bosses ? Répondez : « pas d'insultes. »

## ... ET DES NOBLES VERTUS,

Feignanter aujourd'hui a un sens bien précis : le refus des standards de vie productivistes. L'envoi d'une lettre de démission est un des actes libres les plus jubilatoires qui puissent exister. Demandez à ceux qui ont osé. C'est autrement révolutionnaire qu'une quelconque « augmentation du pouvoir d'achat », laquelle ne fait que conforter un système capitaliste qui a besoin pour vivre de consommateurs, comme Galbraith l'a montré dans son analyse de la techno-structure.

Heureusement le ras-le-bol arrive. Les syndicats intégrés (et même alignés) de type allemand, sont débordés par la base sauvage, on ne parle plus quantité mais qualité. Le capital réagit : Riboud (B.S.N.) et Pompidou lancent le gadget « qualité de la vie » et mettent un fonctionnaire à la tête d'un ministérielon « bonheur-nouvelle société. » (D'Iribarne, voir « G.O. » n° 11.)

Bref, on va faire aimer aux gens leur servitude pour mieux les embrigader. C'est le secret de la politique.

Passons à la contre-offensive. Voici quelques réflexions, reçues au jour-



# VIVE LA SIESTE INFERNALE !

nal, émanant d'un « salarié anonyme de la moitié du 20<sup>e</sup> siècle » qui nous écrit de Montpellier, sous le titre : Lettre ouverte aux Bovidés. (1).

## ... SOIS LE BAUME DES ANGOISSES HUMAINES ! »

« Alors que tout récemment on s'est aperçu que dans les zones super-industrialisées la durée moyenne de la vie commencent à stagner ou à baisser, le pouvoir s'est mis à sécréter son idéologie de la qualité de la vie. La durée de la vie n'a pas d'importance ; il suffit de la remplir en travaillant et en consommant.

Mais plus profondément, faire des statistiques sur la durée moyenne de la vie montre à quel point la durée de la vie elle-même est fixée à l'avance. Pour l'immense majorité des hommes, la vie est réduite, à une vie **Standardisée** : enfance, jeunesse studieuse et turbulente, apprentissage, travail, retraite, mort. Accepter individuellement ou collectivement une vie aussi dépourvue de « surprises » montre suffisamment que presque aucune réflexion sur la mort n'a été vraiment pesée et grave.

Il y a un moyen très simple, banal, de saisir immédiatement la réalité sociale de la société spectaculaire marchande, c'est de s'interroger sur le temps qui passe. Des millions d'individus peuvent sans difficulté mesurer le temps qu'ils ont pu s'appropriier ou qu'ils pourront s'approprier. De toute évidence, ils s'aperçoivent vite que le temps, en général, ne leur appartient pas, mais appartient en priorité, à l'entreprise, à l'Etat, à la boutique, à la distance... Si peu à eux-mêmes.

En gonflant le secteur dit tertiaire, le pouvoir trouve un moyen de plus pour s'approprier le temps des prolétaires. Ce secteur existe aussi pour occuper leur temps.

Le temps est devenu lui-même une marchandise, une matière précieuse. Time is money. C'est de l'argent, pas autre chose. Il faut par exemple éco-

nomiser son temps. Cadences, vitesse, précipitation, ça urge, on n'a pas le temps. On est à la bourre ; de quoi au fait ? On s'en fout. L'essentiel c'est de gagner du temps. Sur quoi gagner du temps ? Ben sur le temps bien sûr. Et le temps gagné on va l'occuper à quoi ? Comme on aura foncé, comme des barjots, on sera prématurément crevés (dans bien des cas le temps de vivre à sa façon est pris sur les heures de sommeil) et on ira roupiller tranquillement (quand il n'y a pas le bruit des bagnoles...) en essayant de récupérer le temps perdu en sommeil au profit d'activités paraît-il nécessaires et obligatoires. Et faute de temps, l'activité sexuelle est circonscrite à la nuit et au lit, comme si nous étions des individus nocturnes et grabataires. A d'autres moments, on voudrait bien, ça nous dirait, mais on n'a pas le temps.

Le temps des loisirs est lui aussi pris en charge par le spectacle. Le temps dit libre, à son tour, n'est que le temps pour faire oublier les 6 à 9 heures de travail quotidien, en consommant des marchandises (le samedi après-midi est très généralement consacré aux achats), des images, des kilomètres d'autoroutes, de la culture, etc.

Les revendications ouvrières de ces dernières années portent bien plus sur les modalités et le temps de travail (et le transport au travail) que sur les misérables augmentations de salaires (toujours remises en cause). Le salaire et le grade sont les deux marmelles du spectacle. Le plaisir de vivre, la réalisation de soi-même, et le temps qu'on leur consacre sont considérés comme des plaisanteries douteuses. La revendication du temps qui s'amorce va devenir explosive. La bourgeoisie peut fixer le SMIG à 2.000 F, elle ne peut pas « accorder » 5 jours de congés payés par semaine.

Les progrès de l'hygiène qui ont été accomplis jusqu'à ces dernières années, les techniques qui suppriment certaines tâches épuisantes ont fait

entrevoir un allongement de la durée de la vie.

Mais la pollution généralisée (aggravée par l'explosion démographique) est en train de détruire rapidement ce qui avait été longuement acquis. Cet espoir qui avait été entrevu est brusquement stoppé. Mais c'est au moment de perdre cette illusion que l'on peut au contraire montrer que ces progrès et ces techniques reprennent leur sens dans la perspective, et celle-là seulement, de l'abolition du travail. Par exemple, la prophylaxie prise en charge par l'ensemble des individus sera une priorité alors que dans le spectacle le travail est une priorité par rapport à la prophylaxie. Il est à peu près certain que dans ces conditions la durée de la vie s'allongerait considérablement. La réalité d'hier qui se prolonge aujourd'hui est bien en dessous de l'utopie qui apparaît dès maintenant. La mort du travail mettra fin au travail de la mort.

La Révolution sera la conquête définitive du temps. Cette conquête est la garantie de la victoire de la qualité. Prendre son temps dans l'agriculture par exemple, permettra la production de fruits, de légumes, etc., biologiques qui sont présentés et vendus actuellement comme des marchandises de luxe. La conquête du temps c'est également la redécouverte du voyage et de l'aventure. Pour aller de Paris à Amsterdam, quand il y a des autoroutes, et des bolides, il est de bon ton dans notre pauvre société de faire ce trajet le plus rapidement possible. Pourquoi n'envisagerait-on pas d'effectuer ce même trajet, sans autoroute, sans bagnole, en 1 mois ou 4, en s'arrêtant dans les meilleures auberges auto-gérées, suivre les plus petits cours d'eau partager les activités des « paysans », reprendre la route, revenir en arrière, parler avec les gens... ? La dérive elle-même, pour être totale, demande d'avoir tout le temps devant soi...

Dans le moment de l'abolition des séparations les hommes devront connaître, collectivement, la part des tâches réputées pénibles. Désormais, ceux qui crachent sur les « métèques », qui construisent leurs bagnoles et leurs autoroutes devront se les faire eux-mêmes. Mais on peut déjà leur prédire, qu'eux et leurs autoroutes seront dans les poubelles de l'histoire. Les activités sociales qui permettent d'aller au-delà de la nécessité (autrement dit les secteurs prioritaires : alimentation, habillement, logement...) ne pourront être que partagées par tous, dans le cadre de la commune plus particulièrement.

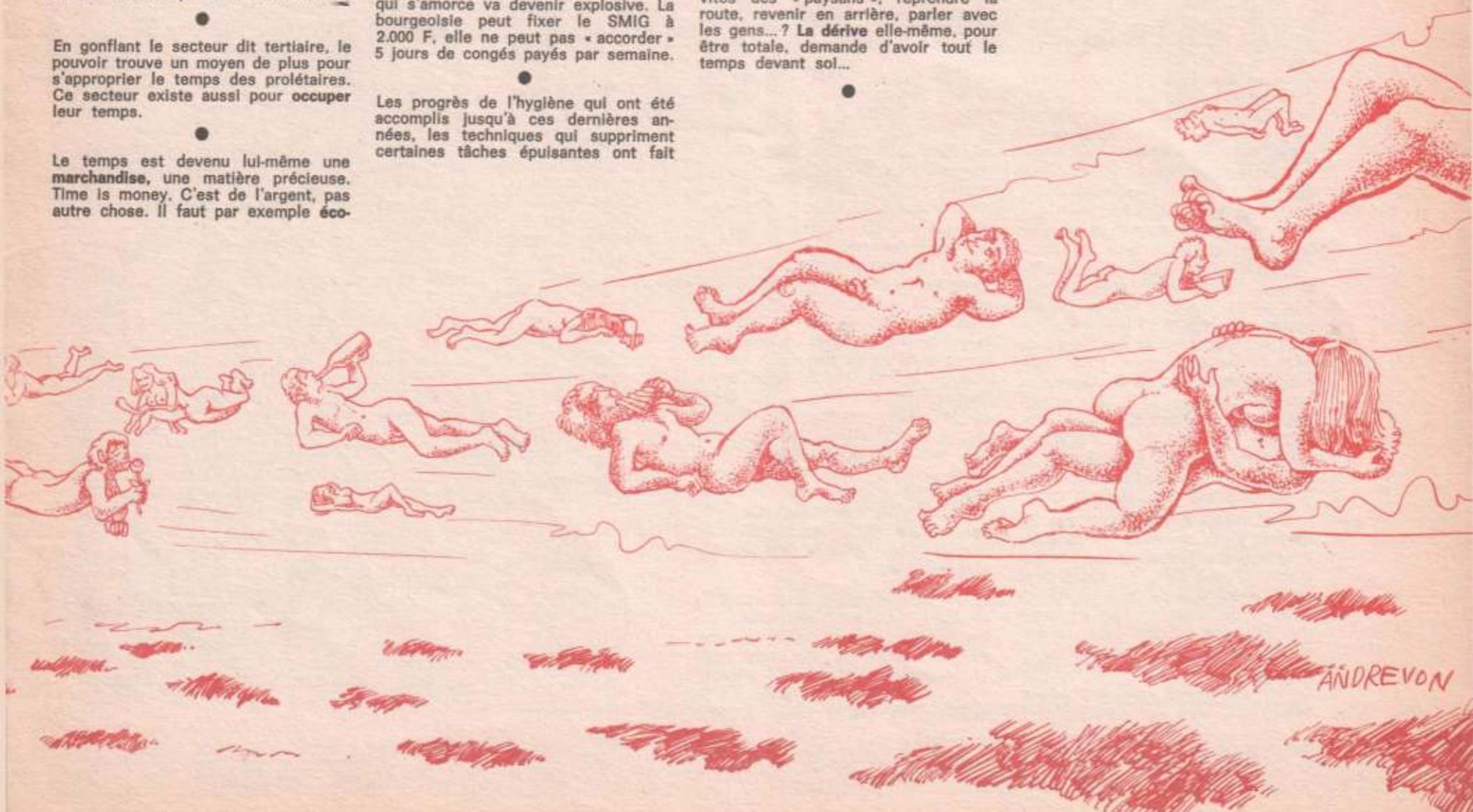
Contre les aberrations économiques qui ont produit séparations (paysan-citadin, artisan-ouvrier, intellectuel-manuel), et celles qui paraissent être « inévitables » (régions pauvres contre régions riches, zones industrielles contre zones agricoles) l'abolition du travail oppose les régions autonomes ou communes qui réduisent les échanges au minimum. Ce système qui abolit l'argent, abolit les secteurs intermédiaires, parasites, entre le producteur et le consommateur.

Concluons avec cette charmante citation de Lessing « Pareissons en toutes choses, hormis en aimant et en buvant, hormis en paresant ». (2).

## A la chaise longue : ARTHUR

(1) Quel éditeur (Maspéro ?) se chargera de cette lettre-ouverte-là ?

(2) Rappel de biographie.  
— Lafargue : Le droit à la paresse. Maspéro, petite collection, n° 50.  
— Fourier : Œuvres complètes, Ed. Anthropos, 15, rue Racine, Paris-6<sup>e</sup>.  
— Galbraith : Le nouvel état industriel, Hatier.



ANDRE VON

# SI NOUS ENTRONS DANS LA VIE PROFESSIONNELLE A QUELQUE NIVEAU QUE CE SOIT CE SERA POUR LA CONTESTER

Ce texte est écrit par un groupe de femmes qui, toutes, « travaillent » (ça veut dire qu'elles travaillent à l'extérieur et sont payées, mais qu'elles travaillent aussi à la maison).

Nous savons bien à quel point le travail « productif » est répressif, peu épanouissant, mal payé, combien l'Etat et les patrons nous volent des heures et des heures de notre vie et profitent de notre qualité de femmes pour nous payer encore moins que les hommes.

Malgré tout cela, nous pensons qu'actuellement toutes les femmes doivent exercer une profession.

## LE TRAVAIL, CONDITION ESSENTIELLE DE NOTRE LIBERATION

— D'abord l'autonomie financière : une femme qui reçoit de l'argent pour son travail à l'extérieur est capable de subvenir elle-même à ses besoins. Elle ne dépend plus d'un homme pour cela ; et si un jour, cet homme lui déplaît, elle est libre d'en changer, de vivre seule, à son gré. Elle a ainsi réussi à séparer les liens affectifs des liens économiques. C'est une liberté que beaucoup de femmes n'ont pas encore, malheureusement. Beaucoup acceptent de vivre avec un homme qu'elles n'aiment plus, parce qu'elles savent qu'à cause de leur âge ou de leur manque de qualifications professionnelles, elles ne pourront pas trouver de travail et devenir indépendantes. Elles sont obligées de souscrire au plus vieux contrat du monde : service sexuel contre argent (ça s'appelle « prostitution ») ; le travail ménager quotidien n'est pas compté dans le contrat puisqu'il n'est pas reconnu ; il est effectué gratuitement.

— Le travail à l'extérieur est un moyen, en outre, pour les femmes d'avoir une place vraie dans la société. C'est-à-dire de rencontrer des gens, d'avoir des amis (à elles), de discuter, de se faire des opinions et non plus de voir le monde à travers le mari ou la télévision.

Celles qui vivent dans leur appartement ou dans leur pavillon sont

souvent angoissées à cause de leur exclusion, de plus en plus irrémédiable, de la vie extérieure. Les « mass-média » (télévision et presse) accentuent cette crainte, en laissant entendre que « la société technologique en mouvement » rejette les individus qui ne sont « plus dans le coup ».

Les femmes, prises au piège de l'isolement et de l'exclusion, perdent la parole. Elles ne sortent guère qu'avec leur mari et n'ont d'autre source d'information que lui. Nous avons toutes observé, lorsque des couples se réunissent : les hommes dissertent des heures et des heures sur des sujets divers ; les femmes sont muettes, sauf quelques apartés entre elles sur la cuisine ou les enfants.

## OUVRIERE AU MAGASIN... ET A LA MAISON

Les premières femmes qui ont bénéficié des moyens contraceptifs sont des femmes qui travaillaient à l'extérieur. Celles qui ont une conscience politique personnelle, des opinions différentes de celles du mari, ce sont celles qui ont une expérience vécue distincte, donc la plupart du temps un travail professionnel. Celles qui restent à la maison sont souvent inconscientes, parce qu'isolées les unes des autres ; elles ont beau mener une vie de chien, elles disent souvent : « Mais de quoi voulez-vous qu'on se libère ? » Sur le lieu du travail, les femmes prennent collectivement une conscience de classe, en tant que travailleuses essentiellement ; beaucoup plus rarement en tant que femmes parce que, sur les lieux de travail, elles sont soumises à l'encadrement et à la domination masculines, même dans les syndicats ; ainsi, la spécificité de leur oppression est niée.

Il faut qu'apparaisse une situation de lutte dans une entreprise où les femmes sont en majorité, pour qu'elles prennent collectivement conscience de l'oppression particulière qui s'exerce sur elles parce qu'elles sont des femmes. Témoins

ces reportages pendant la grève de Thionville :

« De très jeunes militantes sont incontestablement nées ces dernières semaines à Thionville. Des militantes qui s'entêtent à ignorer les règles du jeu syndical classique. » (« Le Monde » du 22-6-72.)

« Parmi les camarades, il y en avait qui étaient à un ou deux mois de

leur mariage, et qui ont rompu leurs fiançailles parce qu'elles avaient des fiancés qui ne les comprenaient pas du tout. Maintenant, elles sont révoltées contre les patrons et contre les maris. » (« La Cause du Peuple » du 14-7-72.)

« A travers cette grève, les filles ont pu constater qu'elles n'étaient pas seulement des ouvrières huit heures dans un magasin, mais en-



suite des ouvrières pendant un temps indéterminé à la maison. » (« La Cause du Peuple » du 14-7-72.)

A Thionville, par exemple, elles ont découvert la solidarité dans la lutte, le plaisir d'être ensemble, un monde nouveau qu'elles ne soupçonnaient pas en restant chez elles, et elles ont inventé une foule de chansons.

Il ne s'agit pas de privilégier les luttes sur les lieux de travail, ni de faire de l'ouvriérisme, ni de croire que l'organisation syndicale se préoccupe de libérer les femmes. Les femmes, comme celles de Thionville, seront tout de suite déçues par cette forme de lutte, mais elles seront alors prêtes pour les autres luttes.

### DES SOLUTIONS-PIEGES

Certaines pensent à des solutions moins radicales, qui recueilleraient probablement les suffrages de nombreuses femmes actuellement sans profession. On pourrait, par exemple, rémunérer le travail ménager d'une part, et d'autre part, organiser des luttes sur les terrains laissés libres par les syndicats (organisations de consommateurs, de mal-logés, d'usagers des transports, groupes de défense écologique...). Cette conception répondrait à notre double exigence d'accès à une source directe d'argent et d'insertion dans la vie réelle. Mais une telle solution, fondée sur une reconnaissance claire de la ségrégation sexuelle, équivaut en définitive à cantonner encore une fois les femmes dans un type d'activité (valeur d'exemple pour les petites filles), dont elles se sortiront d'autant moins facilement qu'elles y trouveront cette fois une certaine sécurité. Outre le fait que la ségrégation par sexe est inadmissible, la soi-disant sécurité dont elles pourraient se prévaloir serait toute relative. Leur rémunération serait en effet modeste, le travail ménager se prêtant mal aux contrôles qu'affectionne toute société hiérarchisée ; il s'agirait toujours d'un salaire d'appoint. **Le mythe de la femme au foyer aboutit à la surexploitation des femmes.**

### LES FEMMES ET LE TRAVAIL

Le refus, ou l'acceptation avec conditions (« avant de se marier quand les enfants... »), du travail des femmes a toujours été et est encore la cause de leur surexploitation. Dans les faits, elles ont toujours dû travailler à l'extérieur de leur foyer (cf. l'encadré sur l'histoire du travail féminin). Cela, non seulement parce qu'il y a les célibataires, les veuves, les divorcées, les abandonnées, mais aussi parce que le salaire du mari n'était pas suffisant en général pour subvenir aux besoins de toute la famille (c'est toujours vrai chez les ouvriers). Donc, pratique-

ment, toutes les femmes ont dû, ou doivent travailler à l'extérieur à un moment de leur vie. Cela ne nous empêche pas de porter l'étiquette « du sexe qui ne travaille pas », comme on porte celui de « sexe qui se prostitue ». Sans parler du passé — nous n'y pouvons plus rien — on peut tout de même rappeler à ceux qui s'exclament : « maintenant que les femmes veulent travailler », les conditions misérables des ouvrières au début de l'ère industrielle : des femmes enceintes tiraient des voitures pleines de charbon, et accouchaient dans les galeries des mines.

Les grèves les plus dures (Thionville, Le Joint Français...) sont menées par des femmes. Pourquoi ? Parce qu'elles ont des salaires de misère ; deux femmes sur trois gagnent moins de 1 000 F par mois. Si elles ne se révoltent pas plus souvent, c'est parce qu'elles considèrent leur salaire comme un appoint. Elles constituent un sous-prolétariat au même titre que les Noirs, les Portugais et les Arabes. Elles sont employées aux travaux les plus monotones parce que, selon les milieux patronaux, ils conviennent mieux à la nature passive des femmes.

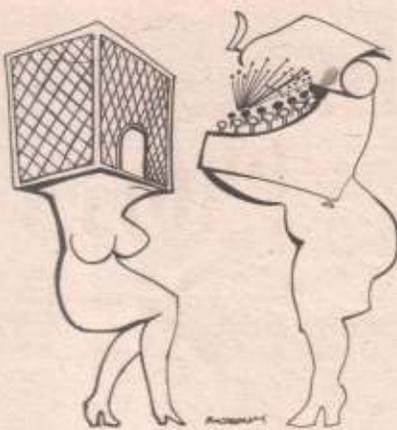
Elles acceptent effectivement, en général, cette situation et ce type de travail parce qu'elles gardent au fond d'elles-mêmes l'espoir que ça ne durera pas, qu'un autre sera assez fort pour les prendre en charge. Et c'est là la clef de la surexploitation des femmes. Bien sûr, elles sont fières de travailler plus dur que les ouvriers : « La direction a voulu embaucher des hommes ; mais ils n'ont pas su tenir les cadences comme nous. » (Déclaration d'une ouvrière à la journée « Quand les femmes s'en mêlent. »)

Mais, si elles ont accepté ces cadences inhumaines, c'est que, lorsqu'elles sont entrées dans l'usine, elles ne se sont pas dit, comme les hommes, « Je devrai faire ça toute ma vie » ; ça les aurait découragées dès la première minute. L'ironie de l'affaire, c'est que, la plupart du temps, elles se nourrissent d'un faux espoir, et qu'elles devront effectivement continuer à travailler. Alors, pourquoi ne pas reconnaître l'hypocrisie de cette image de la femme faible, qui aboutit nécessairement à la surexploitation des femmes.

### DES MARIONNETTES

On s'est aperçu, ces dernières années, que lorsqu'on introduit une certaine automation dans le travail, ce sont les postes de femmes qui disparaissent, ou on les transforme en postes encore plus monotones.

Cette tendance ne saurait que se développer dans l'avenir, si la société industrielle poursuit son cours. Si elle n'est pas transformée, on peut donc s'attendre à un rejet de plus en plus marqué des



femmes en dehors de la vie professionnelle. Le chômage est déjà actuellement plus fort chez les femmes que chez les hommes, et on oublie en général le million de femmes qui désireraient reprendre une activité et qui trouvent porte close.

Dans tous les cas, on prétexte du manque de formation des femmes.

Mais, encore une fois, on prend la conséquence pour une cause. C'est parce que l'on part du principe que les femmes ne devront pas exercer d'activité professionnelle au même titre que les hommes qu'on néglige de les préparer à cette vie professionnelle, pire, qu'on les décourage par la voie de l'orientation forcée. C'est parce que les femmes se disent que « pour elles, c'est moins important », qu'elles négligent de s'accrocher. Il y a une relation évidente entre la formation que l'on veut bien accorder aux femmes et les postes qui leur sont proposés. Le mépris de la main-d'œuvre féminine est tel que l'on continue à orienter massivement les jeunes filles vers le CAP d'habillement (80 % des CAP industriels suivis par des jeunes filles), alors que ce secteur est en régression. Ces jeunes filles trouveront d'ailleurs du travail dans un autre secteur : l'électronique, où on a besoin de leur dextérité manuelle, mais où on les sous-paiera, parce qu'elles n'ont pas de CAP d'électronique !

### LE REFUS DE COLLABORER

Nous n'allons pas non plus tomber dans le piège que nous tendront bientôt les capitalistes les plus éclairés, qui volent dans cette masse féminine des éléments disposés à se laisser exploiter plus facilement que les hommes. Jusqu'à présent, ce type de ségrégation dans le travail, se situait à bas niveau. Maintenant, nous ferions un bon volant de main-d'œuvre de cadres moyens sans ambition. Car il faut bien voir que le malaise des cadres pourrait trouver là une solution élégante. En effet, avec l'ère industrielle, les tâches des cadres, tout en se compliquant, deviennent de jour en jour moins intéressantes (ex. : documentation, analyses, rédaction de rapports, mise en page de tableaux...), d'où un malaise des cadres, qui préféreraient voir les choses de plus haut. Un employé

pouvant leur préparer une bonne synthèse, qui les aiderait dans leurs décisions, c'est-là-un-rôle-de-collaboratrice-idéal-pour-une-femme ! Voilà la promotion qui nous attend, le « Financial Times » de Londres du 9-3-71 nous en avertit : « Les milliers de jeunes filles quittent chaque année les universités avec une formation, cherchent désespérément à échapper à ce triple piège : devenir enseignantes, infirmières ou dactylos. Beaucoup d'entre elles, c'est clair, ont des aptitudes et constituent une réserve où puiser de bons cadres moyens. Elles travaillent dur, avec conscience, comme seuls peuvent le faire des marginaux reconnaissants ; et l'on peut concevoir que, malgré la loi sur le salaire égal, elles ne coûteront peut-être pas aussi cher que leurs équivalents masculins, tout au moins au début. Nous aurons recours à ces femmes, de plus en plus, quand nous nous apercevrons qu'elles existent et que nous nous sentirons capables de reconnaître leurs qualités. »

### LE TRAVAIL, UNE MALEDICTION DONT IL FAUT VENIR A BOUT

On comprend, après une analyse objective de la situation de surexploitation des femmes dans la vie professionnelle, que la majorité d'entre elles considèrent le mariage et le retrait de la vie professionnelle comme une promotion. Mais l'absurdité de la situation veut, comme on l'a vu, que ce soit parce que les femmes ont cette porte de sortie qu'elles sont surexploitées. Et qu'y a-t-il derrière cette porte de sortie ? Une autre exploitation. La femme se soumet totalement à un autre : aucune défense en cas « d'accident », perte des droits à la retraite, difficulté de retrouver un travail, etc.

### IL NE S'AGIT PAS DE CULTIVER LE TRAVAIL COMME UNE VALEUR EN SOI

Il n'est pas exclu que, dans une société d'avenir, où chacun effectuerait des travaux variés et où la consommation serait collectivisée, chaque individu n'ait à consacrer au « devoir-travail » que 3 ou 4 heures par jour. Il semble que l'on puisse d'autant plus rapidement tendre vers ce type de société que les pertes d'énergie inutiles seraient réduites, que les productions nuisibles et inutiles seraient abandonnées, et surtout que les profits seraient équitablement répartis. Le travail est chaque jour plus contesté par les hommes et les femmes des pays industrialisés, la coupure entre les vacances et la reprise du travail se fait chaque année plus difficile. Est-ce le moment que nous allons choisir pour demander que toutes les femmes entrent dans la vie active ? Nous répondrons oui, car l'indépendance économique est le premier marche-pied vers la liberté.

# les petits échos de la merde

**Toujours**

**plus fort :**

**Marcellin censure**

**Gutenberg**

Le GARM, Groupe d'action et de résistance à la militarisation, de Lyon, fait partie de ces groupements d'excités anti-français dont s'occupent tendrement les reîtres à Marcellin. Résultat : tous les Lyonnais connaissent ces non-violents périodiquement maltraités par la police sous l'œil hostile de la foule. Le GARM avait donné récemment ses tracts à imprimer à la S.A.R.L. Imprimerie Presse Nouvelle, qui n'était pour rien dans la rédaction et la distribution des tracts. Qu'a fait Marcellin ? il a fait poursuivre en justice le gérant légal de l'imprimerie. La grande presse n'a pas relevé ce petit exploit à la Goebbels. Heureusement qu'on est là. Voici la déclaration des imprimeurs :

« L'inculpation de complicité qui nous a été notifiée pour avoir imprimé sur nos presse les écrits du GARM, souligne pour nous imprimeurs, l'importance du texte imprimé, de la pensée communiquée par l'écriture.

L'imprimeur exerce un métier qui a un rôle important dans la diffusion de la pensée, dans la communication des idées. Toute atteinte à sa liberté dans l'exercice de son activité, est une atteinte à la liberté d'expression.

Malgré bien des modifications tendant à la restreindre, la loi de 1881, sur la liberté de la presse, comporte une règle qui met l'imprimeur à « l'abri » de poursuites éventuelles. Il suffit que les écrits sortant de ses presses portent son nom et celui de l'auteur ou responsable de la publication incriminée.

C'est donc en violation de cette loi, ou pour le moins dans le cadre d'une action juridique tendant à la restreindre, que nous sommes poursuivis.

Attaqués dans la liberté de l'exercice de notre métier, nous défendre est un devoir capital en regard de la liberté de la presse. Nous aider dans cette lutte est un devoir pour tous ceux qui pensent que la liberté de la presse est UNE LIBERTE FONDAMENTALE.

Mais cette inculpation ne contient pas que cet aspect. Plus grave, plus sournoise elle veut tenter d'obtenir par la peur une forme de censure favorable au pouvoir.

Inculper aujourd'hui l'imprimeur, obtenir sa condamnation, c'est brandir sous ses yeux cette menace afin d'obtenir qu'il refuse d'imprimer ce que le pouvoir établi condamne.

C'est créer la censure de l'imprimeur sur les textes n'ayant pas les faveurs de nos gouvernants.

Nous n'accepterons jamais d'être des censeurs au service du pouvoir.

Nous n'accepterons jamais d'être un moyen de pression sur les idées, d'être un moyen de pression sur certaines idées seulement — idées qui nous seraient désignées par les gérants de ce régime, en nous brandissant sous les yeux l'épouvantail de l'inculpation.

Il s'agit d'une attaque concertée - contre la liberté de pensée, - contre la liberté d'expression, - contre la liberté de la presse.

Nous n'acceptons jamais de pression sur le principe de la liberté dans l'exercice de notre travail.

Dans ces conditions, nous ne considérons pas seulement comme complices des militants inculpés du GARM, mais encore nous affirmons notre entière solidarité avec eux, ce combat étant devenu un combat pour la liberté d'expression.

Tous les membres de l'Imprimerie Presse Nouvelle.

**Scandale**

**au Vatican :**

**le pape refuse**

**de rencontrer**

**l'oiseau fabuleux**

**PHÉNIX**

« Depuis dix ans et dans tous les pays du monde, les programmes d'énergie nucléaire n'ont cessé de prendre du retard. Tous les constructeurs se sont heurtés aux difficultés techniques les plus diverses. Aucune filière n'y a échappé. En matière nucléaire il n'y a pas de petits incidents ou de petites déficiences. Les moindres d'entre eux peuvent avoir de graves conséquences... »

Ces mots de pur bon sens sont extraits de la revue « Options » destinée à des ingénieurs cadres et techniciens. Les Américains doivent également la lire. Car l'activité des centrales nucléaires américaines a été encore réduite pour cause d'imprévisible. Ces engins-là, on arrive pas à les maîtriser, mais on sait très bien ce qui se passerait en cas de pépins. La preuve, elle était dans un vieux numéro du « Monde » (avril ? mai ?), sous un petit titre deux colonnes : « La cour suprême des U.S.A. interdit la construction des surgénérateurs ». Et le texte précisait « en raison des

dangers insupportables que cette nouvelle technique ferait courir à la population » (1). Maintenant réfléchissons : vous êtes journaliste en France. Vous vous intéressez donc à tout ce qui intéresse vos lecteurs. Ou alors faut changer de métier. Vous apprenez que la nouvelle variété de réacteurs nucléaires dits surgénérateurs, produisant plus de plutonium qu'ils n'en consomment et refroidis au sodium est si dangereuse que les U.S.A. refusent de les construire. Déjà vous tendez l'oreille. Rien de ce qui menace la santé de vos concitoyens, amis et familles, ne saurait vous laisser indifférent. Ensuite vous lisez le titre suivant dans votre journal :

« Le surgénérateur français Phénix a divergé hier à Marcoule » (2).

Qu'est-ce que vous faites ? Vous vous dites : ou les ingénieurs français sont de prodigieux savants pour avoir fait marcher ce prototype dont leurs collègues américains ont peur, ou quelqu'un nous prend pour des cons. Des cons et des cobayes. Choisissez ! Marcoule est à trente kilomètres d'Avignon. Finalement, le pape, il a eu du nez d'aller résider à Rome.

(1) Le professeur Kowarski, pionnier de l'atome, a déclaré dans l'Express du 3 septembre : « Non seulement les breeders (surgénérateurs) multiplient les risques des centrales à eau légère, mais peu à peu leur cœur finira par contenir des quantités énormes, je ne sais pas le chiffre exact, mais je crois des tonnes de plutonium. Or le plutonium est la substance la plus toxique que l'humanité ait connue. Un microgramme bien placé peut tuer un homme. Une tonne c'est un million de millions de microgrammes. Le bon sens devrait suffire pour dire aux gens qu'il n'est pas prudent d'en manipuler des tonnes. » Oui... mais si rentable !

(2) Phénix : oiseau fabuleux de la mythologie égyptienne qui se faisait brûler et renaissait de ses cendres.

**Jeune homme,**

**l'armée**

**te trouve**

**un métier**

**sous contrôle**

**militaire !**

Que peut-il encore arriver à un gars qui a fait un an de taule pour « insoumission au service militaire » ? Les gens un peu futés et au courant de la « chose militaire » répondront : « un an de taule pour refus d'obéissance ». Oui, c'est ce qui se passe généralement. Mais les choses évoluent, mon général. Voici qu'une nouvelle série d'articles de loi vient bouleverser toutes nos idées reçues. Celle-ci par exemple : que l'armée s'estime satisfaite une fois que ses opposants ont fait le double du service militaire en taule.

Je m'explique : l'article L51 du code du service national annonce la création d'une commission juridictionnelle chargée d'examiner la situation des jeunes gens âgés de moins de 29 ans, n'ayant pas accompli la totalité du service militaire, n'en ayant été ni exemptés, ni dispensés, et qui ont été condamnés définitivement à une peine égale ou supérieure à un an d'emprisonnement. Cette commission décide que les intéressés seront tenus d'accomplir un service national actif,

— soit au titre de l'une des formes du titre 3, c'est-à-dire le service normal ;

— soit suivant des modalités particulières comportant des obligations destinées à assurer leur reclassement social.

Passons sur les articles L52 (composition de la commission), L53 (ses séances ne sont pas publiques et il n'existe d'autres recours que celui en cassation devant le Conseil d'Etat) et L54, pour en arriver à l'article L55 que je recopie intégralement :

« La commission astreint les jeunes gens mentionnés au dernier alinéa de l'article L51 à l'obligation d'exercer une activité déterminée ou de suivre un enseignement ou des cours de formation professionnelle.

La commission peut décider que les intéressés doivent,

— fixer leur résidence en un lieu déterminé ;

— répondre aux convocations du président du comité d'assistance et se soumettre au contrôle de toute personne qualifiée désignée par lui, notamment en ce qui concerne leurs conditions d'existence... »

Autrement dit, BOSSER ET VIVRE SOUS CONTROLE MILITAIRE. Avec possibilités de contester ? de mener des activités politiques et syndicales ??? Les conditions d'existence ? Qu'est-ce que ça veut dire les conditions d'existence ? C'est bien vague ! Or ces modalités seront applicables pendant le double du service militaire actif, soit 2 ans. Les irréductibles seront condamnés (articles L58 et L60 à des peines de 6 mois à 3 ans de taule s'ils oublient qu'ils sont astreints à résider et à travailler dans un lieu précis. Ceux qui aideraient les Insoumis seront punis aussi...

Depuis quelque temps, les flics me cherchent. Pour me donner la convocation devant la commission juridictionnelle. A moins que ce soit carrément pour m'en annoncer les décisions. Mais je suis partout et nulle part, attendant le moment propice pour agir. Car il faut agir en face d'une loi pareille. Cette loi entre dans le cadre d'une militarisation systématique de la société au même titre que l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 qui autorise le gouvernement à réquisitionner à tous moments et à mettre sous contrôle militaire certaines catégories (nombreuses, très nombreuses), de la population.

# les petits échos de la merde

Quand on lit les différents codes, civil, militaire, on s'aperçoit que toute une infrastructure de législation fasciste est mise en place. Si actuellement le pouvoir prend encore des gants, il faut savoir qu'au moment propice pour lui il n'hésitera pas. L'ordonnance de 1959 n'a jamais été appliquée, sauf pour quelques cas individuels, mais de Gaulle en 1968 en a menacé les travailleurs. Cette nouvelle loi qui date d'août 1972, sera inaugurée, paraît-il, par moi. Je suis décidé à tout pour lui faire barrage.

Et en tous cas, je ne me soumettrai pas. Mais cette loi concerne aussi des tas de « délinquants » qui n'ont pas, eux, d'appuis politiques et juridiques. Que tout le monde soit attentif à ce problème !

Et agisse !

Gaston Jambois.

## De plus en plus débile : la serviette-bavoir à jeter

Didou, « première gamme infantile de produits à jeter », quel slogan, a envoyé la circulaire suivante aux pharmaciens, dont certains refusent de se faire les complices de ce gaspillage polluant. Admirez la prose de ces vendeurs de merde et le mépris dans lequel ils tiennent le public, la pharmacie et la presse-prospectus :

### LABORATOIRES LABAZ

Cher confrère,

Didou, première gamme infantile de produits à jeter, propose un nouvel article :

La serviette-bavoir à jeter.

Composée d'une feuille de polyéthylène enrobée d'ouate de cellulose, la serviette-bavoir Didou est douce et parfaitement imperméable. Par sa découpe originale, elle convient à tous les enfants dès la naissance. Sa couleur : jaune, réversible blanc.

Parcequ'elle se jette après usage, la serviette-bavoir Didou plaira à toutes les mamans qui préfèrent consacrer à leur bébé le temps qu'elles perdaient autrefois en petits lavages quotidiens.

Nous avons prévu pour cet article dont la vente est exclusivement réservée :

— Une campagne de publicité intensive dans les magazines féminins (Elle, Femmes d'aujourd'hui, Parents, Bonheur) et dans les quotidiens régionaux et nationaux.

— Un conditionnement particulièrement attractif et un présentoir-distributeur peu encombrant mais vendeur.

— Des conditions commerciales très avantageuses : en plus des remises traditionnelles vous bénéficierez, pendant la période de lancement, d'une remise supplémentaire de 12 %.

Pour profiter de ces conditions exceptionnelles, renvoyez-nous rapidement le bon de commande ci-joint.

Veuillez agréer, cher confrère, l'expression de nos sentiments distingués.

directeur des ventes.  
G. NEUVEU,

## A quand, le rayon de la mort ?

### Plus de matraques pour les C.R.S. : des infra-rouges et des ultra-sons

Londres. — Selon la revue « New Scientist », des spécialistes sont en train d'expérimenter une nouvelle arme anti-émeute, qui utilise des éclairs de rayons infra-rouges et des ultra-sons pour disperser des attroupements, en provoquant des crises d'épilepsie et des nausées parmi les manifestants.

« Supposons qu'une foule de manifestants atteigne un cordon de police, déclare la revue. Subitement, cinq pour cent d'entre eux sont pris de crise d'épilepsie. Bien qu'ils ne voient, ni n'entendent rien de spécial, les autres ressentent un bourdonnement d'oreille et un quart d'entre eux est pris de nausées. Le restant, pris de panique s'enfuit. »

L'arme ne peut être utilisée que la nuit. Elle a été mise au point par M. Charles Bovill, ingénieur en chef d'une entreprise spécialisée dans la fabrication des dispositifs anti-vol. Selon son inventeur, c'est une arme « non violente », moins dangereuse que les coups de matraque ou les grenades lacrymogènes.

## Tragique fin de civilisation

Mordez-ça : on dirait un roman de science-fiction : « toute la péninsule continue à vivre dans la crainte, parfois la panique, de l'extension du fléau. Les affirmations des autorités sanitaires assurant

qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer se heurtent à ce mur d'appréhension. A Rome le ministère de la Santé a commandé 1.600.000 doses de vaccin à Londres et les autorités ont donné pour instructions aux balayeurs des rues d'ajouter des doses massives de chlore à l'eau dont ils se servent. Elles ont ordonné le ramassage des détritus pendant les week-ends et jours fériés. Des amendes seront distribuées à ceux qui déposeront leurs ordures dans la rue ou même dans les jardins, etc... ».

Ça se passe en Italie. Les gens se battent dans les rues pour se faire vacciner contre le choléra qui a tué une dizaine de personnes, même pas le dixième d'un bilan dominical des accidents de la route en France. Et tout ce mic-mac pour quoi ? Pour quelques moules et autres fruits de mer pollués, identifiés comme les responsables de cette épidémie de choléra... Vraiment les gens, un rien les inquiète ! Le décès de la mer, par exemple, mais avant qu'ils arrivent à relier tout ça aux méfaits de leur style de vie, ils ont le temps de crever en masse, la gueule ouverte, pleine de crustacés.

## LE POINT : un journal pas écrit pour des cons ! ça non !

ACCUSATION. — Du fait même de votre objectivité et de votre modération, vous devez être ennuyeux et plutôt morne...

DEFENSE. — Vous n'avez pas dû lire souvent le Point. Il y a des lecteurs qui nous reprochent au contraire d'être sarcastiques, d'avoir la dent dure. Justement parce que nous sommes indépendants nous pouvons prendre des positions audacieuses, mettre au banc d'essai des hommes politiques, du gouvernement comme de l'opposition, poser des questions embarrassantes... à des personnages en vue... Nous pouvons être mordants... et nous ne nous en privons pas.

Avez-vous lu dans Le Point les bancs d'essai de Giscard d'Estaing ou de J.J.S.S. ? Ou l'éditorial sur le ministère des Finances titré « le stérilisateur ». L'article sur Simone de Beauvoir : « on a oublié de lui dire qu'elle n'avait plus de talent ». Ou encore cette phrase : Maurice Druon, un Gœbbels ? Ce n'est pas sérieux ! Mais le ministre rend fous ceux qu'il a pour mission de comprendre, on dira plus tard de lui « Il fit des

choses importantes, mais c'était des gaffes » ! Et vous craignez que nous soyons ternes... Lisez-nous plutôt !

extrait  
d'un prospectus promotionnel  
du « Point »

Oui, vous avez bien lu ! des « gaffes », ils ont écrit « des gaffes ». Ah, les vaches ! ils ont la dent dure au POINT !

## La revanche des indiens

Dans la série « les grandes causes fédérales » l'Amérique lance une campagne anti-papier gras dont Poujade lui-même serait jaloux. Cette publicité, parue dans le numéro d'août de « Fortune », incite les Américains à ne pas défigurer leur beau pays. Et c'est un indien qui sert de référence...



The natural beauty that was once this country...



America is suffering from pollution. But doesn't have to be. That's the tragedy. America can again be as beautiful as it once was. If we all get involved with things like putting trash in proper receptacles. Or carrying a litterbag in our cars. Let's restore the beauty that was once this country.

People start pollution  
People can stop it.

Keep America Beautiful

134 FORTUNE August 1972

## LA GUEULE OUVERTE

### REDACTION

Outrechaise  
tél. semi-automatique  
(15) 79-31-91-11 -  
82-58 Uguine  
et 633-27-34 Paris

Fondateur :  
Pierre Fournier

Rédacteur en chef :  
Emile Prémillieu

Rédacteur en chef adjoint :  
Isabelle

Mise en page :  
Chénéel-Jeanroy

Secrétaires de rédaction :  
Danielle Fournier  
Martine Joly

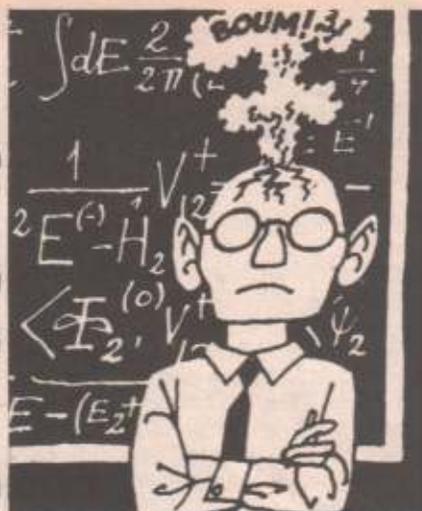
### ADMINISTRATION

Editions du Square  
S.A.R.L. au capital de 30.000 F  
10, rue des Trois-Portes, Paris-5e  
Tél. : 633-27-34

Directeur de la publication :  
Georges Bernier  
Dépôt légal : 2e trimestre 1972

Imprimerie  
« LES MARCHES DE FRANCE »  
44, rue de l'Ermitage, 75020 PARIS  
Distribution N.M.P.P.  
Abonnement 1 an : 40 F  
Etranger : 45 F  
(Envoyer aux Editions du Square)

# La minute de bon sens du professeur Mollo-Mollo



## BALAYONS DEVANT NOTRE PORTE...

Un nombre croissant de fonctionnaires estime nécessaire de communiquer à l'opinion publique certains documents officiels ou politiques fort instructifs et révélateurs de diverses pratiques. A tel point qu'un ministre s'est cru tenu de rappeler à la discrétion et à la réserve l'ensemble du corps administratifs, lui reprochant en substance de remuer la boue...

Mais nous posons la question : quels sont les vrais coupables, ceux qui remuent la boue, ou ceux qui la secrètent ?

Quoiqu'il en soit de ce point de déontologie, c'est à l'une de nos filières en place que nous devons copie d'un intéressant échange de correspondance, dont nous ne pouvons toutefois garantir la totale authenticité de forme, sinon de fond.

**GOVERNEMENT FRANÇAIS,**  
Ministère de la protection  
de l'Environnement  
et de la Nature,  
2, rue Générale, PARIS.

A son Excellence,  
Monsieur le ministre  
des Affaires étrangères  
de l'Etat italien.

Excellence,

Vous n'êtes pas sans connaître les préoccupations de notre gouvernement face au déversement des substances polluantes peu au large du Cap corse.

La haute tradition d'amitié qui lie nos deux peuples me fait une douloureuse obligation de signaler à votre Excellence le degré de tension actuellement atteint dans notre département insulaire, et me pousse à vous prier de bien vouloir envisager une solution satisfaisante au problème.

Nous n'ignorons pas, pour notre part, combien graves sont de telles questions, qui mettent en

jeu la rentabilité économique et, par là même, conditionnent le plein emploi d'une population légitimement attachée au maintien et à l'expansion de son niveau de vie.

Mais il n'est pas en notre pouvoir de cacher plus longtemps à votre gouvernement que les mêmes arguments ne manquent pas d'être employés sur notre propre sol par des catégories socio-professionnelles dont les activités, de pêche ou de tourisme, ne sauraient davantage être mises en cause.

Aussi nous paraît-il urgent et nécessaire à plus d'un titre, que le calme revienne dans la Mer tyrrhénienne qui baigne en commun nos rivages. Il nous plairait à ce propos de voir nos deux gouvernements élaborer, aux divers niveaux appropriés, une politique commune de l'Environnement, par la définition de normes de toxicité, de rejets ou de délimitation des eaux territoriales.

Cette démarche rationnelle ne saurait toutefois exclure, dans

l'hypothèse hautement improbable d'une méconnaissance des droits les plus légitimes, le recours à d'autres instances au niveau supranational ou international, ne serait-ce qu'au sein d'une Communauté européenne à laquelle nos deux nations se réjouissent et s'honorent d'appartenir.

Persuadé dans ces conditions de rencontrer auprès de votre Excellence l'accueil le plus favorable à notre argumentation, je vous prie de bien vouloir agréer l'expression de ma plus cordiale sympathie.

Le ministre,  
Robert Poubelle

Etat italien,  
ministère des Affaires étrangères,  
14, via Appia, ROMA.

A son Excellence,  
Monsieur le ministre  
de la protection  
de l'Environnement  
et de la Nature  
du Gouvernement français.

Excellence,

La louable franchise dont a bien voulu faire preuve à notre égard M. le ministre de la Protection de l'Environnement et de la Nature du gouvernement français témoigne des excellentes relations entretenues par nos deux états depuis près d'un siècle.

Le gouvernement français est certainement conscient de l'audience de la haute autorité morale de son peuple a su conquérir au fil des ans ; il ne s'étonnera donc pas de voir l'Etat italien conformer son attitude et son comportement aux meilleurs exemples que daigne lui dispenser sa sœur latine.

Cette règle générale ne saurait être éludée dans le cas particulier qui semble préoccuper le gouvernement français et je prie mon honorable collègue de bien vouloir trouver ci-dessous les justifications les plus satisfaisantes concernant notre attitude dans l'affaire évoquée.

Le gouvernement italien a pris toutes les précautions techniques nécessaires : nous sommes en mesure d'assurer l'opinion française de la totale innocuité des rejets incriminés, innocuité très sensiblement égale à celles des substances radioactives récemment libérées dans l'Océan Pacifique.

De même que semble dépourvu de toute nocivité le Strontium 90

français, de même les oxydes métalliques et l'acide sulfurique italiens présentent-ils une toxicité inférieure à celle des produits de toute autre origine. Ainsi que l'a fort justement exprimé en juillet 1973 son Excellence l'ambassadeur de France aux U.S.A., il convient en de tels domaines de ne pas accorder trop d'audience à l'attitude alarmiste de « sympathiques écologistes trompés par de fallacieuses informations. »

S'inspirant de la décision unilatérale du gouvernement français d'étendre dans le Pacifique les eaux contrôlées par ses soins, le gouvernement italien envisage de soumettre à sa souveraineté territoriale l'ensemble des eaux tyrrhéniennes, réglant par là même un problème se posant jusqu'alors en eaux strictement internationales, et par le fait même res nullius.

Le gouvernement italien doute fort de la solidité d'une attitude offensive à l'échelon international. Il voudrait épargner à ses collègues français, dont la solidarité européenne a été quelquefois soupçonnée, l'humiliation d'un débouté arguant du refus de toute ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain, ainsi qu'a su fort habilement le faire remarquer récemment le gouvernement français face à certaines prétentions de la Cour internationale de justice de la Haye.

Conscient d'avoir exposé à son Excellence les grandes lignes de la position de son gouvernement sur un problème ainsi ramené à de plus justes proportions, conscient d'avoir agi en conformité de pensée avec un état voisin, de l'amitié duquel il n'a eu jusqu'alors de cesse de se féliciter, nous ne pouvons que souhaiter à ces lignes une large audience de votre part, afin que, selon vos propres termes, qui rejoignent nos préoccupations, « le calme revienne dans la Mer tyrrhénienne qui baigne en commun nos rivages. »

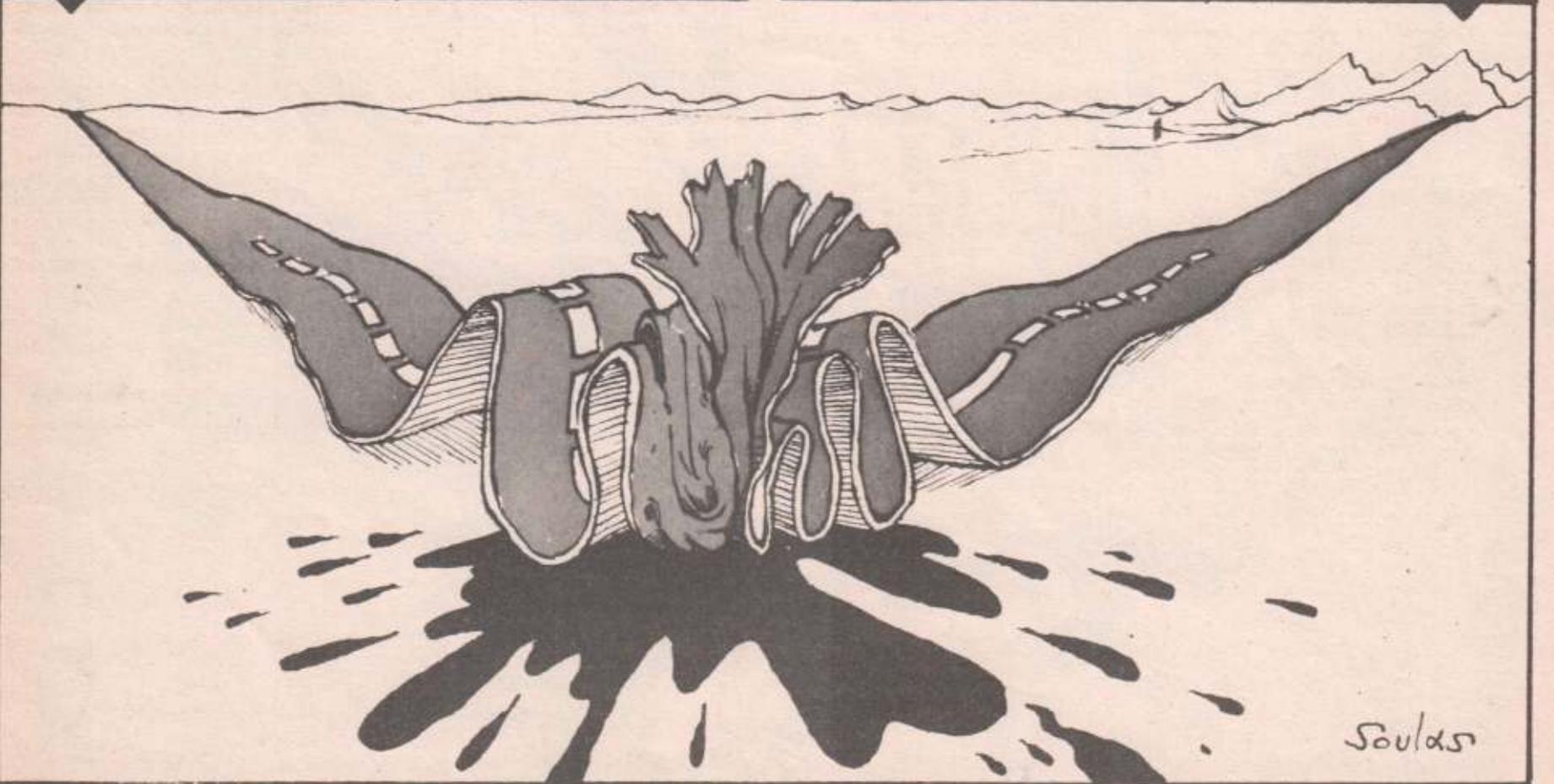
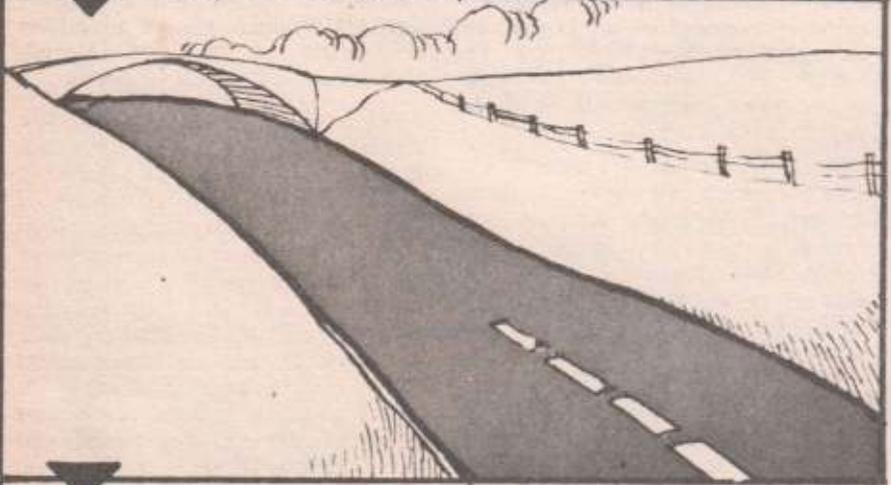
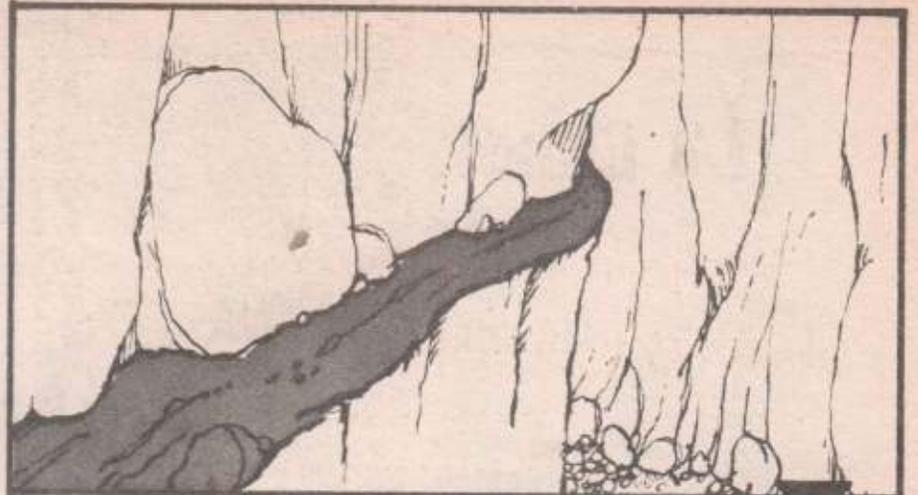
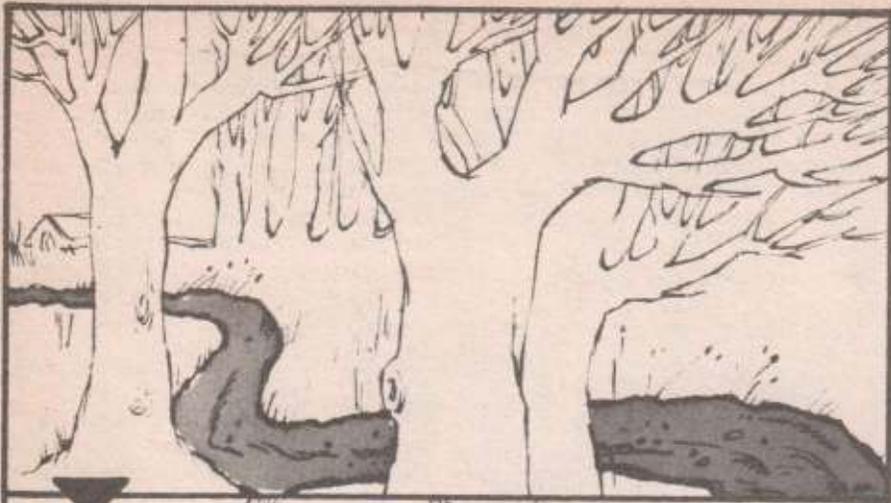
Notre gouvernement se propose d'ailleurs de rendre sous peu public un « Livre blanc sur les Boues rouges » qui, démontrant par le détail le bien-fondé de notre position, saura associer au bleu de la Méditerranée et au vert de la nature les couleurs fraternelles de nos pavillons tricolores.

Daignez agréer, Excellence, l'expression de notre dévouement sincère à la cause de nos deux peuples.

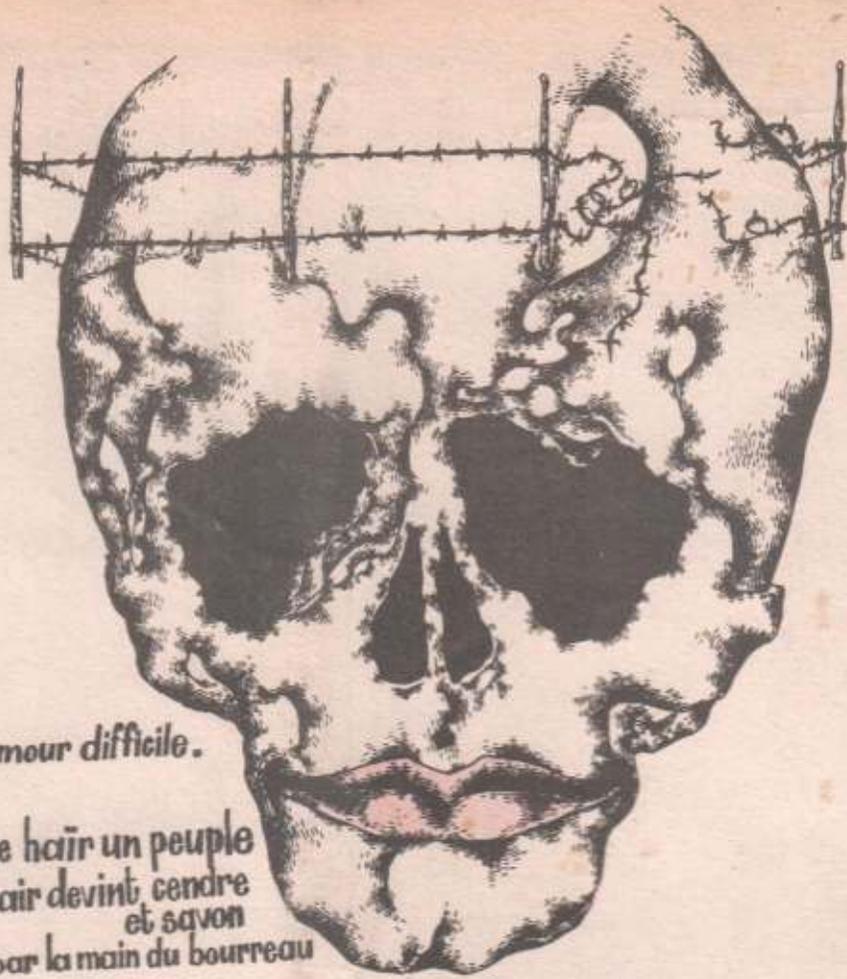
Titanio Montedini

B. C. by Johnny hart





Soulas



.amour difficile.

puis-je haïr un peuple  
dont la chair devint cendre  
et savon  
par la main du bourreau

puis-je haïr des enfants  
parce que leur père <sup>mes frères ont le même âge-</sup>  
boit le vin de mes larmes ?

ma haine du bourreau  
et mon pardon pour son enfant  
cela sera-t-il toujours possible  
malgré l'humiliation et la misère ?

.texte : rached hussein.  
septembre 1970. palestine.

seuls-tu qui je suis... me connais-tu ?  
si tu regardes ma blessure tu me reconnaitras  
si tu regardes ma maison détruite

sur ma mère, mes enfants, tu me reconnaitras...  
tu m'ignores (fais semblant de m'ignorer)  
je ne te reproche rien quand tu me nies

moi, l'occupé de ma patrie  
sans logement, sans maison  
moi, l'éloigné dans le corral

moi, le crucifié dans les campagnes et dans les villes  
moi, le blessé éternel dans les rues d'amman  
sans que personne ne vienne à mon secours,  
je l'aigrie, je meurs égaré...

tu m'ignores (fais semblant de m'ignorer)  
je ne te reproche rien quand tu me nies  
ne me regarde pas

qui ne m'a pas regardé pour me nier  
qui n'a pas banni, mon assassin  
ou n'a pas offert mille souffrances  
pour m'égarer, me faire disparaître,  
et il ne restera devant vos yeux  
aucune trace  
du peuple palestinien.

ma blessure palestinienne  
septembre 1970. amman.  
anonyme.